



Mobilité internationale

LES DONNÉES DE LA PROTECTION SOCIALE



AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts sont effectués directement par le Cleiss ou enregistrés dans les statistiques qui lui sont fournies par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de rendre possible la coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États ; concrètement de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale et d'assurer ainsi une forme de continuité de leur protection sociale lorsque ces personnes passent d'une législation à une autre.

► QUELS SONT LES PAYS VISÉS ?

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France et l'Europe disposent d'un cadre juridique international :

- **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) depuis le 1^{er} juin 2012 et à la Suisse depuis le 1^{er} avril 2012 ;
- et **35 conventions bilatérales conclues par la France** avec des partenaires pour l'essentiel extra-européens ;
- **4 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre et Miquelon.

► QUELLES SONT LES PERSONNES CONCERNÉES PAR CES TEXTES ?

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des territoires d'outremer concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large : **l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.**


Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité **aux ressortissants de l'un ou l'autre État** qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre État.


► COMME L'AN DERNIER, CE RAPPORT EST DISPONIBLE SUR DEUX SUPPORTS :


- **La version intégrale** (données globales pour tous les risques mais aussi informations détaillées par pays, par régimes de sécurité sociale et données exportables en fichiers Excel) **téléchargeable sur le site du Cleiss.**
- **La version "synthétique"** diffusée sur plaquette, reprenant les mêmes informations citées précédemment à l'exception des détails par risques et par pays.

► POUR INFORMATION :

■ Les icônes :

 indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est consultable dans une mouture détaillée par régimes et par modes de paiement au format Excel.

 indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est disponible à l'identique, mais sous Excel.

 indique la présence d'un glossaire à la fin du rapport.

- Il est possible d'obtenir le détail des données par pays n'ayant aucun accord de sécurité sociale avec la France (voir partie 3 – Rentes, pensions et allocations – Pays hors conventions) sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, sous réserve que les informations recueillies auprès des différents régimes de sécurité sociale français soient disponibles.

► POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ LE SITE DU CLEISS : www.cleiss.fr



SOMMAIRE GÉNÉRAL

► INTRODUCTION 6

► PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

LES CRÉANCES ET LES DETTES PRÉSENTÉES

- Tous types d'accords 18
- Règlements européens 20
- Accords internationaux 23

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

AVANT-PROPOS 26

Les remboursements par la France (Cleiss + caisses de sécurité sociale)..... 30

Les remboursements par le Cleiss uniquement :

- Tous types d'accords 40
- Règlements européens 43
- Accords internationaux 47

INCAPACITÉ TEMPORAIRE

- Règlements européens 53
- Accords internationaux 59

► PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

- Synthèse 67
- Règlements européens 71
- Accords internationaux 75

► PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

■ Avant-propos	83
■ Synthèse	84
■ Règlements européens	87
■ Accords internationaux	105
■ Pays hors conventions	123

► PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

■ Règlements européens	127
------------------------------	-----

► PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

■ Avant-propos	131
■ Synthèse	136
■ Règlements européens	138
■ Accords internationaux	142
■ Pays hors conventions	146

► PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

■ Règlements européens	153
------------------------------	-----

► PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

■ Les travailleurs étrangers entrés en France	159
■ Immigration familiale	165
■ Les Français à l'étranger	169

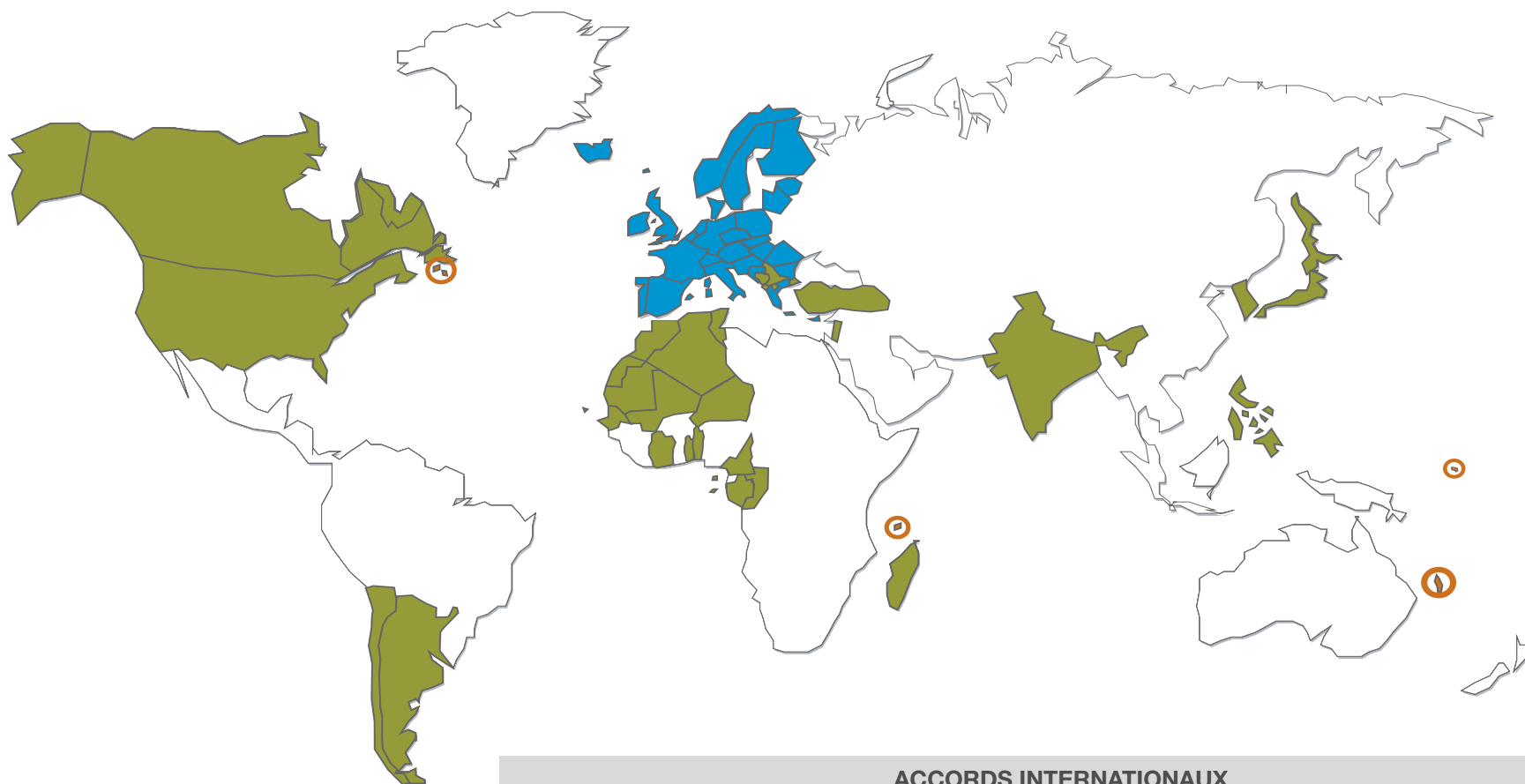
► GLOSSAIRE	176
-------------------	-----





INTRODUCTION

▶ LES ACCORDS DE SÉCURITÉ SOCIALE SIGNÉS PAR LA FRANCE DANS LE MONDE



ACCORDS INTERNATIONAUX

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

- | | | |
|-----------|---------------|--------------------|
| ALLEMAGNE | GRÈCE | PAYS-BAS |
| AUTRICHE | HONGRIE | POLOGNE |
| BELGIQUE | IRLANDE | PORTUGAL |
| BULGARIE | ISLANDE | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE |
| CHYPRE | ITALIE | ROUMANIE |
| CROATIE | LETTONIE | ROYAUME-UNI |
| DANEMARK | LIECHTENSTEIN | SLOVAQUIE |
| ESPAGNE | LITUANIE | SLOVÉNIE |
| ESTONIE | LUXEMBOURG | SUÈDE |
| FINLANDE | MALTE | SUISSE |
| FRANCE | NORVÈGE | |

■ DÉCRETS DE COORDINATION

- MAYOTTE
- NOUVELLE-CALÉDONIE
- POLYNÉSIE FRANÇAISE
- SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

■ CONVENTIONS BILATÉRALES

- | | | | |
|--------------------|---------------------------|------------|-------------|
| ALGÉRIE | CONGO (RÉP. DU) | JAPON | PHILIPPINES |
| ANDORRE | CORÉE | JERSEY | QUÉBEC |
| ARGENTINE | CÔTE D'IVOIRE | MACÉDOINE | SAINT-MARIN |
| BÉNIN | ÉTATS-UNIS | MADAGASCAR | SÉNÉGAL |
| BOSNIE-HERZÉGOVINE | GABON | MALI | SERBIE |
| CAMEROUN | GUERNESEY, AURIGNY, HERM, | MAROC | TOGO |
| CANADA | JETHOU | MAURITANIE | TUNISIE |
| CAP-VERT | INDE | MONACO | TURQUIE |
| CHILI | ISRAËL | MONTÉNÉGRO | |
| | | NIGER | |

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS	
			Maladie Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés ⁽³⁾					
I - RÈGLEMENTS EUROPÉENS													
UNION EUROPÉENNE		01/05/2010											** Choix effectué par chaque institution compétente
ISLANDE NORVÈGE LIECHTENSTEIN + SUISSE	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/06/2012 01/06/2012 01/06/2012 01/04/2012	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui**	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	Pour l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse, application des règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72 avant l'entrée en vigueur des règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009
II - ACCORDS INTERNATIONAUX													
A - CONVENTIONS BILATÉRALES													
ALGÉRIE	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
ANDORRE	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux
ARGENTINE	Convention du 22/09/2008	01/11/2012	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	Non	
BÉNIN	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** Sauf dans le sens France-Bénin *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
BOSNIE- HERZÉGOVINE	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁽⁴⁾	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
CAMEROUN	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur
CANADA	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	Non	
CAP-VERT	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation





ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS		
			Maladie Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)						
CHILI	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	Non	
CONGO	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
CORÉE	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	Non	
CÔTE D'IVOIRE	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/01/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
ÉTATS-UNIS	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	Non	
GABON	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation
GUERNESEY	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958												
	Échange de lettres franco- britannique du 29/05/1979	12/05/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
INDE	Accord du 30/09/2008	01/07/2011	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	Non	
ISRAËL	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	Non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël
JAPON	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	Non	
JERSEY	Convention franco- britannique du 10/07/1956	01/05/1958												
	Échange de lettres franco- britannique du 29/05/1979	12/05/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
MACÉDOINE	Échanges de lettres en 1995 (5)	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)	
MADAGASCAR	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS	
			Maladie Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés ⁽³⁾					
MALI	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation
MAROC	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
MAURITANIE	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie
MONACO	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
MONTÉNÉGRO	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁶⁾	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
NIGER	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
PHILIPPINES	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	Non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
QUÉBEC	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Non	
SAINT-MARIN	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	Non	
SÉNÉGAL	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales *** Travailleur français détaché au Sénégal
SERBIE	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁶⁾	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
TOGO	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie dans le sens France-Togo
TUNISIE	Convention générale du 26/06/03	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Période transitoire du 01/04/2007 au 31/12/2011 Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays
TURQUIE	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation





ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS
			Maladie Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
B. DÉCRETS DE COORDINATION													
MAYOTTE	Décret du 26/08/2005	01/09/2005	oui	oui*	T et F*	oui*	oui*	oui*	oui	oui	oui	Non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
NOUVELLE-CALÉDONIE	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
SAINT-PIERRE ET-MIQUELON	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens

- Il existe, entre la France et l'Andorre, un arrangement général du 9 juin 1970

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, l'Argentine, le Canada, le Chili, les États-Unis et le Québec qui visent également les non-salariés et bien entendu les règlements européens à compter du 01/07/1982

(3) Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

(5) Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

(6) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB : L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

PRÉSENTATION

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2013 se présente en sept parties :

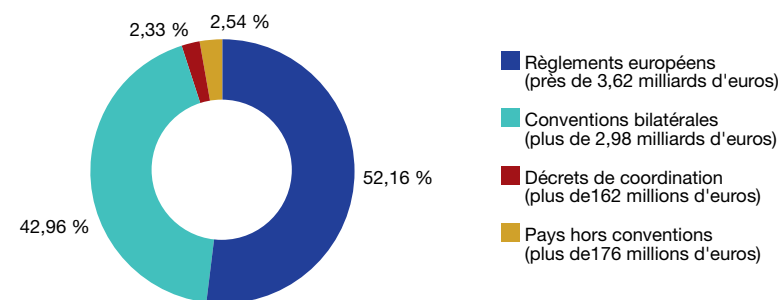
- les soins de santé et contrôles médicaux (créances et dettes présentées en 2013, créances et dettes remboursées en 2013), les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP (Accidents du Travail-Maladies Professionnelles) servies par la France pour le compte d'un autre État ;
- les prestations familiales ;
- les rentes AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les retraites complémentaires ;
- l'assurance chômage ;
- la législation applicable ;
- les flux financiers étranger → France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens) ;
- les mouvements migratoires.

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2013, **6,93 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre 6,89 milliards d'euros en 2012, soit une augmentation de 0,56 % représentant près de 39 millions d'euros.

Cette faible évolution s'explique essentiellement par l'augmentation sur le poste des pensions vieillesse (+ 78 millions d'euros) qui est contrebalancée par la diminution sur le poste des soins de santé (- 58 millions d'euros).

RÉPARTITION DES PAIEMENTS* RÉALISÉS PAR LA FRANCE EN 2013



* Données non ventilées (plus de 262 949 euros, soit 0,004 %)

Cette répartition par zones géographiques est quasi-identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2004. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Nota bene : les éléments recueillis dans le présent rapport sont le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible.



► TABLEAU SYNTHÉTIQUE - VENTILATION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE À L'ÉTRANGER



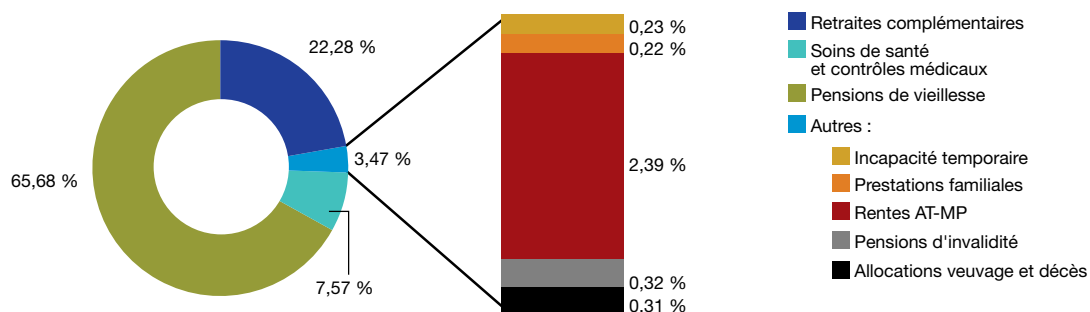
TYPE D'ACCORD	MONTANTS EN EUROS									%
	SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX	INCAPACITÉ TEMPORAIRE	PRESTATIONS FAMILIALES	RENTE AT-MP	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATIONS VEUVAGE ET DÉCÈS	TOTAL	
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	411 816 333	12 150 795	10 200 903	88 974 809	16 033 289	2 266 160 977	811 692 585	1 113 519	3 618 143 212	52,16
CONVENTIONS BILATÉRALES	24 787 605	3 831 396	5 056 385	75 510 744	5 184 848	2 236 620 510	608 285 269	20 648 938	2 979 925 695	42,96
DÉCRETS DE COORDINATION	78 037 964	54 444	7 342	51 883	78 496	28 830 054	54 690 045	1 606	161 751 834	2,33
PAYS HORS CONVENTIONS	10 355 475			1 066 392	912 786	93 196 147	70 599 525	28 021	176 158 346	2,54
DONNÉES NON VENTILÉES PAR PAYS *	262 849								262 849	0,004
TOTAL 2013 ⁽¹⁾	525 260 227	16 036 635	15 264 630	165 603 828	22 209 419	4 624 807 688	1 545 267 424	21 792 085	6 936 241 936	100,00
TOTAL 2012 ⁽²⁾	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 170	
% évolution	-9,93	-4,36	5,12	3,46	-10,66	1,72	0,64	37,97	0,56	

* Concernent les montants des dépenses de santé remboursés par la Camieg et la CRPCEN, non ventilés par pays (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

(1) Le montant de 525 260 227 € indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2013 comprend bien évidemment les montants remboursés par le Cleiss (soit plus de 400 millions d'euros) mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

(2) Même remarque que Total 2013 (Montant remboursé par le Cleiss : près de 470 millions d'euros)

► RÉPARTITION PAR TYPES DE PRESTATIONS DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER EN 2013



Près de 6,9 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2013 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une augmentation de près de 39 millions par rapport à 2012 (+0,56 %). Le poste "retraite" représente à lui seul près de 90 % des flux vers l'étranger : les pensions de vieillesse regroupent en effet les deux tiers du montant total des prestations servies à l'étranger, suivies par les retraites complémentaires (22,28 %). Les autres prestations totalisent un peu plus de 10 % de ce montant.

→ TOUS PAYS

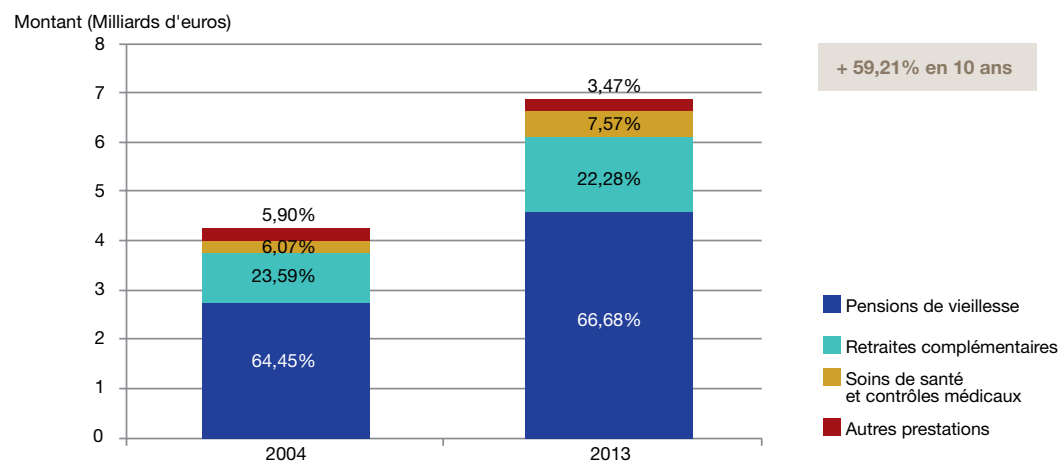
► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER DE 2004 À 2013



ANNÉES	SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX*	INCAPACITÉ TEMPORAIRE	PRESTATIONS FAMILIALES	RENTE AT-MP	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATIONS VEUVAGE ET DÉCÈS	TOTAL
2004	264 473 790	21 699 043	15 428 172	152 261 564	34 243 611	2 807 998 719	1 027 746 133	32 765 929	4 356 616 961
2005	289 797 251	20 614 992	14 676 816	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	24 423 703	4 644 495 375
2006	338 638 481	19 289 207	13 257 753	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 422 283	5 347 669 423
2007	298 025 802	19 580 635	14 091 336	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 845 650	5 747 328 786
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 323	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 695
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 199	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 945 359
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 036 635	15 264 630	165 603 828	22 209 419	4 624 807 688	1 545 267 424	21 792 085	6 936 241 936
2004 à 2013	3 690 950 707	192 036 121	143 021 595	1 626 571 247	281 781 656	39 332 731 241	13 555 844 796	194 039 974	59 016 977 337
TX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN (2004/2013)	7,9%	-3,3%	-0,1%	0,9%	-4,7%	5,7%	4,6%	-4,4%	5,3%

(*) Depuis 2011, le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" comprend bien évidemment les montants remboursés par le Cleiss mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

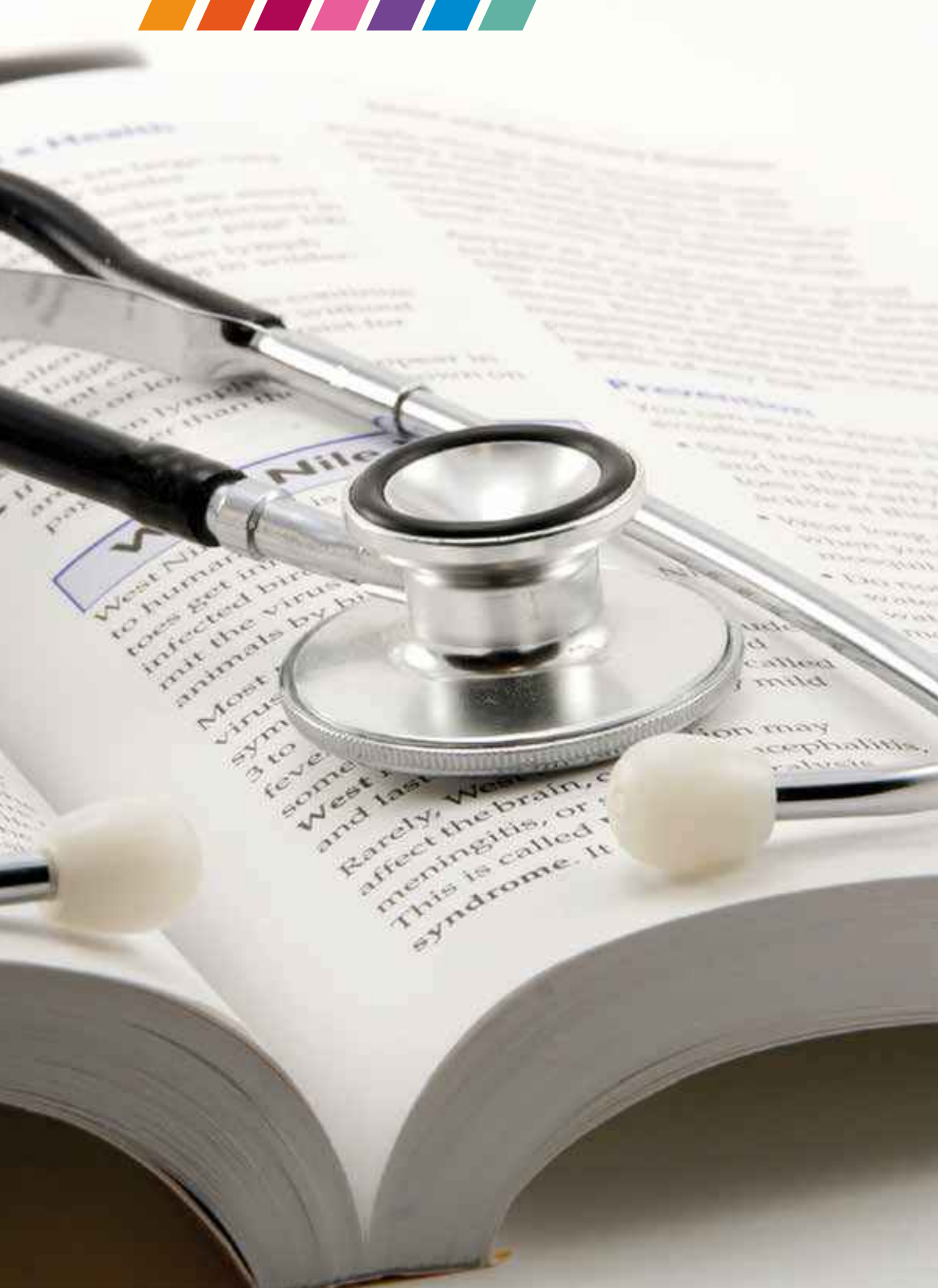
Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 4,36 à plus de 6,93 milliards d'euros en 10 ans soit une augmentation moyenne de 5,3 % par an.



Ce graphique ainsi que l'historique permettent de faire les observations suivantes :

- une stabilité incontestable dans la répartition des paiements selon les différents types de prestations entre 2004 et 2013,
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations : Incapacité temporaire, pensions d'invalidité et allocations (veuvage et décès) diminuent chaque année de 3 % (et plus) en moyenne. En revanche, soins de santé, pensions de vieillesse et retraites complémentaires connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne de 4 à 8 % annuellement, avec une dynamique particulièrement élevée des soins de santé. Enfin, prestations familiales et rentes AT-MP sont restées quasi stables sur la période.





PARTIE 1

SOINS DE SANTÉ MALADIE AT-MP

- LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES
- LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ
- INCAPACITÉ TEMPORAIRE





SOINS DE SANTÉ - MALADIE AT-MP

■ LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES

Tous types d'accords

→ L'évolution des créances et dettes présentées de 2004 à 2013 18

Règlements européens

→ Les créances et dettes présentées de 2006 à 2013 (par pays) 20

Accords internationaux

→ Les créances et dettes présentées de 2006 à 2013 (par pays) 23

■ LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

AVANT-PROPOS 26

Les remboursements par la France (Cleiss + caisses de sécurité sociale)

→ Dans le cadre des règlements européens 30

→ Dans le cadre des accords internationaux 32

→ Vers les pays hors conventions 35

Les remboursements par le Cleiss uniquement

Tous types d'accords

→ Total des remboursements 40

→ L'évolution de la répartition des remboursements par régime français de 2004 à 2013 41

→ L'évolution des remboursements de 2004 à 2013 42

Règlements européens

→ L'évolution des remboursements de 2004 à 2013	43
→ Les remboursements en 2013 à destination du Cleiss et des États-membres UE - EEE – Suisse	45

Accords internationaux

→ Avant-propos et schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2013	47
→ L'évolution des remboursements de 2004 à 2013	49
→ Les remboursements en 2013 à destination du Cleiss et des pays ayant signé un accord international	51

■ INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Règlements européens

→ Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire :	
• assurances maladie-maternité et/ou paternité	53
• assurances AT – MP	56

Accords internationaux

→ Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire :	
• assurances maladie-maternité	59
• assurances AT – MP	62



LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (voir chapitre en question ci-après) aux États concernés.

Les dettes présentées par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un État avec lequel des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (voir chapitre en question ci-après).

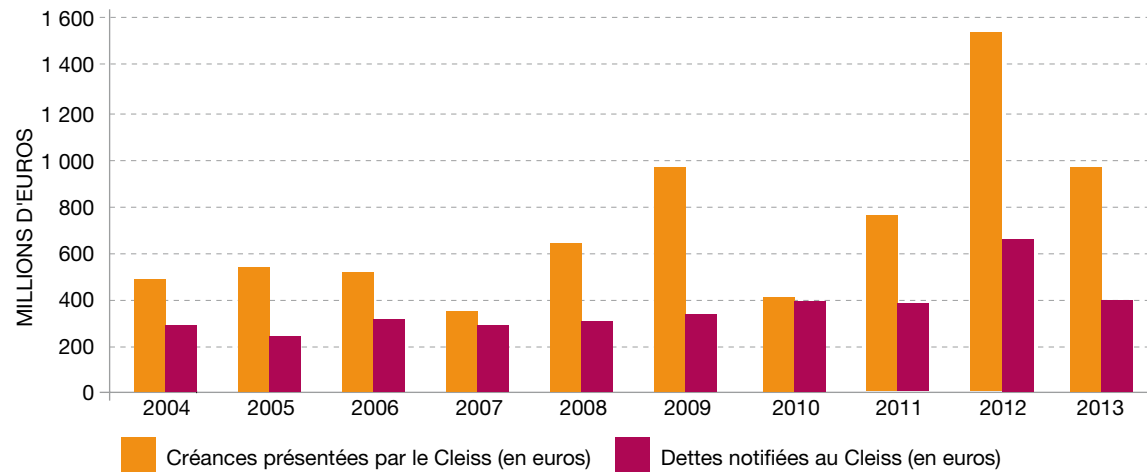
TOUS TYPES D'ACCORDS

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX DE SÉCURITÉ SOCIALE



ANNÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS (EN €)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS (EN €)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	SOLDE	% ÉVOLUTION SOLDE (N/N-1)
2004	501 160 335		305 870 890		195 289 445	
2005	554 420 698	10,63	250 773 679	-18,01	303 647 019	55,49
2006	525 421 181	-5,23	322 141 917	28,46	203 279 263	-33,05
2007	358 430 059	-31,78	301 289 163	-6,47	57 140 896	-71,89
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
2009	967 823 685	49,68	333 593 556	6,02	634 230 129	91,07
2010	417 404 896	-56,87	401 363 840	20,32	16 041 056	-97,47
2011	787 954 130	88,77	381 119 651	-5,04	406 834 479	2 436,21
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
dont UE-EEE-Suisse	971 282 810		337 787 874		633 494 936	
dont hors UE-EEE-Suisse	6 149 380		74 799 596		-68 650 216	

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2004 ET 2013



En 2013, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 564,8 millions d'euros ce qui représente une baisse de 31,08% (-254,7 millions d'euros) par rapport à 2012.

Cette évolution trouve son origine dans le caractère exceptionnel de l'année 2012 qui a vu la présentation de plus de 1,5 milliard d'euros de créances et la notification de plus de 688 millions d'euros de dettes. A cela, plusieurs facteurs explicatifs :

- Présentation des créances forfaitaires 2009 et des créances sur factures 2011 et du 1er semestre 2012.
- Généralisation des remboursements sur factures et rattrapage dans la facturation des soins pour ce qui est des dettes notifiées en 2012.

En 2013, 99,4% des créances présentées et 81,9% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2006 À 2013



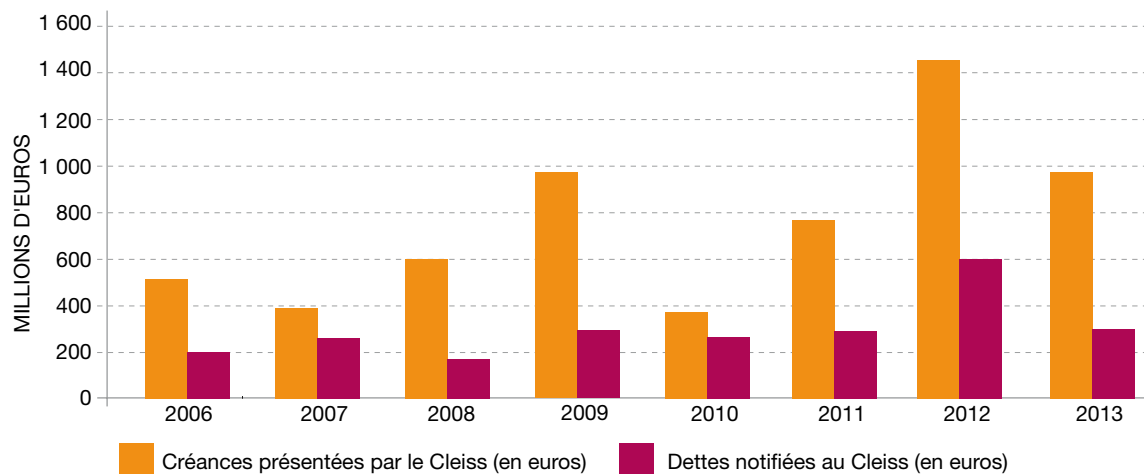
PAYS	2013		2012		2011		2010	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALLEMAGNE	111 806 512	43 005 129	170 157 258	48 175 103	83 140 978	48 504 923	70 053 217	42 420 139
AUTRICHE	2 125 591	2 572 165	2 810 766	6 414 177	1 463 180	2 423 954	861 635	1 543 967
BELGIQUE	187 853 556	136 714 774	283 105 031	210 716 207	140 572 183	115 593 187	57 436 703	26 581 576
BULGARIE	4 509 802	1 938	5 546 646	623	1 703 040	5 133	1 093 897	7 580
CHYPRE	43 399	14 172	43 820	47 034	119 525	12 673	93 147	19 719
DANEMARK	7 938 543	0	13 461 578	0	7 998 573	0	0	0
ESPAGNE	21 716 627	86 213 467	31 811 497	151 815 629	14 983 348	21 903 709	14 039 456	69 148 629
ESTONIE	568 634	4 295	917 401	18 790	420 399	2 429	149 908	3 837
FINLANDE	1 340 858	470 745	2 248 677	176 350	1 152 599	300 040	575 513	453 020
GRÈCE	5 190 236	1 108 093	6 006 053	55 898	3 448 054	2 959 224	4 078 304	273 493
HONGRIE	1 181 039	151 544	1 253 431	150 054	589 084	229 443	581 175	170 530
IRLANDE	1 111 251	0	1 956 648	0	1 102 271	0	0	0
ISLANDE	57 476	68 920	48 660	94 661	100 848	22 903	101 300	34 137
ITALIE	59 155 297	4 028 348	90 082 158	39 626 792	44 527 311	16 005 987	34 453 391	13 421 206
LETTONIE	383 496	3 695	496 025	3 441	131 146	1 138	161 618	3 196
LIECHTENSTEIN	10 805	0	17 667	5 038	2 845	20 831	12 799	16 774
LITUANIE	553 350	8 248	703 305	6 697	292 067	10 008	206 519	9 440
LUXEMBOURG	171 044 606	11 369 450	250 129 184	30 226 897	107 956 205	4 984 698	105 173 990	9 096 138
MALTE	32 022	124 467	38 831	140 465	23 660	87 156	6 899	30 859
NORVÈGE	3 273 070	559 072	3 705 038	197 820	2 076 556	530 431	1 278 520	251 559
PAYS-BAS	52 532 494	1 831 939	84 090 809	1 988 841	50 262 380	2 459 129	12 173 829	4 781 282
POLOGNE	8 568 959	965 043	12 542 308	964 842	4 228 855	750 156	3 850 871	375 236
PORTUGAL	29 339 400	12 820 414	38 207 439	96 806 562	19 121 744	84 140 987	11 951 896	41 022 402
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 595 226	213 633	2 048 001	217 269	1 344 049	377 766	984 662	226 280
ROUMANIE	10 693 699	50 686	13 314 160	26 413	4 379 433	1 816	5 328 485	20 908
ROYAUME-UNI	258 344 896	0	443 843 518	7 548 519	274 913 513	5 974 424	39 466 094	5 700 550
SLOVAQUIE	1 289 452	98 372	832 052	104 669	634 219	35 471	429 942	23 273
SLOVÉNIE	380 538	0	669 123	335 819	118 297	337 937	265 973	120 407
SUÈDE	10 138 629	635 333	18 009 452	1 353 586	9 974 306	831 283	1 336 581	2 142 806
SUISSE	18 503 347	34 753 935	21 265 081	16 042 208	7 493 449	15 232 025	7 589 924	28 350 588
TOTAL	971 282 810	337 787 874	1 499 361 617	613 260 404	784 274 116	323 738 860	373 736 246	246 249 530

► CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2006 À 2013 (SUITE ET FIN)

PAYS	2009		2008		2007		2006	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALLEMAGNE	116 052 367	24 879 474	91 357 152	16 546 302	72 895 614	26 430 482	87 352 339	50 677 894
AUTRICHE	2 064 463	1 588 109	1 627 916	1 727 314	861 931	1 605 971	1 452 257	1 388 480
BELGIQUE	165 128 838	106 984 214	111 977 501	68 586 401	50 823 171	82 057 122	86 814 543	39 892 935
BULGARIE	2 351 504	2 774	1 080 201	39	168 792	0	0	0
CHYPRE	77 675	1 235	8 637	1 346	34 180	14 760	32 973	2 711
DANEMARK	9 947 486	0	4 178 170	0	0	0	3 464 922	0
ESPAGNE	22 202 561	64 371 226	17 393 523	60 720 102	12 139 013	62 049 895	14 005 645	53 727 872
ESTONIE	96 772	1 744	144 055	2 510	49 620	8 296	34 513	252
FINLANDE	1 821 566	78 183	935 169	137 025	283 840	304 395	723 302	235 652
GRÈCE	6 636 636	1 588 787	3 194 366	231 709	3 137 448	986 085	3 906 871	333 443
HONGRIE	784 672	147 924	300 878	21 752	185 258	3 736	188 316	5 569
IRLANDE	1 093 078	0	461 482	0	0	0	310 069	0
ISLANDE	66 548	8 568	74 811	45 178	31 070	0	21 541	44 475
ITALIE	60 426 182	14 766 522	47 555 767	7 600 699	35 981 525	18 045 576	44 446 957	8 564 258
LETONIE	94 343	570	71 675	1 762	307 483	23	105 189	0
LIECHTENSTEIN	4 854	13 470	1 951	15 170	2 348	16 445	3 746	42 808
LITUANIE	314 721	2 590	137 079	3 094	51 542	3 468	102 526	2 961
LUXEMBOURG	145 676 513	3 326 797	120 986 018	3 984 805	96 895 536	7 523 901	98 121 083	6 105 571
MALTE	54 679	69 047	104 739	64 215	28 085	22 494	36 070	24 135
NORVÈGE	2 602 454	312 499	1 750 119	0	1 015 949	139 213	1 253 934	130 200
PAYS-BAS	62 543 851	0	21 593 595	3 362 042	8 723 802	2 523 291	12 503 551	1 118 603
POLOGNE	5 421 398	189 625	4 508 162	179 271	3 150 947	120 724	2 057 483	130 529
PORTUGAL	26 805 996	16 722 752	18 493 982	269 605	10 325 015	24 543 749	14 917 279	32 238 896
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 516 679	102 695	1 408 842	117 698	551 949	87 317	356 313	96 474
ROUMANIE	4 439 983	6 772	1 488 136	7 259	202 614	0	0	0
ROYAUME-UNI	300 360 247	12 877 378	146 896 722	0	44 073 475	7 379 534	108 016 949	302 097
SLOVAQUIE	682 343	37 541	705 093	40 732	339 740	42 241	217 179	3 920
SLOVÉNIE	274 783	184 904	172 228	145 222	142 522	168 196	51 694	106 548
SUÈDE	13 705 012	0	7 008 649	1 250 985	1 763 012	733 417	6 583 308	1 308 953
SUISSE	8 488 388	15 405 299	8 036 059	16 236 064	7 544 226	16 410 033	6 387 166	7 240 845
Total	961 736 593	263 670 698	613 652 677	181 298 302	351 709 705	251 220 364	493 467 717	203 726 078



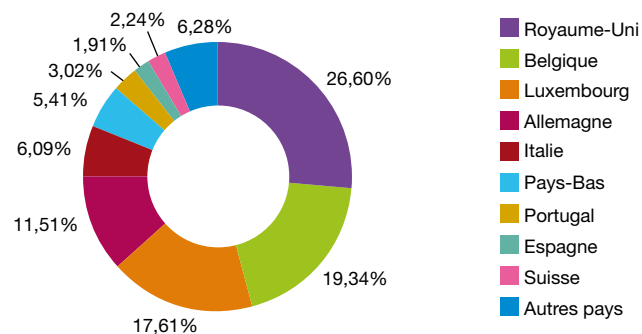
ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2006 ET 2013



i En 2013, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 633,5 millions d'euros ce qui représente une baisse de 28,5 % (-252,6 millions d'euros) par rapport à 2012.

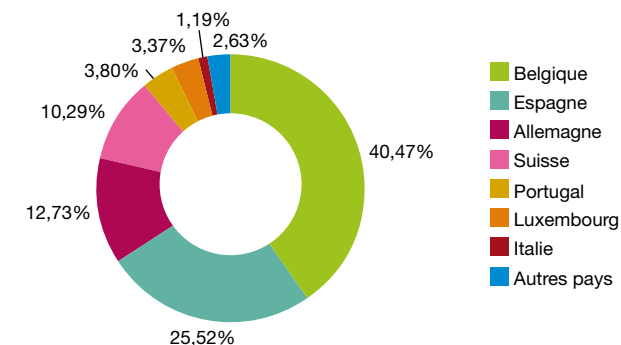
Cette évolution s'explique par le caractère exceptionnel de l'exercice 2012 : présentation des créances forfaitaires de 2009 et des créances sur factures de 2011 et du 1^{er} semestre 2012 ainsi que généralisation et rattrapage des remboursements sur factures pour ce qui est des dettes notifiées. Il faut noter que ce solde est positif de manière continue depuis 2006 avec un plus haut niveau atteint en 2012 (+886 millions d'euros).

CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2013



i En 2013, le groupe des 5 premiers pays représente 81,2 % des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 258,3 millions d'euros soit une part de 26,6 %).

DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2013



i En 2013, la Belgique et l'Espagne ont notifié près de 66 % du volume global des dettes.

ACCORDS INTERNATIONAUX

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2006 À 2013



VERSION EXCEL

	PAYS	MONTANTS EN EUROS							
		2013		2012		2011		2010	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	1 209 631	0	1 195 554	0	650 215	0	39 312 921	85 931 131
	ALLEMAGNE (1)	1 806	0	1 653	1 645	0	0	0	0
	ANDORRE	1 145 838	839 498	1 518 733	923 059	1 098 040	1 205 473	1 012 725	1 231 125
	BELGIQUE (1)	0	0	0	20 993	0	0	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0	0	0	0	0	48	186
	CAP-VERT	0	0	7 210	0	6 225	0	15 292	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0
	CROATIE	2 412	0	684	4 007	13 209	227	17 723	713
	GABON	1 615	0	786	0	0	0	0	0
	JERSEY	0	0	0	0	4 555	0	0	0
	LUXEMBOURG (1)	71 607	0	116 655	0	109 400	0	60 787	0
	MACÉDOINE	51 482	0	21 736	0	3 943	0	12 874	22
	MADAGASCAR	0	0	0	458	0	0	0	0
	MALI	1 653	0	10 825	0	206	0	1 106	0
	MAROC	80 462	1 103 846	11 908	3 254 978	0	21 145	0	1 766
	MAURITANIE	0	0	0	518	0	0	0	0
	MONTÉNÉGRO	2 897	0	6 386	0	2 492	0	4 455	0
	PAYS-BAS (1)	0	0	8	0	26	0	944	0
	QUÉBEC	254 599	2 687 332	864 857	917 005	283 217	906 387	331 132	911 739
	SERBIE	238	1 810	1 583	0	448	0	570 295	1 541 272
SUISSE (1)	7 456	0	18 031	0	8 431	0	11 929	0	
TUNISIE	171 370	0	174 020	9 827 948	36 686	0	255 985	11 417 045	
TURQUIE	122 774	102 630	552 922	5 305 568	75 008	35 790	127 979	61 705	
	SOUS TOTAL	3 125 840	4 735 115	4 503 551	20 256 179	2 292 100	2 169 021	41 736 195	101 096 704
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	2 527 083	16 486 753	3 058 217	20 602 705	1 076 079	15 044 958	1 400 748	16 134 974
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	496 457	53 577 728	754 124	34 013 977	316 524	40 166 813	531 706	37 882 631
	SOUS TOTAL	3 023 540	70 064 481	3 812 340	54 616 682	1 392 602	55 211 771	1 932 454	54 017 605
	TOTAL	6 149 380	74 799 596	8 315 891	74 872 861	3 684 702	57 380 792	43 668 649	155 114 309

(1) : concerne les bateliers rhénans



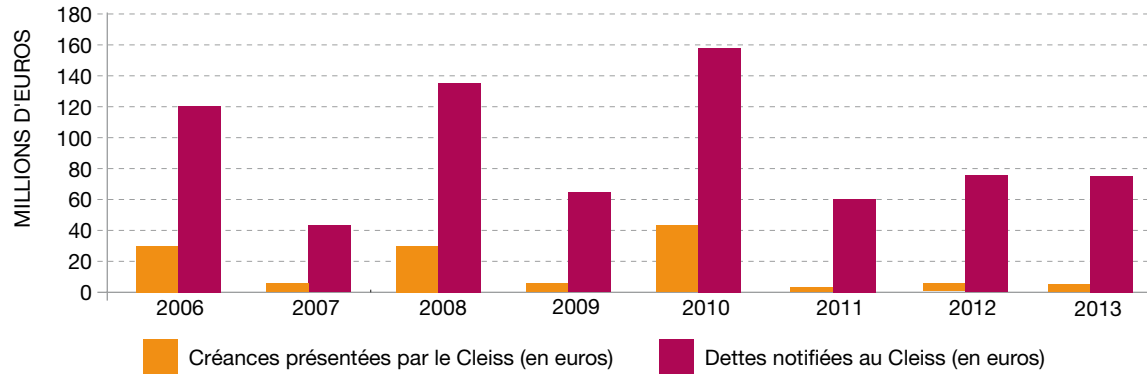
► CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2006 À 2013 (SUITE ET FIN)



	PAYS	MONTANTS EN EUROS							
		2009		2008		2007		2006	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	1 832 414	0	29 608 478	80 158 556	3 032 948	0	29 204 545	68 312 297
	ALLEMAGNE (1)	0	995	0	1 423	0	20 755	5 288	1 522
	ANDORRE	1 459 797	1 185 328	1 276 989	990 891	1 014 993	965 416	975 696	1 292 076
	BELGIQUE (1)	0	0	112	0	87	0	0	8 155
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0	0	0	0	0	0	27
	CAP-VERT	18 529	0	14 211	0	39 802	0	33 071	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0	0	0	0	0	0	1 233
	CROATIE	1 286	1 641	704	2 442	14 990	217	23 119	512 616
	GABON	0	0	620	0	0	0	0	0
	JERSEY	0	0	719	0	0	0	0	0
	LUXEMBOURG (1)	143 523	0	138 511	0	131 967	0	91 556	0
	MACÉDOINE	2 703	0	1 466	0	960	0	667	8
	MADAGASCAR	0	0	0	0	0	0	0	24
	MALI	1 292	937 247	1 904	0	2 649	0	8 537	0
	MAROC	3 965	1 882 000	0	16 117	0	30 746	2 938	2 390 172
	MAURITANIE	0	598	0	0	0	1 156	0	576
	PAYS-BAS (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
	QUÉBEC	604	514	270 037	654	368 550	12 132	355 490	6 055
	SÉNÉGAL	483 510	4 819 589	0	0	0	0	0	0
	SERBIE	373	0	4 209	0	3 030	0	1 456	380
SLOVÉNIE	11 740	0	0	0	0	0	0	0	
SUISSE (1)	245 860	5 642 947	12 338	0	27 992	0	19 748	0	
TUNISIE	270 400	0	11 770	0	231 470	5 813 511	10 020	422 841	
TURQUIE	182 800	125 019	182 800	125 019	97 732	52 560	113 545	93 971	
	SOUS TOTAL	4 658 795	14 595 878	31 524 868	81 295 102	4 967 171	6 896 493	30 845 677	73 041 953
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	1 189 428	17 334 848	926 598	12 887 713	1 418 818	10 654 293	695 195	13 645 377
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	421 669	38 117 151	481 576	39 173 823	334 364	32 518 013	412 592	31 728 509
	SOUS TOTAL	1 611 097	55 451 999	1 408 174	52 061 536	1 753 182	43 172 306	1 107 787	45 373 886
	TOTAL	6 269 892	70 047 877	32 933 042	133 356 638	6 720 354	50 068 799	31 953 464	118 415 839

(1) : concerne les bateliers rhénans

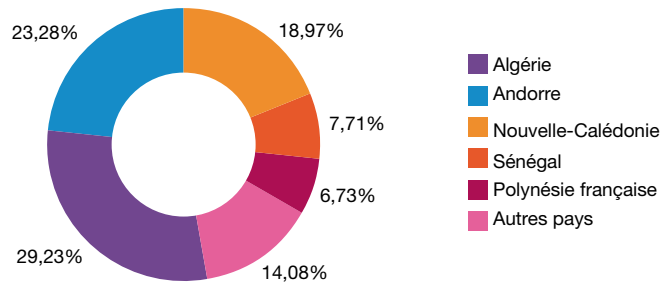
ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2006 ET 2013



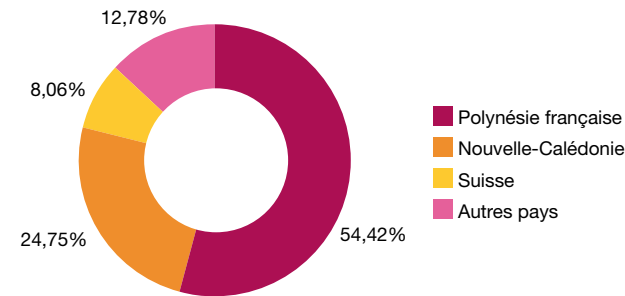
i En 2013, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de - 68,5 millions d'euros soit un chiffre quasi stable par rapport à 2012 (-66,5 millions d'euros).

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2006 avec un plus bas niveau atteint en 2010 (- 111,4 millions d'euros), ceci s'expliquant par la tenue de commissions mixtes avec l'Algérie, la Tunisie et la Serbie.

CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2013



DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2013



i En 2013, 52,5 % des créances présentées par le Cleiss concernaient l'Algérie et Andorre pour un montant de près de 3,3 millions d'euros.

i En 2013, les dettes notifiées par la Polynésie Française et la Nouvelle-Calédonie représentent plus de 79 % du volume global, soit un montant de près de 54,5 millions d'euros.



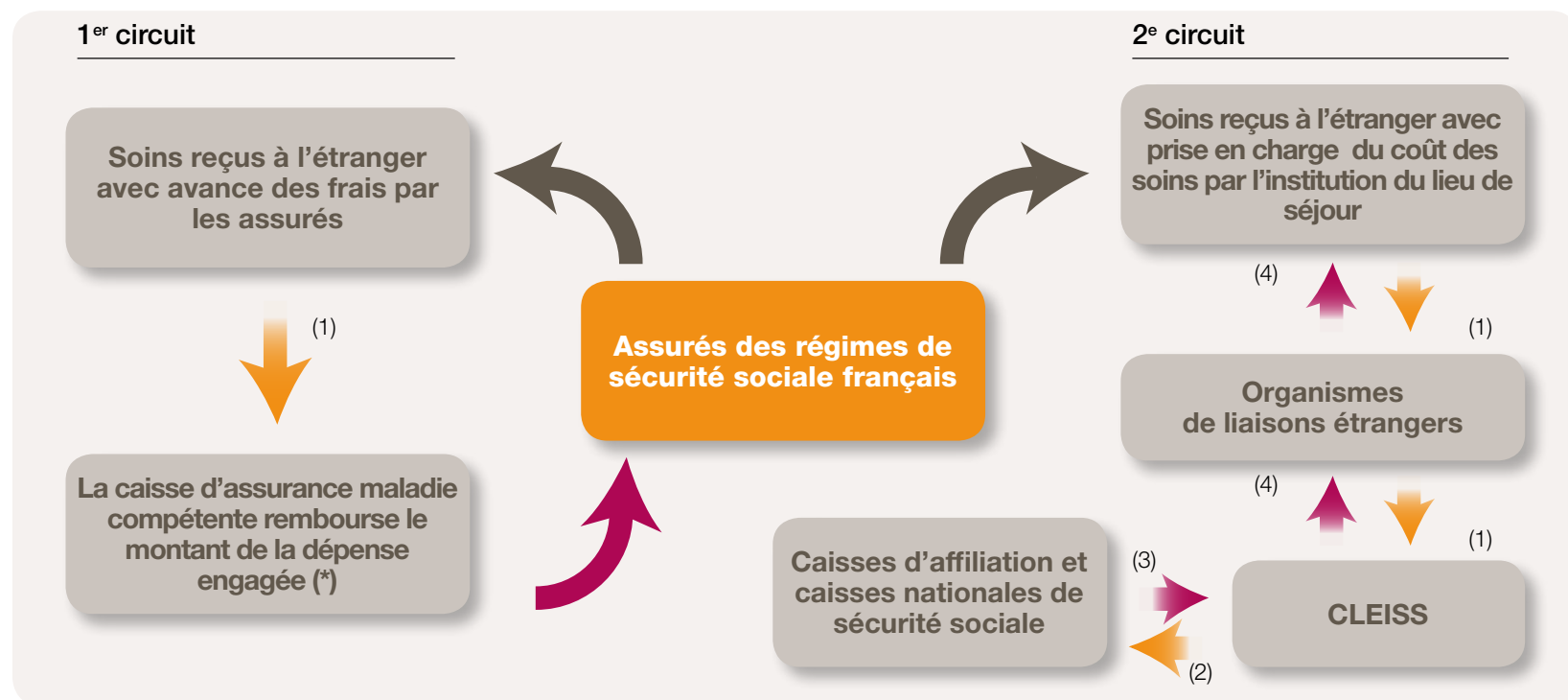
LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

■ **1^{er} circuit :** Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).

■ **2^{ème} circuit :** les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.



1^{er} circuit :

(1) Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^{ème} circuit :

(1) Présentation au Cleiss par les organismes étrangers des factures à rembourser (**dettes présentées au Cleiss**)

(2) Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation

(3) Paiements par les caisses nationales

(4) Remboursement par le Cleiss des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits (**dettes remboursées par le Cleiss**)

(*) Le montant remboursé ne peut excéder celui qui aurait été alloué par l'institution française compétente si les soins avaient été dispensés en France.

Flux financiers Flux d'informations



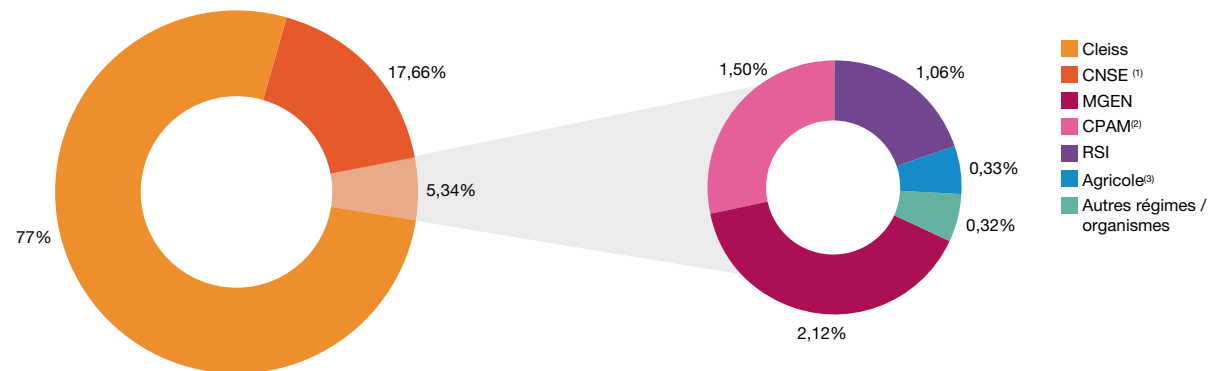
La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2013, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- **Régime général** : CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'Etranger)
- **Régime agricole** : CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole)
- **RSI** (Régime Social des Indépendants)
- **Régimes spéciaux** : Camieg (Caisse d'Assurance Maladie des Industries Electriques et Gazières), SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), CRPCEN (Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires) et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes).
- **Régime minier** : Carmi (Caisse Régionale du Régime Minier)
- **Régime des marins** : ENIM (Etablissement National des Invalides de la Marine)
- **Mutuelle** : MGEN (Mutuelle Générale de l'Education Nationale)

Ainsi, en 2013, sur les 525,26 millions d'euros de soins de santé remboursés par la France, 77 % ont transité par le Cleiss.

RÉGIMES / ORGANISMES	MONTANT (€)
CLEISS	404 451 803
CNSE ⁽¹⁾	92 740 199
MGEN	11 154 925
CPAM ⁽²⁾	7 903 406
RSI	5 575 820
AGRICOLE ⁽³⁾	1 741 025
AUTRES RÉGIMES/ORGANISMES	1 693 049
TOTAL GÉNÉRAL 2013	525 260 227



(1) : dont 40 447 € au titre de l'arrêt vanbraekel
 (2) : au titre de conventions transfrontalières
 (3) : dont 18 797 € au titre de conventions transfrontalières



REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ PAR LA FRANCE (CLEISS ET ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE) EN 2013

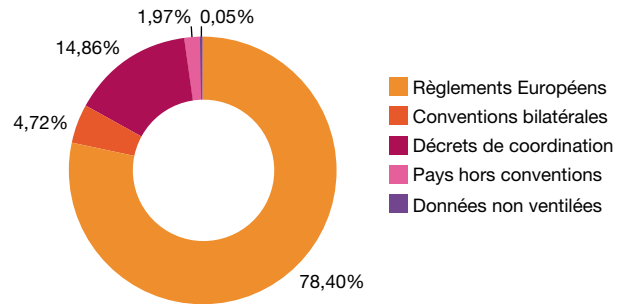


TYPE D'ACCORD	FACTURES								FORFAITS		TOTAL GÉNÉRAL			
	SOINS MÉDICALEMENT NÉCESSAIRES OU URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE MONTANT DES CONTRÔLES MÉDICAUX			SOUS/TOTAL						
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	MONTANT DES CONTRÔLES MÉDICAUX	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
Règlements Européens (détails par pays pages 30 à 31)	337 073	119 468 759	38 334	118 264 454	79 269	99 547 230	103 749	454 676	337 384 191	58 611	74 432 142	513 287	411 816 333	324 665 452
Conventions bilatérales (détails par pays pages 32 à 33)	69 867	17 304 875	3 024	2 226 514	27 775	5 256 216	0	100 666	24 787 605	0	0	100 666	24 787 605	3 493 013
Décrets de coordination (détails par pays page 34)	4 357	1 189 962	21 865	30 198 587	19 386	46 649 415	0	45 608	78 037 964	0	0	45 608	78 037 964	76 293 338
Pays hors conventions (détails par pays pages 35 à 39)	27 378	7 382 444	933	167 607	9 181	2 805 424	0	37 492	10 355 475	-	-	37 492	10 355 475	-
Données non ventilées (*)	-	-	-	-	-	-	-	2 299	262 849	-	-	2 299	262 849	-
TOTAL GÉNÉRAL 2013	438 675	145 346 040	64 156	150 857 162	135 611	154 258 285	103 749	640 741	450 828 085	58 611	74 432 142	699 352	525 260 227	404 451 803
TOTAL GÉNÉRAL 2012	640 187	225 007 751	42 602	92 167 855	143 889	135 801 530	47 529	834 839 **	455 655 953 **	173 271	127 533 991	1 008 110	583 189 944	469 798 879
% Évolution	-31,48%	-35,40%	50,59%	63,68%	-5,75%	13,59%	118,29%	-23,25%	-1,06%	-66,17%	-41,64%	-30,63%	-9,93%	-13,91%

(*) : La Camieg et la CRPCEN ne sont pas en mesure de ventiler leurs remboursements selon le pays ou type d'accord concerné.

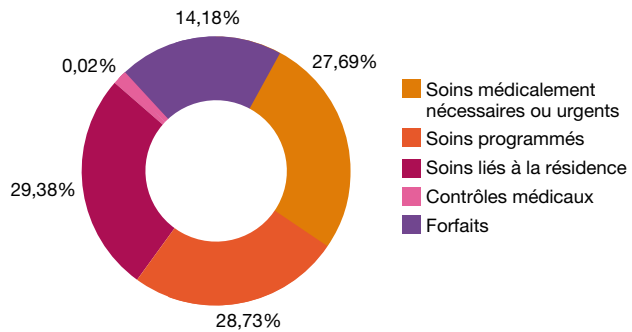
(**) : y compris 8 161 bénéficiaires et 2 631 289 € provenant des régimes suivants : Camieg, CRPCEN, CCIP et RSI qui ne sont pas en mesure de ventiler leurs remboursements selon le pays, type d'accord ou de soins.

► RÉPARTITION DES REMBOURSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ PAR TYPES D'ACCORDS EN 2013



À plus de 78 %, les remboursements effectués en 2013 par le Cleiss et les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

► RÉPARTITION DES DÉPENSES SELON LE MODE DE REMBOURSEMENT ET LE TYPE DE SOINS EN 2013



Plus de 85 % des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2013 ont été remboursées sur factures.

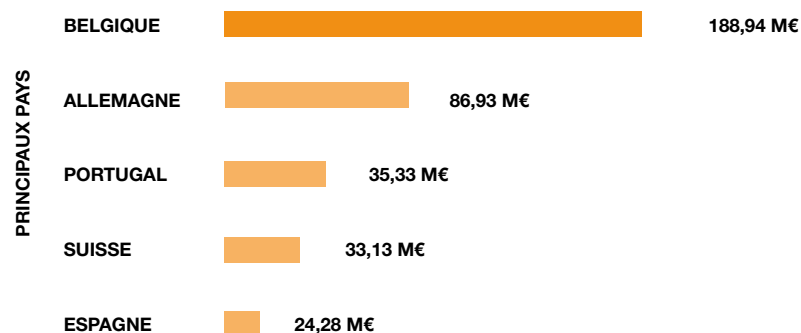


LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE

PLUS DE DÉTAILS

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



PAYS	FACTURES								FORFAITS				TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS MÉDICALEMENT NÉCESSAIRES		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA AUX RÉSIDENCE		SOUS/TOTAL		FORMULAIRES E 109 (a)		FORMULAIRES E 121 (b)		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ			
ALLEMAGNE	40 900	11 084 227	2 857	13 547 751	34 966	30 551 206	78 723	55 183 184	479	285 424	10 511	31 458 745	89 713	86 927 353	84 835 222
AUTRICHE	7 021	2 389 613	76	62 637	2 993	1 160 185	10 090	3 612 435	21	13 700	220	844 610	10 331	4 470 746	4 165 144
BELGIQUE	46 281	40 601 644	27 389	84 268 883	27 259	56 990 410	100 929	181 860 937	0	0	4 987	7 081 723	105 916	188 942 660	127 424 036
BULGARIE	538	58 047	35	7 590	112	12 125	685	77 761	13	1 682	8	623	706	80 066	2 304
CHYPRE	184	39 035	4	118	71	5 451	259	44 603	0	0	6	5 368	265	49 972	17 280
CROATIE	878	108 478	36	8 170	47	2 831	961	119 480	0	0	0	0	961	119 480	0
DANEMARK	112	33 442	9	935	31	3 203	152	37 579	0	0	0	0	152	37 579	0
ESPAGNE	93 491	21 918 585	2 263	1 607 960	2 329	694 359	98 083	24 220 904	0	0	34	63 302	98 117	24 284 206	18 486 436
ESTONIE	109	9 042	1	16	28	1 665	138	10 723	0	0	2	1 485	140	12 209	7 598
FINLANDE	1 491	491 198	12	7 651	139	15 952	1 642	514 800	0	0	42	96 577	1 684	611 378	581 812
GRÈCE	6 000	1 094 710	140	41 469	510	204 993	6 650	1 341 172	61	4 633	508	766 032	7 219	2 111 837	1 260 822
HONGRIE	1 867	596 743	622	213 843	893	106 381	3 382	916 967	0	0	0	0	3 382	916 967	90 283
IRLANDE	548	43 702	17	3 271	132	17 742	697	64 716	0	0	0	0	697	64 716	0
ISLANDE	243	167 780	6	168	6	2 750	255	170 699	0	0	0	0	255	170 699	152 569
ITALIE	13 524	2 646 383	521	109 693	1 385	188 790	15 430	2 944 866	4	7 165	25 565	4 900 805	40 999	7 852 836	6 857 633

(a) et (b) : voir page suivante

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

PAYS	FACTURES								FORFAITS				TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS MEDICALEMENT NECESSAIRES		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		SOUS/TOTAL		FORMULAIRES E 109 (a)		FORMULAIRES E 121 (b)				
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
LETTONIE	58	4 449	2	48	7	1 113	67	5 611	0	0	0	0	67	5 611	1 605
LIECHTENSTEIN	10	1 741	0	0	0	0	10	1 741	0	0	0	0	10	1 741	0
LITUANIE	116	19 203	4	540	29	2 601	149	22 344	0	0	8	1 135	157	23 479	8 076
LUXEMBOURG	8 821	3 734 853	1 618	5 423 604	2 094	4 608 328	12 533	13 766 785	0	0	702	3 464 173	13 235	17 230 958	16 758 534
MALTE	597	100 921	10	555	36	3 925	643	105 401	0	0	13	16 273	656	121 674	76 231
NORVÈGE	311	441 933	5	104	50	4 809	366	446 846	0	0	0	0	366	446 846	413 309
PAYS-BAS	2 040	1 148 030	78	53 031	742	116 867	2 860	1 317 928	5	9 172	45	71 964	2 910	1 399 063	1 215 689
POLOGNE	2 034	174 182	157	24 201	418	46 878	2 609	245 262	0	0	0	0	2 609	245 262	3 572
PORTUGAL	96 877	10 032 631	1 143	111 845	582	151 463	98 602	10 295 939	415	66 939	14 475	24 968 577	113 492	35 331 455	33 470 184
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 009	264 048	84	115 277	319	161 600	1 412	540 925	0	0	0	0	1 412	540 925	218 439
ROUMANIE	718	187 576	140	52 900	303	35 562	1 161	276 038	0	0	0	0	1 161	276 038	35 396
ROYAUME-UNI	816	5 332 626	51	5 349	482	46 379	1 349	5 384 354	0	0	387	188 232	1 736	5 572 586	5 237 215
SLOVAQUIE	121	7 761	10	364	26	2 737	157	10 861	0	0	10	6 656	167	17 517	7 243
SLOVÉNIE	89	10 783	2	56	24	1 522	115	12 361	0	0	0	0	115	12 361	0
SUÈDE	1 010	585 799	18	12 529	73	11 261	1 101	609 589	0	0	30	98 195	1 131	707 784	639 090
SUISSE	9 251	16 139 151	1 024	12 583 896	3 183	4 394 141	13 458	33 117 188	60	8 954	0	0	13 518	33 126 142	22 699 729
CROISIÈRES	8	444	0	0	0	0	8	444	0	0	0	0	8	444	0
TOTAL 2013	337 073	119 468 759	38 334	118 264 454	79 269	99 547 230	454 676	337 384 192	1 058	397 668	57 553	74 034 474	513 287	411 816 334	324 665 452 (1)
TOTAL 2012	473 630	175 654 380	36 429	89 792 269	90 929	95 105 491	600 988	360 599 668	663	385 023	96 959	120 361 935	698 610	481 346 626	409 648 173 (2)
% Évolution	-28,83%	-31,99%	5,23%	31,71%	-12,82%	4,67%	-24,35%	-6,44%	59,58%	3,28%	-40,64%	-38,49%	-26,53%	-14,44%	-20,75%

(1) : y compris 103 749 € de contrôles médicaux (Factures) remboursés par le Cleiss

(2) : y compris 47 529 € de contrôles médicaux (Factures) remboursés par le Cleiss

(a) : Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

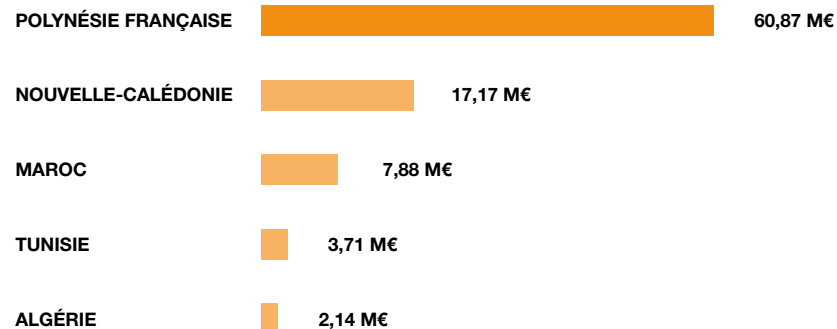
(b) : Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires



PLUS DE DÉTAILS

ACCORDS INTERNATIONAUX

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



	PAYS	FACTURES								FORFAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
		SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		SOUS-TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ					
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	4 912	1 484 487	371	643 319	135	13 730	5 418	2 141 537	0	0	5 418	2 141 537	0
	ALLEMAGNE (1)	0	0	0	0	1	47	1	47	0	0	1	47	47
	ANDORRE	2 330	734 999	40	16 464	743	676 820	3 113	1 428 284	0	0	3 113	1 428 284	1 339 015
	ARGENTINE	330	116 301	7	4 072	155	42 087	492	162 461	0	0	492	162 461	0
	BÉNIN	180	40 461	9	2 835	196	27 606	385	70 901	0	0	385	70 901	0
	BOSNIE-HERZEGOVINE	144	8 280	2	26	6	794	152	9 100	0	0	152	9 100	0
	CAMEROUN	286	89 002	13	13 954	286	35 678	585	138 635	0	0	585	138 635	0
	CANADA	2 428	601 062	84	20 221	549	104 786	3 061	726 069	0	0	3 061	726 069	0
	CAP-VERT	183	10 067	3	69	7	516	193	10 652	0	0	193	10 652	0
	CHILI	373	121 686	8	701	271	144 441	652	266 829	0	0	652	266 829	0
	CONGO	100	39 800	14	15 236	144	17 983	258	73 019	0	0	258	73 019	0
	CORÉE	50	12 131	0	0	59	22 279	109	34 410	0	0	109	34 410	0
	CÔTE D'IVOIRE	281	70 751	18	15 224	228	54 385	527	140 360	0	0	527	140 360	0
	ÉTATS-UNIS	4 678	1 414 651	173	23 817	1 505	498 328	6 356	1 936 796	0	0	6 356	1 936 796	0
GABON	70	18 803	1	106	197	54 833	268	73 742	0	0	268	73 742	0	

(1) : concerne les bateliers rhénans

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE)

	PAYS	FACTURES								FORFAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
		SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		SOUS-TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ					
CONVENTIONS BILATÉRALES	GUERNESEY	8	373	0	0	1	53	9	426	0	0	9	426	0
	INDE	753	291 326	33	13 738	226	47 984	1 012	353 048	0	0	1 012	353 048	0
	ISRAËL	2 858	730 793	114	30 346	203	29 470	3 175	790 609	0	0	3 175	790 609	0
	JAPON	496	74 762	24	1 283	212	53 909	732	129 954	0	0	732	129 954	0
	JERSEY	5	595	0	0	0	0	5	595	0	0	5	595	0
	MACÉDOINE	47	9 504	1	10	7	351	55	9 866	0	0	55	9 866	0
	MADAGASCAR	555	59 599	16	12 412	514	85 036	1 085	157 046	0	0	1 085	157 046	0
	MALI	124	216 185	20	144 234	167	26 311	311	386 731	0	0	311	386 731	0
	MAROC	19 726	4 781 654	1 005	665 577	18 492	2 434 153	39 223	7 881 384	0	0	39 223	7 881 384	996 534
	MAURITANIE	18	4 605	1	19	89	7 324	108	11 947	0	0	108	11 947	0
	MONACO	8	56 571	0	0	7	3 323	15	59 895	0	0	15	59 895	0
	MONTÉNÉGRO	89	6 013	3	97	3	826	95	6 936	0	0	95	6 936	0
	NIGER	37	5 533	0	0	101	12 121	138	17 655	0	0	138	17 655	0
	PHILIPPINES	204	57 725	8	2 578	59	10 193	271	70 496	0	0	271	70 496	0
	QUÉBEC	4 092	1 158 746	0	0	0	0	4 092	1 158 746	0	0	4 092	1 158 746	1 157 417
	SAINT-MARIN	33	48 567	10	24 179	0	0	43	72 746	0	0	43	72 746	0
	SÉNÉGAL	2 803	440 302	136	60 681	803	173 669	3 742	674 652	0	0	3 742	674 652	0
	SERBIE	418	76 949	17	5 467	63	12 233	498	94 649	0	0	498	94 649	0
	TOGO	168	48 424	11	3 249	143	20 588	322	72 261	0	0	322	72 261	0
TUNISIE	14 451	2 827 563	633	437 161	1 732	442 406	16 816	3 707 129	0	0	16 816	3 707 129	0	
TURQUIE	6 629	1 646 601	249	69 438	471	201 953	7 349	1 917 993	0	0	7 349	1 917 993	0	
	SOUS-TOTAL	69 867	17 304 875	3 024	2 226 514	27 775	5 256 216	100 666	24 787 605	0	0	100 666	24 787 605	3 493 013



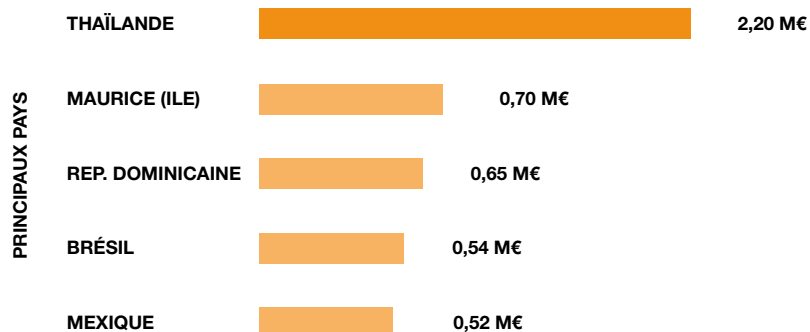
► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

[PLUS DE DÉTAILS](#)

	PAYS	FACTURES								FORAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
		SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		SOUS-TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ					
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	5	689	0	0	0	0	5	689	0	0	5	689	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	2 611	876 573	168	165 822	5 819	16 128 000	8 598	17 170 394	0	0	8 598	17 170 394	16 972 198
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	1 724	312 184	21 696	30 032 749	13 564	30 521 370	36 984	60 866 303	0	0	36 984	60 866 303	59 321 140
	SAINT PIERRE ET MIQUELON	17	517	1	16	3	45	21	578	0	0	21	578	0
	SOUS-TOTAL	4 357	1 189 962	21 865	30 198 587	19 386	46 649 415	45 608	78 037 964	0	0	45 608	78 037 964	76 293 338
	CROISIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL 2013	74 224	18 494 837	24 889	32 425 102	47 161	51 905 631	146 274	102 825 569	0	0	146 274	102 825 569	79 786 351
	TOTAL 2012	135 862	40 970 005	4 827	2 170 110	42 709	37 624 150	183 398	80 764 265	75 649	6 787 033	259 047	87 551 298	60 150 706
% Évolution	-45,37%	-54,86%	415,62%	1394,17%	10,42%	37,96%	-20,24%	27,32%	-100,00%	-100,00%	-43,53%	17,45%	32,64%	

PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT)



PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
AFGHANISTAN	1	680	0	0	2	1 467	3	2 147
AFRIQUE DU SUD	333	92 114	16	407	304	47 823	653	140 344
ALBANIE	24	9 398	1	2 404	2	177	27	11 980
ANGOLA	1	93	0	0	15	2 385	16	2 478
ARABIE SAOUDITE	61	23 545	4	2 268	152	36 244	217	62 057
ARMÉNIE	24	9 504	0	0	6	428	30	9 932
AUSTRALIE	844	281 609	41	1 314	252	94 590	1 137	377 512
AZERBAÏDJAN	2	672	0	0	0	0	2	672
BAHREÏN	12	303	1	24	14	2 804	27	3 130
BANGLADESH	3	230	0	0	6	339	9	569
BÉLIZE	5	6 975	0	0	0	0	5	6 975
BIÉLORUSSIE	18	357	2	32	1	39	21	428
BIRMANIE	60	5 812	1	6	9	895	70	6 713
BOLIVIE	120	34 334	1	42	119	36 068	240	70 444
BOTSWANA	2	780	0	0	1	164	3	943
BRÉSIL	839	272 916	20	15 383	552	253 329	1 411	541 628
BRUNÉÏ	2	51	0	0	0	0	2	51
BURKINA-FASO	281	54 867	7	387	232	35 509	520	90 763



► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

[PLUS DE DÉTAILS](#)

PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
BURUNDI	10	1 095	0	0	16	620	26	1 714
CAMBODGE	590	211 319	25	1 435	182	43 030	797	255 785
CHINE	894	326 762	19	2 815	896	175 864	1 809	505 442
COLOMBIE	326	50 274	11	1 063	224	110 156	561	161 494
COMORES	22	12 080	4	1 227	15	1 450	41	14 758
COSTA RICA	164	50 501	5	251	55	40 412	224	91 164
CUBA	521	49 157	16	1 167	13	4 598	550	54 922
DJIBOUTI	89	12 826	1	9	216	45 612	306	58 448
ÉGYPTE	1 083	242 421	28	2 296	206	30 160	1 317	274 877
EL SALVADOR	24	1 497	3	83	68	26 513	95	28 093
EMIRATS ARABES UNIS	407	76 540	21	1 557	354	91 816	782	169 912
ÉQUATEUR	125	46 622	3	86	93	54 193	221	100 901
ÉRYTHRÉE	0	0	0	0	0	0	0	0
ÉTHIOPIE	10	6 881	2	3 104	73	5 103	85	15 088
EX ÉTATS MALAIS	0	0	0	0	0	0	0	0
GAMBIE	1	32	0	0	6	331	7	363
GÉORGIE	8	2 437	2	135	6	811	16	3 383
GHANA	6	4 749	0	0	38	5 325	44	10 074
GROËNLAND	5	134	0	0	0	0	5	134
GUATÉMALA	46	12 276	1	401	52	26 506	99	39 184
GUINÉE	40	19 295	4	2 190	88	9 148	132	30 633
GUINÉE-BISSAU	1	15	0	0	5	289	6	303
GUINÉE-ÉQUATORIALE	4	285	1	53	6	455	11	793
GUYANA	2	1 570	0	0	1	40	3	1 611
HAÏTI	21	4 435	3	3 282	16	4 209	40	11 926
HONDURAS	14	1 529	1	31	30	11 666	45	13 226
HONG-KONG	210	35 224	5	336	205	47 872	420	83 432
INDONÉSIE	1 097	269 221	26	10 188	215	46 462	1 338	325 872
IRAK	2	550	0	0	1	-2 597	3	-2 048

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
IRAN	34	32 882	2	271	9	2 999	45	36 151
JAMAÏQUE	59	4 920	2	169	4	921	65	6 009
JORDANIE	57	17 269	3	1 724	47	7 744	107	26 737
KAZAKHSTAN	5	813	0	0	14	954	19	1 767
KÉNYA	84	37 015	1	22	58	16 395	143	53 431
KIRGHIZISTAN	2	41	0	0	0	0	2	41
KOWEÏT	12	3 446	1	44	31	4 416	44	7 906
LAOS	158	47 380	4	100	91	17 752	253	65 232
LÉSOTHO	0	0	0	0	0	0	0	0
LIBAN	1 061	204 790	46	17 634	426	159 266	1 533	381 690
LIBÉRIA	2	511	0	0	0	0	2	511
LIBYE	2	150	0	0	6	209	8	359
MACAO	5	265	0	0	4	396	9	661
MALAISIE	202	47 011	7	301	209	31 344	418	78 656
MALAWI	1	13	0	0	4	390	5	403
MALDIVES	158	12 272	3	44	2	174	163	12 490
MAURICE (ILES)	2 798	588 363	128	23 134	390	87 046	3 316	698 543
MÉLANÉSIE	29	5 205	0	0	74	10 477	103	15 682
MEXIQUE	1 214	242 359	39	4 330	511	277 001	1 764	523 689
MICRONÉSIE	1	128	1	33	0	0	2	161
MOLDAVIE	6	846	0	0	0	0	6	846
MONGOLIE	15	4 400	0	0	1	69	16	4 469
MOZAMBIQUE	7	2 454	0	0	39	7 565	46	10 018
NAMIBIE	26	6 286	1	8	8	3 111	35	9 405
NÉPAL	221	76 221	6	3 583	9	598	236	80 401
NICARAGUA	29	10 280	2	36	12	7 072	43	17 388
NIGÉRIA	5	326	0	0	40	10 280	45	10 607
NOUVELLE-ZÉLANDE	211	48 546	8	311	62	13 410	281	62 267
OMAN	38	2 618	2	55	6	719	46	3 393
OUGANDA	3	29	0	0	14	1 547	17	1 576



► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

PLUS DE DÉTAILS

PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
OUZBÉKISTAN	24	7 303	0	0	6	298	30	7 601
PAKISTAN	16	5 587	3	646	6	6 199	25	12 432
PALESTINE	3	12 374	1	303	1	12	5	12 689
PANAMA	59	24 432	4	203	39	10 948	102	35 583
PARAGUAY	22	9 949	0	0	47	7 572	69	17 520
PÉROU	751	215 367	14	4 404	126	57 113	891	276 884
PETITES ANTILLES	149	35 412	14	541	6	147	169	36 100
POLYNÉSIE	4	422	0	0	4	515	8	938
QATAR	39	6 152	2	112	81	14 716	122	20 980
REP. CENTRAFRICAINE	22	2 947	1	19	49	5 386	72	8 353
REP. DEM. CONGO	16	7 987	1	76	37	5 044	54	13 107
REP. DOMINICAINE	2 206	559 140	62	5 093	184	86 860	2 452	651 093
REP. POP. DE CORÉE	59	15 027	1	25	86	11 556	146	26 608
RUSSIE	375	160 681	9	3 288	163	35 507	547	199 475
RWANDA	15	11 827	1	5	19	665	35	12 497
SAO TOME ET PRINCIPES	1	192	0	0	0	0	1	192
SEYCHELLES	120	15 056	2	33	8	1 161	130	16 250
SIERRA LÉONE	0	0	0	0	0	0	0	0
SINGAPOUR	442	124 399	14	684	345	113 269	801	238 352
SOMALIE	0	20	0	0	0	0	0	20
SOUDAN	2	5 398	0	0	3	266	5	5 664
SRI LANKA	130	51 190	3	316	5	273	138	51 778
SURINAM	13	1 425	0	0	14	2 340	27	3 764
SWAZILAND	4	698	1	11	0	0	5	709
SYRIE	4	4 336	1	138	1	11	6	4 485
TADJIKISTAN	3	4 498	0	0	2	407	5	4 905
TAÏWAN	77	9 866	9	134	40	4 731	126	14 731
TANZANIE	69	5 729	2	57	11	-112	82	5 674
TCHAD	18	3 064	0	0	40	2 822	58	5 886
TERRITOIRES D'OUTRE-MER DES ÉTATS-UNIS	47	6 427	2	25	0	0	49	6 452

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2013 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE ET FIN)

PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
TERRITOIRES D'OUTRE-MER DU ROYAUME-UNI	28	6 600	2	65	1	177	31	6 842
THAÏLANDE	4 348	1 860 278	115	28 194	443	314 263	4 906	2 202 736
TIMOR ORIENTAL	0	0	0	0	1	219	1	219
TURKMÉNISTAN	2	27	0	0	6	255	8	282
UKRAINE	38	14 604	7	636	54	5 431	99	20 671
URUGUAY	52	14 795	0	0	60	20 828	112	35 623
VÉNÉZUÉLA	67	30 602	1	19	71	34 966	139	65 587
VIETNAM	1 234	382 644	50	5 738	380	102 645	1 664	491 027
YÉMEN	5	567	0	0	0	0	5	567
ZAMBIE	6	747	0	0	2	251	8	998
ZIMBABWE	5	6 957	0	0	16	3 641	21	10 598
AUTRES PAYS	46	38 918	2	60	2	734	50	39 712
CROISIÈRES	2 058	87 993	78	11 008	4	148	2 140	99 149
TOTAL 2013	27 378	7 382 444	933	167 607	9 181	2 805 424	37 492	10 355 475
TOTAL 2012	30 695	8 383 366	1 346	205 477	10 251	3 071 890	42 292	11 660 733
% Évolution	-10,81%	-11,94%	-30,68%	-18,43%	-10,44%	-8,67%	-11,35%	-11,19%



LES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS

TOUS TYPES D'ACCORDS

Le Cleiss rembourse aux institutions étrangères qui ont pris en charge le coût des soins sur leur territoire les prestations qu'elles ont servies à des assurés du régime français de sécurité sociale. Les remboursements de l'année correspondent couramment aux dettes présentées (*voir chapitre en question ci-avant*) par les institutions étrangères les années précédentes.

À l'inverse, le Cleiss demande aux institutions étrangères le remboursement des soins reçus en France par les assurés des régimes étrangers qui ont été pris en charge par les organismes français de sécurité sociale. Les remboursements de l'année correspondent couramment aux créances présentées (*voir chapitre en question ci-avant*) par la France les années précédentes.

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)



PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS				
	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL
	FACTURES	FORFAITS	FACTURES			FACTURES	FORFAITS	FACTURES		
de l'UE-EEE-Suisse	250 129 561	74 432 142	103 749	324 665 452	80,27	937 181 596	47 478 388	12 815	984 672 799	99,41
hors UE-EEE-Suisse	79 786 351	0	0	79 786 351	19,73	5 797 411	2 998	0	5 800 409	0,59
Total 2013	329 915 911	74 432 142	103 749	404 451 802	100,00	942 979 007	47 481 386	12 815	990 473 209	100,00
% du total	81,57	18,40	0,03	100,00		95,20	4,79	0,00	100,00	
Total 2012	342 217 359	127 533 992	47 529	469 798 879		554 475 668	71 317 917	799	625 794 385	
% d'évolution (N/N-1)	-3,59	-41,64	118,29	-13,91		70,07	-33,42	1 503,05	58,27	



En 2013, les remboursements effectués par des organismes étrangers sont près de 2,5 fois supérieurs à ceux du Cleiss (+586,02 millions d'euros). 93,9 % des flux concernent les pays de l'UE-EEE-Suisse.

► ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE CES REMBOURSEMENTS PAR RÉGIMES FRANÇAIS DE 2004 À 2013

RÉGIMES		2013		2012		2011		2010		2009		2008		2007		2006		2005		2004	
		MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%
CNAM	CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS	351 573 609	86,93	423 891 134	90,23	291 889 866	91,93	352 703 989	89,11	233 433 184	87,54	282 920 548	87,86	265 614 380	89,12	303 322 026	89,57	254 900 446	87,96	237 510 907	89,81
CCMSA	CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (SOINS DE SANTÉ)	7 771 692	1,92	14 479 712	3,08	6 667 293	2,10	10 280 611	2,60	6 953 656	2,61	7 727 461	2,40	7 545 105	2,53	7 742 364	2,29	9 134 977	3,15	6 976 971	2,64
RSI	RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS	12 304 219	3,04	12 208 217	2,60	5 849 586	1,84	9 123 471	2,31	7 226 058	2,71	6 671 136	2,07	6 414 635	2,15	6 160 760	1,82	7 161 464	2,47	3 164 054	1,20
SNCF	SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	2 418 472	0,60	1 332 226	0,28	101 992	0,03	1 773 965	0,45	1 090 624	0,41	900 057	0,28	918 289	0,31	2 248 647	0,66	1 367 076	0,47	724 534	0,27
RATP	RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS	152 748	0,04	113 068	0,02	41 647	0,01	318 226	0,08	129 546	0,05	162 818	0,05	228 982	0,08	357 591	0,11	118 740	0,04	101 180	0,04
ENIM	ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE	313 657	0,08	254 995	0,05	101 532	0,03	415 825	0,11	327 414	0,12	259 726	0,08	246 528	0,08	556 679	0,16	234 011	0,08	231 273	0,09
CANSSM	CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES	5 634 883	1,39	4 926 358	1,05	1 998 540	0,63	5 170 854	1,31	4 163 902	1,56	4 948 393	1,54	4 404 210	1,48	4 654 738	1,37	3 650 596	1,26	4 053 862	1,53
CNMSS	CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE	23 550 229	5,82	12 348 412	2,63	10 819 204	3,41	14 840 646	3,75	12 993 226	4,87	17 544 127	5,45	12 151 962	4,08	11 891 833	3,51	12 261 903	4,23	10 999 691	4,16
CPBDF	CAISSE DE PRÉVOYANCE MALADIE DE LA BANQUE DE FRANCE	/	/	/	/	/	/	-2 725	0,00	62 699	0,02	62 980	0,02	38 135	0,01	62 190	0,02	49 565	0,02	11 814	0,00
CRPCEN	CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DES CLERCS ET EMPLOYÉS DE NOTAIRES	185 562	0,05	6 018	0,00	18 140	0,01	193 785	0,05	81 732	0,03	131 492	0,04	47 012	0,02	385 699	0,11	167 505	0,06	54 534	0,02
CCIP	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS	/	/	6 679	0,00	0	0,00	3 988	0,00	9 605	0,00	22 255	0,01	8 479	0,00	13 545	0,00	9 873	0,00	1 141	0,00
GAMEX	GROUPEMENT DES ASSUREURS MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES	139 173	0,03	84 176	0,02	20 499	0,01	602 921	0,15	89 928	0,03	313 898	0,10	297 253	0,10	865 141	0,26	364 898	0,13	230 816	0,09
CNAF	CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES	/	/	518	0,00	0	0,00	-9 277	0,00	73 977	0,03	-32 470	-0,01	47 416	0,02	95 958	0,03	241 445	0,08	341 140	0,13
CCMSA	(FRAIS DE GESTION)	/	/	0	0,00	0	0,00	16 275	0,00	-3 294	0,00	97	0,00	5 676	0,00	629	0,00	35 803	0,01	33 760	0,01
CAVIMAC	CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE INVALIDITÉ ET MALADIE DES CULTES	403 887	0,10	146 564	0,03	0	0,00	319 839	0,08	39 284	0,01	374 221	0,12	57 696	0,02	280 681	0,08	98 949	0,03	38 075	0,01
ANSAS	ASSEMBLÉE NATIONALE-SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES	3 538	0,00	783	0,00	0	0,00	29 897	0,01	885	0,00	15	0,00	44	0,00	/	/	/	/	/	/
CASSS	CAISSE AUTONOME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DU SÉNAT	134	0,00	20	0,00	0	0,00	8 737	0,00	0	0,00	292	0,00	/	/	/	/	/	/	/	/
CPPA	CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PORT AUTONOME DE BORDEAUX	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	38	0,00
TOTAL		404 451 802	100,00	469 798 879	100,00	317 508 299	100,00	395 791 024	100,00	266 672 426	100,00	322 007 048	100,00	298 025 802	100,00	338 638 481	100,00	289 797 251	100,00	264 473 790	100,00

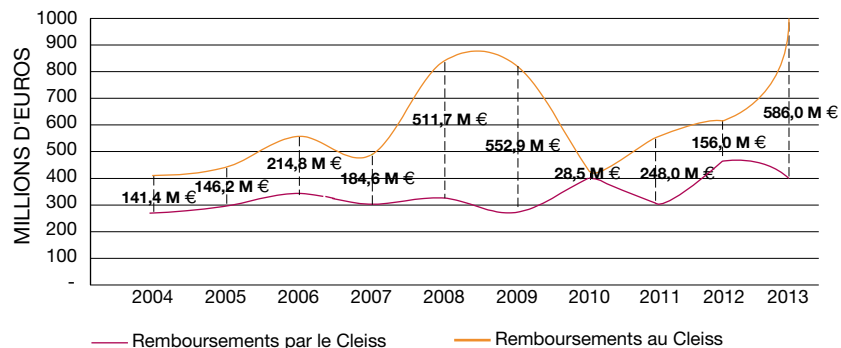


ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)



ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS								
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% ÉVOLUTION (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% ÉVOLUTION (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES			FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES		
2004	98 722 682	37,3	165 724 275	62,7	26 834	264 473 790		252 934 254	62,3	152 974 120	37,7	2 351	405 910 724	
2005	138 049 670	47,6	151 642 552	52,3	105 029	289 797 251	9,58	296 757 170	68,1	139 258 441	31,9	451	436 016 061	7,42
2006	155 802 910	46,0	182 813 438	54,0	22 133	338 638 481	16,85	364 353 167	65,8	189 076 384	34,2	123	553 429 674	26,93
2007	162 734 320	54,6	135 233 551	45,4	57 931	298 025 802	-11,99	287 515 082	59,6	195 106 908	40,4	105	482 622 095	-12,79
2008	161 952 703	50,3	160 010 109	49,7	44 236	322 007 048	8,05	402 609 808	48,3	431 049 757	51,7	0	833 659 565	72,74
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	266 672 606	-17,18	452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	0	819 604 076	-1,69
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	799	625 794 385	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	404 451 802	-13,91	942 979 007	95,2	47 481 386	4,8	12 815	990 473 209	58,27
période (2004 - 2013)	1 570 930 919	53,0	1 391 382 434	47,0	399 827	2 962 713 180		3 222 479 452	62,6	1 924 363 355	37,4	12 143	5 146 854 950	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



i Depuis 2004, les remboursements au Cleiss par les organismes étrangers sont toujours supérieurs à ceux effectués par le Cleiss. En 2006, 2008 et 2010, les paiements supérieurs effectués par le Cleiss résultent directement des créances plus importantes introduites en 2005, 2007 et 2009 par les pays étrangers, mais également des régularisations des comptes intervenues durant les commissions mixtes, essentiellement avec l'Algérie.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre État membre que l'État compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72); il en est de même pour les contrôles médicaux. À compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). À compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Le Cleiss rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

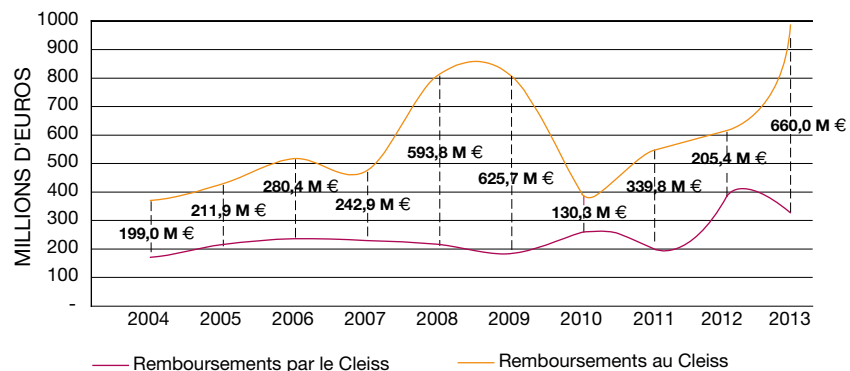
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%				FACTURES	%	FORFAITS	%			
2004	62 506 597	37,4	104 589 802	62,6	12 141	167 108 539	-	244 246 845	66,7	121 862 852	33,3	2 351	366 112 048	-
2005	97 439 953	45,9	114 882 368	54,1	105 029	212 427 349	27,1	294 734 334	69,5	129 556 692	30,5	451	424 291 477	15,9
2006	103 974 811	44,6	129 052 669	55,4	14 994	233 042 474	9,7	349 307 876	68,0	164 166 237	32,0	123	513 474 236	21,0
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	226 531 558	-2,8	285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	469 396 897	-8,6
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	806 689 615	71,9
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	615 019 938	10,6
2013	250 129 560	77,0	74 432 142	22,9	103 749	324 665 452	-20,7	937 181 596	95,2	47 478 388	4,8	12 815	984 672 799	60,1
période (2004 - 2013)	835 920 403	49,0	868 212 779	50,9	319 915	1 704 453 096		3 161 231 032	64,0	1 781 981 415	36,0	11 925	4 943 224 372	





► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



i En 2013, on observe une baisse des remboursements effectués par le Cleiss (-20,7%).

Les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont payé 984,7 millions d'euros à la France, ce qui constitue une forte augmentation par rapport à 2012 (+60,1%).

Le solde des paiements demeure donc positif et atteint ainsi son plus haut niveau de la décennie avec ses 660 millions d'euros.

Depuis 2004, les remboursements perçus par le Cleiss sont toujours supérieurs à ceux qu'il a versés.

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2013

PAYS	ORGANISMES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	
		FACTURES	FORFAITS	FACTURES			FACTURES	FORFAITS	FACTURES			
ALLEMAGNE	DVKA Bonn - HGB Mannheim	53 091 054	31 744 169	0	84 835 222	26,13	156 779 992	14 403 470	0	171 183 462	17,38	86 348 239
AUTRICHE	HOS Vienne	3 306 833	858 311	0	4 165 144	1,28	2 907 353	635 048	154	3 542 555	0,36	-622 589
BELGIQUE	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	120 331 871	7 081 723	10 442	127 424 036	39,25	134 462 784	4 810 586	641	139 274 011	14,14	11 849 974
BULGARIE	FNAM - Sofia	0	2 304	0	2 304	0,00	1 473 051	661	0	1 473 712	0,15	1 471 408
CHYPRE	MTSS-MS-MF Nicosia	11 912	5 368	0	17 280	0,01	146 169	8 564	0	154 734	0,02	137 453
CROATIE	HZZO ZAGREB	0	0	0	0	0,00	584	0	0	584	0,00	584
DANEMARK	Patientombudet Frederiksberg	0	0	0	0	0,00	7 957 043	6 064 069	0	14 021 112	1,42	14 021 112
ESPAGNE	INSS Madrid	18 332 026	63 302	91 108	18 486 436	5,69	23 064 619	1 306 221	161	24 371 001	2,48	5 884 564
ESTONIE	EH Tallinn	6 112	1 485	0	7 598	0,00	377 686	28 853	0	406 539	0,04	398 942
FINLANDE	KSKLT Helsinki	485 234	96 577	0	581 812	0,18	2 277 061	936 996	0	3 214 056	0,33	2 632 244
GRÈCE	EOPPY Athènes	490 157	770 665	0	1 260 822	0,39	1 438 901	13 918	0	1 452 818	0,15	191 996
HONGRIE	OEP Budapest	90 283	0	0	90 283	0,03	1 034 284	0	0	1 034 284	0,11	944 002
IRLANDE	HSE Kildare	0	0	0	0	0,00	89 615	0	0	89 615	0,01	89 615
ISLANDE	TR Reyjavik	152 569	0	0	152 569	0,05	643 929	0	0	643 929	0,07	491 360
ITALIE	MS - INAIL - Rome	1 949 458	4 907 970	206	6 857 633	2,11	14 163 487	0	0	14 163 487	1,44	7 305 854
LETTONIE	VSAA-VOVAA Riga	1 605	0	0	1 605	0,00	571 068	3 389	0	574 458	0,06	572 853
LIECHTENSTEIN	AFV Vaduz	0	0	0	0	0,00	0	0	0	0	0,00	0
LITUANIE	VLK Vilnius	6 942	1 135	0	8 076	0,00	1 238 851	11 908	0	1 250 759	0,13	1 242 683
LUXEMBOURG	CNAMO - AAA - Luxembourg	13 294 361	3 464 173	0	16 758 534	5,16	244 691 768	888 177	0	245 579 945	24,94	228 821 412
MALTE	DTSS La Valette	59 958	16 273	0	76 231	0,02	13 450	0	0	13 450	0,00	-62 781
NORVÈGE	RTV Oslo	413 309	0	0	413 309	0,13	1 673 918	1 163 605	0	2 837 523	0,29	2 424 214
PAYS-BAS	Zorginstituut Nederland AMSTEVEEN	1 134 553	81 135	0	1 215 689	0,37	56 865 343	1 799 479	0	58 664 823	5,96	57 449 134
POLOGNE	NFZ Varsovie	1 580	0	1 993	3 572	0,00	10 493 752	694 567	0	11 188 319	1,14	11 184 747
PORTUGAL	DRICSS Lisbonne	8 434 668	25 035 516	0	33 470 184	10,31	35 511 522	5 547 689	0	41 059 211	4,17	7 589 027
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CMU Prague	218 439	0	0	218 439	0,07	2 650 942	69 779	0	2 720 721	0,28	2 502 282
ROUMANIE	CNAS Bucarest	35 396	0	0	35 396	0,01	11 789 752	0	0	11 789 752	1,20	11 754 356
ROYAUME-UNI	DH Londres	5 048 983	188 232	0	5 237 215	1,61	196 584 206	5 654 014	0	202 238 220	20,54	197 001 004
SLOVAQUIE	SP Bratislava	587	6 656	0	7 243	0,00	1 161 474	0	0	1 161 474	0,12	1 154 231



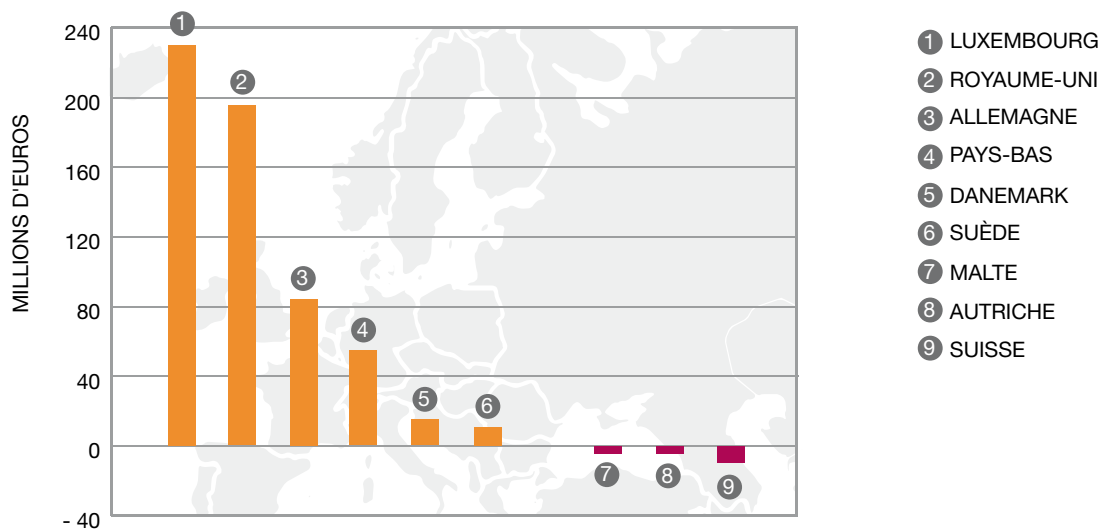
► REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2013 (SUITE ET FIN)



PAYS	ORGANISMES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	
		FACTURES	FORFAITS	FACTURES			FACTURES	FORFAITS				
SLOVÉNIE	ZZZS Ljubljana	0	0	0	0	0,00	518 470	0	0	518 470		518 470
SUÈDE	RFKV Stockholm	540 895	98 195	0	639 090	0,20	10 116 882	3 437 395	0	13 554 278	1,38	12 915 188
SUISSE	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	22 690 775	8 954	0	22 699 729	6,99	16 483 640	0	11 860	16 495 499	1,68	-6 204 229
TOTAL 2013		250 129 561	74 432 142	103 749	324 665 452	100,00	937 181 596	47 478 388	12 815	984 672 799	100,00	
TOTAL 2012		288 853 686	120 746 958	47 529	409 648 173		551 235 400	63 783 955	582	615 019 938		
% d'évolution		-13,41	-38,36	118,29	-20,75		70,01	-25,56	2100,58	60,10		

i Dans le cadre des règlements européens, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2013, sont nettement inférieurs à ceux réalisés par les organismes européens : ils représentent environ un tiers de ces derniers.

► SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2013



ACCORDS INTERNATIONAUX



Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les contrôles médicaux qu'elles impliquent donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

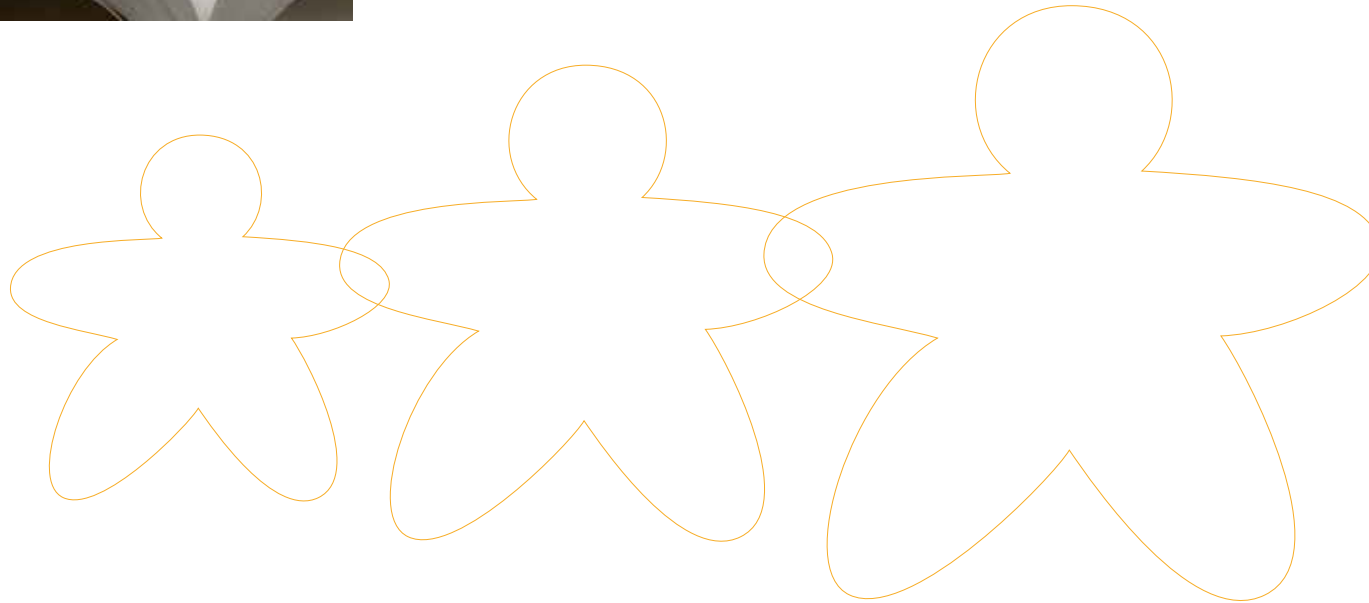
Ce remboursement est effectué selon deux modalités: ■ **LA FACTURE F**
■ **LE FORFAIT T**

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Changements 2011 : les nouvelles conventions franco-marocaines et franco-tunisennes prévoient uniquement des remboursements sur facture.

Le tableau de la page suivante donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2013.



► SCHEMA DES PROCEDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2013



PAYS	PRESTATIONS EN NATURE							OBSERVATIONS
	FAMILLES	SÉJOUR TEMPORAIRE	TRANSFERT RÉSIDENCE	PENSIONNÉS	AT INCAPACITÉ TEMPORAIRE	TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	CONTRÔLES MÉDICAUX	
ALGÉRIE	T	T	T	T	T	F*	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
ANDORRE	F	F	F	F	F	F	-	
BÉNIN	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
BOSNIE HERZÉGOVINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
CAMEROUN	-	-	-	-	F	F ^{5*}	R prov.	* Option possible en AT
CAP-VERT	T	T	T	-	T	F	T ¹	
CONGO	-	-	T* F*	-	T F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf Protocole n°1)
CÔTE D'IVOIRE	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
CROATIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
GABON	T	F* T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
ISRAËL	-	-	-	-	F	-	T ¹	
JERSEY	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
MACÉDOINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
MADAGASCAR	-	-	F	-	-	-	T ¹	
MALI	T	F	F	-	T	F	T ¹	
MAROC	F	F	F	-	F	-	F	
MAURITANIE	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
MONACO	-	-	-	R	-	-	-	
MONTÉNÉGRO	T	F	F	T	F	F	F et T	
NIGER	-	F	F	-	F	-	R prov.	
NOUVELLE CALÉDONIE	F	F	F	F	F	F	-	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	F	F	F	F	F	F	-	
QUÉBEC	R	F	F	R	F	F	F	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	F	F	F	F	F	F	-	
SÉNÉGAL	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
SERBIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
TOGO	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
TUNISIE	F	F	F	F	F	F	F	
TURQUIE	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T ¹	

F : Facture ; T : Forfait

1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité

2 En cas d'incapacité temporaire AT

3 Prestations à la charge de la France

4 Prestations à la charge de la Turquie

5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

R Renonciation

R prov. Renonciation provisoire

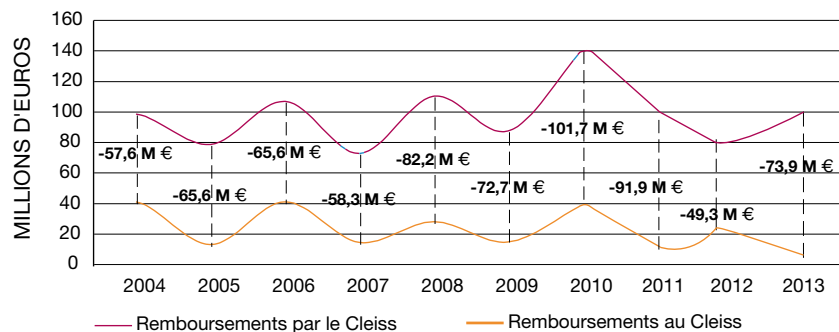
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						
	SOINS DE SANTÉ				Contrôles médicaux	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				Contrôles médicaux	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES			FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES		
2004	36 216 085	37,2	61 134 474	62,8	14 693	97 365 251		8 687 409	21,8	31 111 268	78,2	0	39 798 677	
2005	40 609 718	52,5	36 760 184	47,5	0	77 369 902	-20,54	2 022 835	17,3	9 701 749	82,7	0	11 724 584	-70,54
2006	51 828 099	49,1	53 760 768	50,9	7 140	105 596 007	36,48	15 045 291	37,7	24 910 147	62,3	0	39 955 438	240,78
2007	37 667 191	52,7	33 823 038	47,3	4 015	71 494 244	-32,29	2 507 908	19,0	10 717 289	81,0	0	13 225 198	-66,90
2008	57 007 854	52,2	52 134 092	47,8	0	109 141 946	52,66	8 161 079	30,3	18 808 870	69,7	0	26 969 949	103,93
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	230 328	1,7	0	13 630 860	-49,46
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	101 201 045	17,18	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	9 338 657	-31,49
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	60 150 706	-57,01	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	217	10 774 447	-71,80
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	79 786 351	-21,16	5 797 411	99,9	2 998	0,1	0	5 800 409	-37,89
période (2004 - 2013)	446 156 830	52,6	402 422 696	47,4	32 384	848 611 911		61 248 420	30,1	142 381 940	69,9	217	203 630 577	





► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



i Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par le Cleiss ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers.

REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2013

	PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	
		FACTURES	FORFAITS	FACTURES			FACTURES	FORFAITS	FACTURES			
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	0	0	0	0	0,00	448 212	0	0	448 212	7,73	448 212
	ALLEMAGNE (1)	47	0	0	47	0,00	2 426	0	0	2 426	0,04	2 379
	ANDORRE	1 339 015	0	0	1 339 015	1,68	0	0	0	0	0,00	-1 339 015
	LUXEMBOURG	0	0	0	0	0,00	117 986	0	0	117 986	2,03	117 986
	MALI	0	0	0	0	0,00	2 503	0	0	2 503	0,04	2 503
	MAROC	996 534	0	0	996 534	1,25	0	2 998	0	2 998	0,05	-993 536
	MONTÉNÉGRO	0	0	0	0	0,00	3 966	0	0	3 966	0,07	3 966
	PAYS-BAS (1)	0	0	0	0	0,00	58	0	0	58	0,00	58
	QUÉBEC	1 157 417	0	0	1 157 417	1,45	431 330	0	0	431 330	7,44	-726 087
	SUISSE (1)	0	0	0	0	0,00	6 735	0	0	6 735	0,12	6 735
	TUNISIE	0	0	0	0	0,00	214 323	0	0	214 323	3,69	214 323
	TURQUIE	0	0	0	0	0,00	285 087	0	0	285 087	4,91	285 087
	SOUS TOTAL	3 493 013	0	0	3 493 013	4,38	1 512 625	2 998	0	1 515 623	26,13	
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE CALÉDONIE	16 972 198	0	0	16 972 198	21,27	4 284 786	0	0	4 284 786	73,87	-12 687 412
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	59 321 140	0	0	59 321 140	74,35	0	0	0	0	0,00	-59 321 140
	SOUS TOTAL	76 293 338	0	0	76 293 338	95,62	4 284 786	0	0	4 284 786	73,87	
	TOTAL 2013	79 786 351	0	0	79 786 351	100,00	5 797 411	2 998	0	5 800 409	100,00	
	TOTAL 2012	53 363 673	6 787 033	0	60 150 706		3 240 268	7 533 962	217	10 774 447		
	% d'évolution	49,51	-100,00	-	32,64		78,92	-99,96	-100,00	-46,17		

(1) : concerne les bateliers rhénans

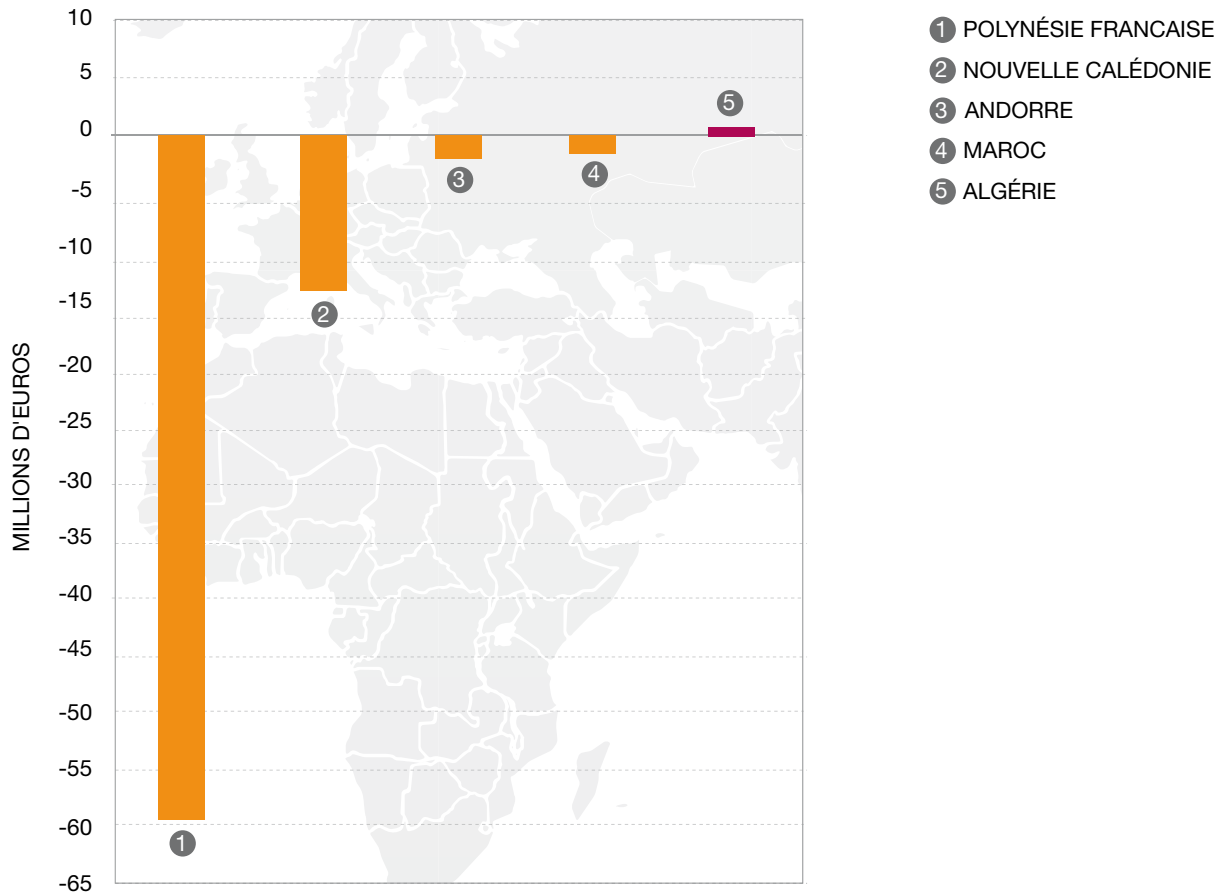


Dans le cadre des accords internationaux, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2013, sont largement supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers puisqu'ils représentent 93,2% du volume global soit 79,8 millions d'euros.





► SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2013



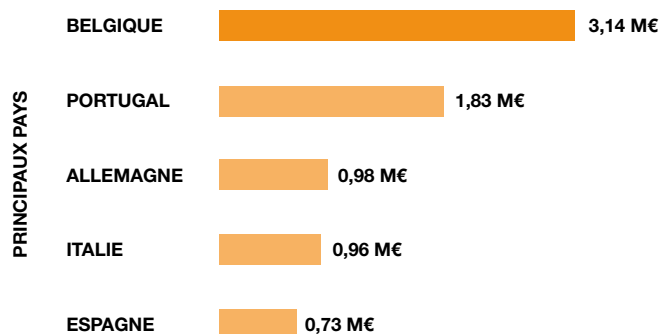
INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle). Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

PLUS DE DÉTAILS

► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2013



PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
ALLEMAGNE	372	18 125	681 268	280	7 630	294 199	975 467
AUTRICHE	3	114	4 768	66	533	16 856	21 624
BELGIQUE	1 739	81 855	3 016 743	219	3 606	125 643	3 142 386
BULGARIE	2	32	831	25	447	13 449	14 280
CHYPRE	0	0	0	2	23	870	870
CROATIE	13	140	4 234	41	613	18 965	23 199
DANEMARK	0	0	0	4	37	1 390	1 390
ESPAGNE	34	1 198	28 979	1 378	20 290	699 451	728 431
ESTONIE	0	0	0	3	128	7 777	7 777
FINLANDE	0	0	0	6	176	2 134	2 134
GRÈCE	6	46	1 329	230	3 090	105 234	106 562
HONGRIE	53	2 586	78 971	20	314	11 401	90 372
IRLANDE	3	281	10 502	50	491	15 668	26 170
ISLANDE	0	0	0	0	0	0	0
ITALIE	308	17 038	548 607	815	12 592	412 667	961 274



**PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE
(ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2013 (SUITE ET FIN)**
[PLUS DE DÉTAILS](#)

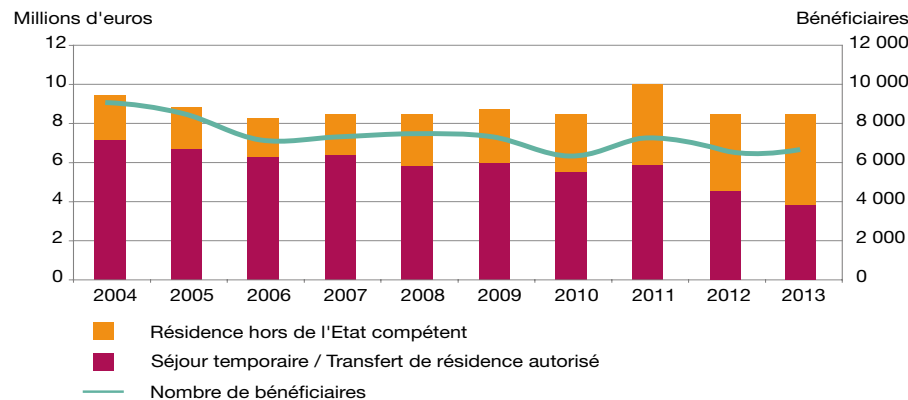
PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
LETTONIE	0	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	1	14	592	0	0	0	592
LITUANIE	0	0	0	1	20	897	897
LUXEMBOURG	69	4 657	194 753	38	1 407	49 649	244 402
MALTE	0	0	0	11	87	2 810	2 810
NORVÈGE	0	0	0	12	132	3 981	3 981
PAYS-BAS	4	273	10 296	58	635	20 160	30 456
POLOGNE	20	418	12 168	120	2 931	86 689	98 857
PORTUGAL	35	1 104	31 320	2 450	59 679	1 797 163	1 828 483
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2	61	1 064	32	523	23 264	24 328
ROUMANIE	1	133	4 534	34	630	21 162	25 696
ROYAUME-UNI	6	50	1 511	170	2 111	76 902	78 413
SLOVAQUIE	7	225	7 213	4	42	1 260	8 474
SLOVÉNIE	0	0	0	3	39	3 320	3 320
SUÈDE	1	1	72	14	138	4 124	4 196
SUISSE	59	1 745	78 789	208	2 475	85 040	163 829
TOTAL 2013	2 738	130 096	4 718 546	6 294	120 819	3 902 126	8 620 672
TOTAL 2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 707 053
<i>% évolution</i>	<i>16,76</i>	<i>9,53</i>	<i>14,26</i>	<i>-2,84</i>	<i>-7,81</i>	<i>-14,70</i>	<i>-0,99</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)

ANNÉES	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	1 342	73 644	2 102 606	9 669	253 790	7 197 912	11 011	9 301 884	(a)
2005	1 439	75 153	2 234 493	9 145	229 808	6 598 047	10 584	8 832 540	-5,05
2006	1 363	68 010	1 975 592	8 181	203 574	6 214 494	9 544	8 193 788	(b)
2007	1 433	66 513	2 112 326	8 229	199 196	6 369 601	9 662	8 499 891	(c)
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	9 788	8 483 426	-0,19
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137	(d)
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308	(e)
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988	(f)
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 823	8 707 053	(g)
2013	2 738	130 096	4 718 546	6 294	120 819	3 902 126	9 032	8 620 672	-0,99

(a) : y compris 1 365,66 € pour la Grèce en situation de «recherche d'emploi».
 (b) : y compris 3 702,00 € pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».
 (c) : y compris 17 964,54 € pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».
 (d) : y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de «recherche d'emploi».

(e) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de «recherche d'emploi».
 (f) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de «recherche d'emploi».
 (g) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».



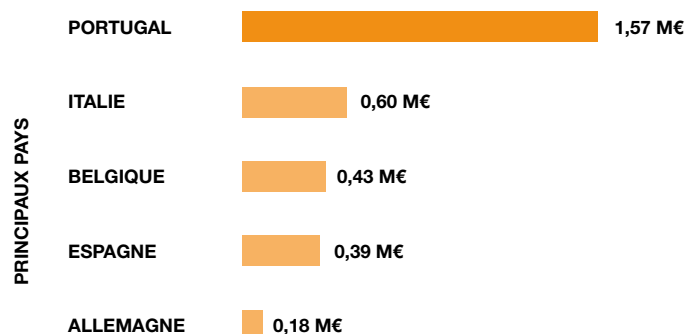
• Sur ces 10 dernières années, le nombre total de bénéficiaires a diminué de 18% et le nombre de jours indemnisés de 23,4 %.

- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) sont restés plus ou moins stables (- 7,3 %) avec une diminution annuelle moyenne de - 0,8 %.
- En 2013, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 45,26 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 77,4 % en 2004).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2013

[PLUS DE DÉTAILS](#)



PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
ALLEMAGNE	37	1 954	121 029	61	982	57 445	178 475
AUTRICHE	0	0	0	24	210	8 804	8 804
BELGIQUE	135	7 622	400 281	43	669	30 647	430 928
BULGARIE	1	28	1 454	4	60	3 542	4 996
CHYPRE	0	0	0	1	8	428	428
CROATIE	1	16	2 965	11	126	7 151	10 115
DANEMARK	0	0	0	2	22	1 177	1 177
ESPAGNE	31	1 379	67 380	366	5 852	323 846	391 226
ESTONIE	0	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	0	0	0	2	19	964	964
GRÈCE	2	30	1 526	57	753	63 001	64 528
HONGRIE	12	467	16 167	3	60	4 218	20 385
IRLANDE	0	0	0	4	27	1 485	1 485
ISLANDE	0	0	0	0	0	0	0
ITALIE	122	9 611	421 492	200	3 600	183 241	604 733
LETTONIE	0	0	0	1	22	794	794
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0	0

**► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE
(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2013 (SUITE ET FIN)**

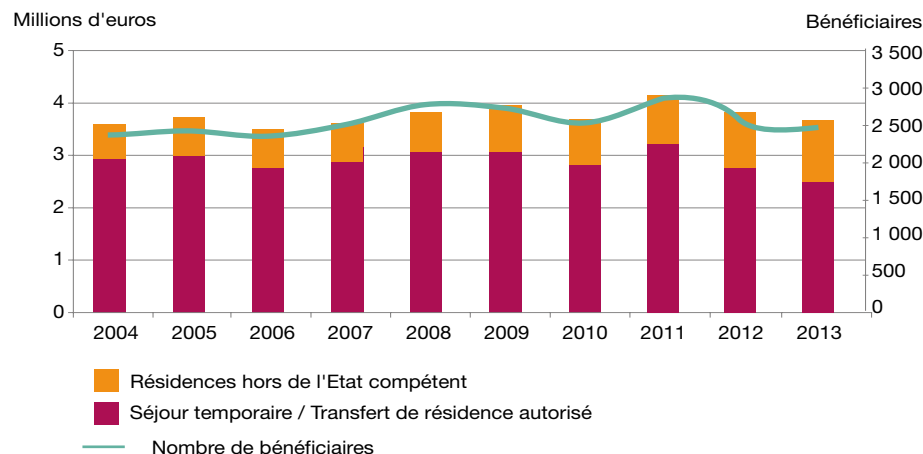
PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
LITUANIE	0	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	6	112	4 307	3	27	1 196	5 503
MALTE	0	0	0	3	20	597	597
NORVÈGE	1	27	2 102	0	0	0	2 102
PAYS-BAS	0	0	0	13	118	9 231	9 231
POLOGNE	10	942	61 878	57	1 749	79 879	141 757
PORTUGAL	25	1 182	35 618	1 150	30 290	1 534 773	1 570 391
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0	0	2	82	3 970	3 970
ROUMANIE	0	0	0	12	186	9 323	9 323
ROYAUME-UNI	0	0	0	27	467	27 103	27 103
SLOVAQUIE	0	0	0	2	81	4 381	4 381
SLOVÉNIE	0	0	0	3	47	1 513	1 513
SUÈDE	0	0	0	3	54	2 577	2 577
SUISSE	26	448	25 514	16	169	7 122	32 637
TOTAL 2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	3 530 123
TOTAL 2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	3 631 407
<i>% évolution</i>	<i>26,23</i>	<i>20,57</i>	<i>11,96</i>	<i>-3,72</i>	<i>-5,68</i>	<i>-8,69</i>	<i>-2,79</i>



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

PLUS DE DÉTAILS

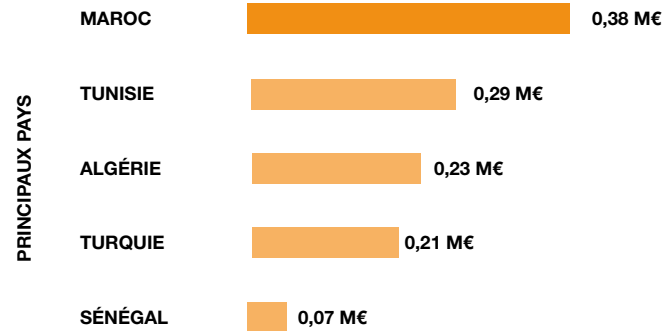
ANNÉES	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	191	16 626	663 391	2 248	63 045	2 925 301	2 439	3 588 692	
2005	204	15 133	734 929	2 286	64 770	2 984 595	2 490	3 719 524	3,65
2006	219	12 197	520 234	2 205	59 683	2 872 901	2 424	3 393 136	-8,77
2007	243	10 897	454 166	2 325	62 837	3 168 187	2 568	3 622 353	6,76
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	2 813	3 811 706	5,23
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	2 474	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	2 479	3 530 123	-2,79



• Le nombre total de bénéficiaires a augmenté de 1,6% sur ces 10 dernières années. Le nombre de jours indemnisés a revanche diminué : - 12,7%.

- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT/MP) ont diminué légèrement : - 1,7% soit une diminution annuelle moyenne de 0,18%.
- En 2013, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 67,1 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 81,5% en 2004).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

ACCORDS INTERNATIONAUX


 PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE
(ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2013


	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOUR TEMPORAIRE			DÉTACHEMENT			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	251	8 205	223 999	17	317	9 368	0	0	0	233 367
	ANDORRE	7	57	1 436	0	0	0	0	0	0	2 386 (1)
	ARGENTINE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	BÉNIN	9	225	7 578	0	0	0	0	0	0	7 578
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	18	347	10 269	0	0	0	0	0	0	10 269
	CAMEROUN	1	62	2 434				0	0	0	2 434
	CAP-VERT	4	131	4 149	0	0	0	1	21	396	4 544
	CONGO	10	260	9 103				0	0	0	9 103
	CÔTE D'IVOIRE	14	320	8 401				0	0	0	8 401
	GABON	1	31	803				0	0	0	803
	GUERNESEY	1	4	150	0	0	0	0	0	0	150
	JERSEY	1	3	115	0	0	0	0	0	0	115
	MACÉDOINE	7	152	4 801	0	0	0	0	0	0	4 801



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2013 (SUITE ET FIN)

[PLUS DE DÉTAILS](#)

	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOUR TEMPORAIRE			DÉTACHEMENT			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	MADAGASCAR	11	435	10 794				0	0	0	10 794	
	MALI	32	1 586	47 408	8	152	4 986	0	0	0	52 394	
	MAROC	353	11 770	357 671	48	967	26 895	1	1	40	384 606	
	MAURITANIE	0	0	0				0	0	0	0	
	MONTÉNÉGRO	13	155	5 308	0	0	0	0	0	0	5 308	
	NIGER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	QUÉBEC	37	783	25 985	0	0	0	0	0	0	25 985	
	SÉNÉGAL	65	2 163	70 594				0	0	0	70 594	
	SERBIE	64	1 937	61 170	1	7	186	0	0	0	61 356	
	TOGO	3	85	2 854	1	38	1 405	0	0	0	4 259	
	TUNISIE	204	7 609	256 681	26	866	29 218	1	26	679	286 578	
	TURQUIE	201	6 762	207 507	12	286	6 424	2	13	869	214 800	
		SOUS-TOTAL 2013	1 307	43 082	1 319 208	113	2 633	78 482	5	61	1 984	1 400 624
	SOUS-TOTAL 2012	1 503	48 705	1 465 499	220	5 954	178 735	5	44	2 116	1 629 310	
	% évolution	-13,04	-11,55	-9,98	-48,64	-55,78	-56,09	0,00	38,64	-6,21	-14,04	
DECRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	1	50	672	0	0	0	0	0	0	672	
	NOUVELLE-CALÉDONIE	15	625	27 395	6	41	1 322	0	0	0	28 717	
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	10	497	19 317	4	130	3 605	0	0	0	22 922	
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	22	711	0	0	0	0	0	0	711	
		SOUS-TOTAL 2013	27	1 194	48 095	10	171	4 927	0	0	0	53 022
		SOUS-TOTAL 2012	23	923	33 348	5	130	4 111	0	0	0	37 458
	% évolution	17,39	29,36	44,22	100,00	31,54	19,86	-	-	-	41,55	
	TOTAL GÉNÉRAL 2013	1 334	44 276	1 367 303	123	2 804	83 409	5	61	1 984	1 453 646	
	TOTAL GÉNÉRAL 2012	1 526	49 628	1 498 847	225	6 084	182 846	5	44	2 116	1 685 294	
	% évolution	-12,58	-10,78	-8,78	-45,33	-53,91	-54,38	0,00	38,64	-6,21	-13,75	

(1)

(2)

(1)

(2)

(1) : y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(2) : y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ)

ANNÉES	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOUR TEMPORAIRE			DÉTACHEMENT			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	4 827	191 824	5 129 302	802	18 440	473 221	9	246	8 805	5 638	5 613 446	(a)
2005	4 614	169 503	4 564 699	699	15 715	418 546	11	256	9 545	5 324	4 993 548	(b) -11,04
2006	4 162	145 486	4 109 513	611	14 144	396 294	6	94	3 426	4 779	4 509 980	(c) -9,68
2007	3 805	129 909	3 654 129	469	11 531	356 476	4	31	1 246	4 278	4 016 217	(d) -10,95
2008	3 514	117 618	3 612 875	357	8 758	273 220	11	235	8 097	3 882	3 895 125	(e) -3,02
2009	3 327	112 602	3 411 161	416	11 167	366 413	9	374	9 591	3 752	3 788 559	(f) -2,74
2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 684	8	269	12 185	2 999	2 923 912	(g) -22,82
2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 197	2 061 374	(h) -29,50
2012	1 526	49 628	1 498 847	225	6 084	182 846	5	44	2 116	1 756	1 685 294	(i) -18,24
2013	1 334	44 276	1 367 303	123	2 804	83 409	5	61	1 984	1 462	1 453 646	(j) -13,75

(a) : y compris 2 118,66 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) : y compris 758,10 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) : y compris 746,67 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(d) : y compris 3 018,86 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 1 347,81 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(e) : y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

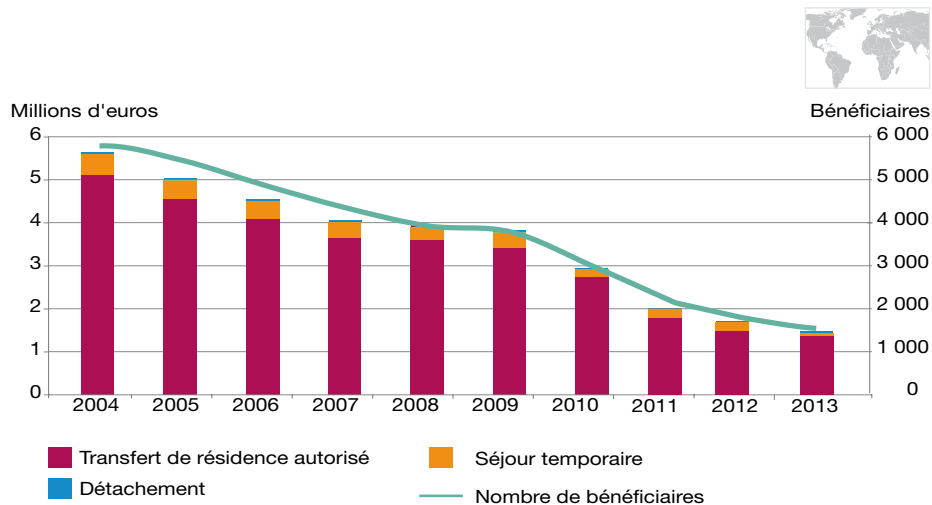
(f) : y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(g) : y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(h) : y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(i) : y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(j) : y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



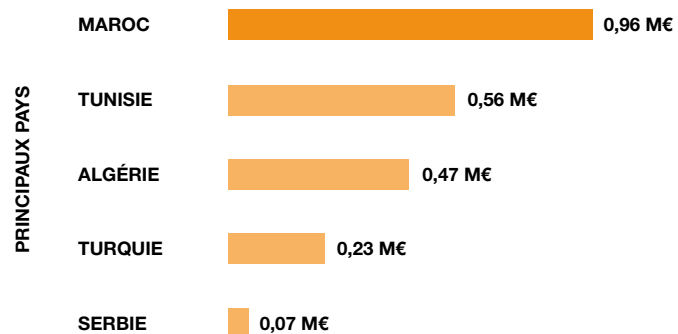
• Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution fortement négative au cours de ces 10 dernières années (-74,1 % pour les premiers et -77,6 % pour les seconds).

- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) suivent donc cette tendance très marquée à la baisse (-74,1 %), soit une diminution moyenne de 14 % par an.
- En 2013, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 94,1 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (91,4 % en 2004).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2013

PLUS DE DÉTAILS



	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	326	9 945	469 444	1	45	1 771	471 216
	ANDORRE	1	2	114	0	0	0	114
	ARGENTINE	0	0	0	0	0	0	0
	BÉNIN	0	0	0	0	0	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	12	302	20 518	0	0	0	20 518
	CAMEROUN	4	88	3 831	0	0	0	3 831
	CAP-VERT	3	117	5 108	0	0	0	5 108
	CONGO	9	173	8 318	0	0	0	12 755
	CÔTE D'IVOIRE	2	23	659	1	31	1 831	2 490
	GABON	0	0	0	0	0	0	0
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0	0
	ISRAËL	6	65	2 789	0	0	0	2 789
	JERSEY	0	0	0	0	0	0	0
MACÉDOINE	4	70	3 527	0	0	0	3 527	

(1)

**PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE
(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2013 (SUITE ET FIN)**

	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	MADAGASCAR	3	127	4 403	0	0	0	4 403
	MALI	17	636	28 129	2	30	1 576	29 705
	MAROC	750	21 137	956 154	4	116	4 636	960 789
	MAURITANIE	0	0	0	0	0	0	0
	MONTÉNÉGRO	7	105	5 249	0	0	0	5 249
	NIGER	0	0	0	0	0	0	0
	QUÉBEC	5	152	5 922	0	0	0	5 922
	SÉNÉGAL	32	1 048	50 034	0	0	0	50 034
	SERBIE	48	1 334	64 769	1	22	1 146	65 914
	TOGO	3	109	5 934	0	0	0	5 934
	TUNISIE	356	11 511	541 084	8	254	14 349	555 432
	TURQUIE	169	4 962	225 041	0	0	0	225 041
	SOUS-TOTAL 2013	1 757	51 906	2 401 026	17	498	25 308	2 430 771
SOUS-TOTAL 2012	1 952	59 882	2 714 279	19	598	27 287	2 742 006	
<i>% évolution</i>	<i>-9,99</i>	<i>-13,32</i>	<i>-11,54</i>	<i>-10,53</i>	<i>-16,72</i>	<i>-7,25</i>	<i>-11,35</i>	
DECRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	31	1 422	0	0	0	1 422
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0	0	0	0	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2013	2	31	1 422	0	0	0	1 422
	SOUS-TOTAL 2012	2	56	2 216	0	0	0	2 216
<i>% évolution</i>	<i>0,00</i>	<i>-44,64</i>	<i>-35,81</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-35,81</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2013	1 759	51 937	2 402 449	17	498	25 308	2 432 194	
TOTAL GÉNÉRAL 2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	2 744 222	
<i>% évolution</i>	<i>-9,98</i>	<i>-13,35</i>	<i>-11,56</i>	<i>-10,53</i>	<i>-16,72</i>	<i>-7,25</i>	<i>-11,37</i>	

(1): y compris 4 437 € et 91 jours indemnisés pour 3 bénéficiaires dans le cadre d'un séjour temporaire au Congo.

(2): y compris 439,65 € et 15 jours indemnisés pour 1 bénéficiaire dans le cadre d'un séjour temporaire au Monténégro.

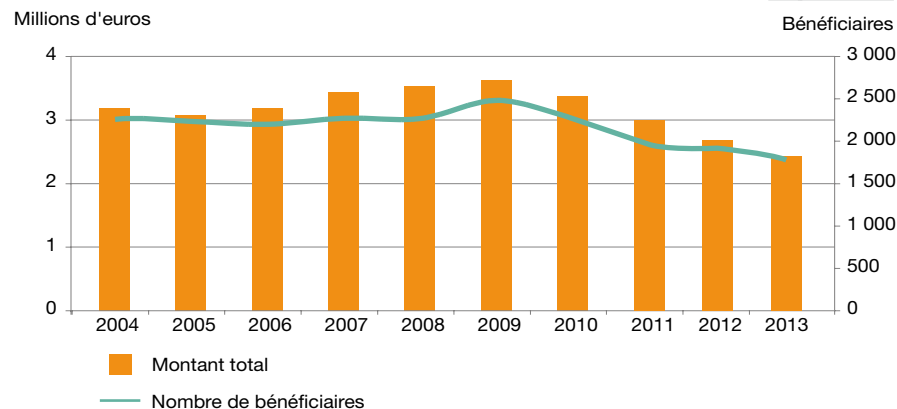


ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	2 242	83 788	3 193 558	2	41	1 463	2 244	3 195 021	
2005	2 213	79 828	3 057 153	5	382	12 227	2 218	3 069 380	-3,93
2006	2 176	75 022	3 182 143	7	225	8 992	2 184	3 192 304	(a) 4,00
2007	2 249	78 401	3 420 149	8	593	22 025	2 257	3 442 174	7,83
2008	2 242	76 049	3 504 445	11	579	19 866	2 253	3 524 312	2,39
2009	2 460	81 791	3 618 265	8	265	13 791	2 468	3 632 056	3,06
2010	2 253	74 723	3 371 648	6	333	6 892	2 259	3 378 541	-6,98
2011	2 018	64 116	2 978 641	4	96	5 136	2 022	2 983 777	-11,68
2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	1 974	2 744 222	(b) -8,03
2013	1 759	51 937	2 402 449	17	498	25 308	1 779	2 432 194	(c) -11,37

(a): y compris 1 169 € et 31 jours indemnisés pour 1 bénéficiaire dans le cadre d'un séjour temporaire au Congo.
 (b): y compris 439,65 € et 15 jours indemnisés pour 1 bénéficiaire dans le cadre d'un séjour temporaire au Monténégro.
 (c): y compris 4 437 € et 91 jours indemnisés pour 3 bénéficiaires dans le cadre d'un séjour temporaire au Congo.



- Le nombre total de bénéficiaires a connu une évolution négative au cours de ces 10 dernières années, de l'ordre de 20,7%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) ont baissé de 23,8%, soit une diminution annuelle moyenne de près de 3%.
- En 2013, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi totalité (98,78%) des prestations versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée quasi inchangée depuis 2004).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



PARTIE 2

PRESTATIONS FAMILIALES

- SYNTHÈSE
- RÈGLEMENTS EUROPÉENS
- ACCORDS INTERNATIONAUX

PRESTATIONS
FAMILIALES

RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LEGISLATION
APPLICABLE

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES





PRESTATIONS FAMILIALES

■ SYNTHÈSE	67
■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS	
→ Les paiements de prestations familiales françaises	71
■ ACCORDS INTERNATIONAUX	
→ Les paiements de prestations familiales transférées par la France dans un pays ayant signé un accord international	75

SYNTHÈSE

PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER EN 2013 (RÉPARTITION PAR RÉGIME)



Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne

TYPES D'ACCORDS	RÉGIMES						TOTAL		
	GÉNÉRAL		AGRICOLE		AUTRES (1)		NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	% DE RÉPARTITION
	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)			
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	2 958	9 513 354	483	506 027	68	181 522	3 509	10 200 903	66,83%
ACCORDS INTERNATIONAUX	7 445	3 224 285	3 978	1 819 055	62	20 387	11 485	5 063 727	33,17%
TOTAL 2013	10 403	12 737 639	4 461	2 325 082	130	201 910	14 994	15 264 630	100,00%
TOTAL 2012	9 452	12 033 808	3 780	2 214 090	120	273 699	13 352	14 521 596	
% d'évolution	10,06	5,85	18,02	5,01	8,33	-26,23	12,30	5,12	

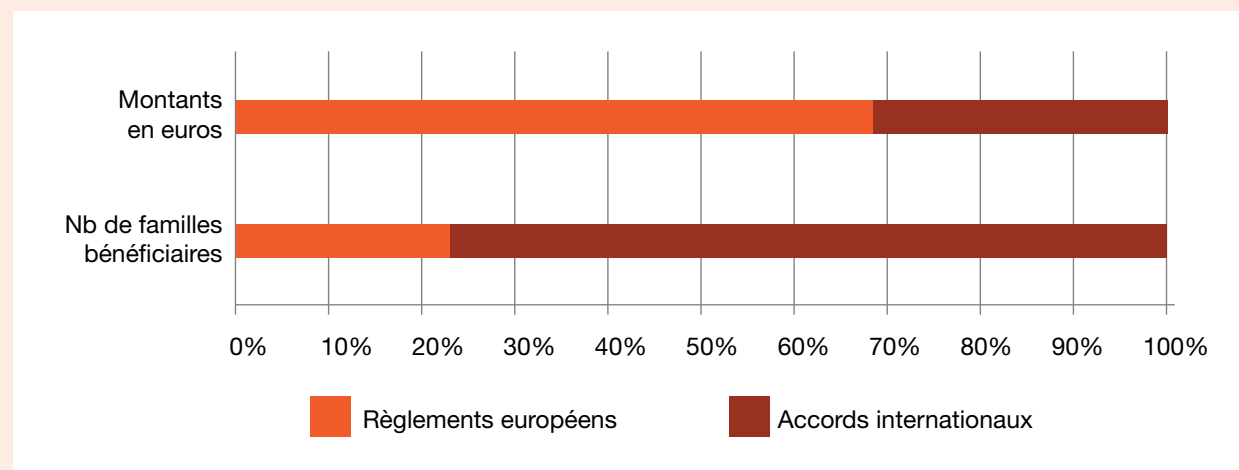
(1) Concerne les régimes suivants : assemblée nationale, marins et SNCF.

RÉPARTITION DU MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DU NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES POUR 2013 SELON LE TYPE D'ACCORD

i 15,26 MILLIONS D'EUROS :
montant total des prestations familiales transférées en 2013 par la France à l'étranger.

→ 66,83 % de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse

→ 3 509 familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 23,4% de l'effectif total.





► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER

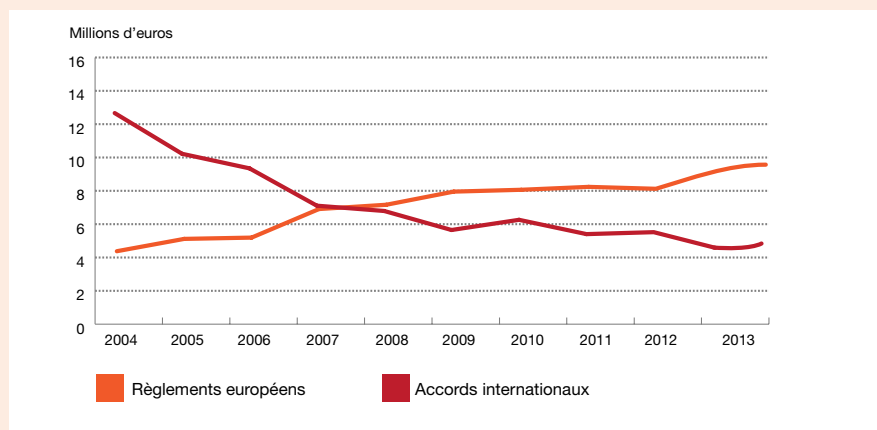


ANNÉES	RÈGLEMENTS EUROPÉENS			ACCORDS INTERNATIONAUX			TOTAL		
	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION
2004	2 236	5 239 907		25 799	10 188 265		28 035	15 428 172	
2005	2 374	5 361 800	2,33	24 285	9 315 017	-8,57	26 659	14 676 816	-4,87
2006	2 283	6 182 216	15,30	21 656	7 075 537	-24,04	23 939	13 257 753	-9,67
2007	2 722	7 333 850	18,63	21 353	6 757 486	-4,50	24 075	14 091 336	6,29
2008	2 881	8 120 579	10,73	16 652	5 615 745	-16,90	19 533	13 736 323	-2,52
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 549	10,89	19 653	14 459 199	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 651	2,21	14 710	13 811 139	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 802 741	-12,48	13 352	14 521 596	5,14
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 727	5,43	14 994	15 264 630	5,12

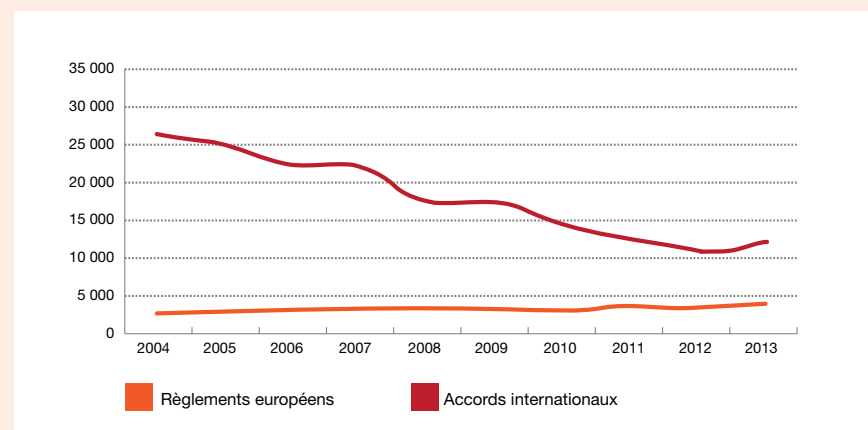


Baisse de 1,06 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger (-0,12 % en moyenne par an). Les PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse sont néanmoins en hausse constante depuis 2004 (+ 7,68 % par an soit + 94,68 % sur 10 ans). On observe le phénomène inverse vers les pays ayant signé un accord international avec la France où les transferts de PF ont baissé de moitié en 10 ans.

► MONTANTS DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



► NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR RÉGIONS FRANÇAISES

RÉGIONS	RÈGLEMENTS EUROPÉENS		ACCORDS INTERNATIONAUX		TOTAL	
	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS
ALSACE	237	640 115	0	0	237	640 115
AQUITAINE	201	772 023	658	321 941	859	1 093 964
AUVERGNE	8	18 379	0	0	8	18 379
BASSE-NORMANDIE	3	4 180	0	0	3	4 180
BOURGOGNE	1	2 977	0	0	1	2 977
BRETAGNE	28	115 542	1	767	29	116 309
CENTRE	59	136 975	17	17 964	76	154 940
CHAMPAGNE-ARDENNES	41	73 920	2	2 316	43	76 236
CORSE	0	0	80	77 767	80	77 767
FRANCHE-COMTÉ	12	17 536	0	0	12	17 536
GUYANE	0	0	1	4 266	1	4 266
HAUTE-NORMANDIE	4	12 828	0	0	4	12 828
ÎLE-DE-FRANCE	168	595 672	5 241	2 353 322	5 409	2 948 995
LANGUEDOC-ROUSSILLON	124	235 045	226	89 936	350	324 981
LIMOUSIN	6	21 980	6	5 635	12	27 616
LORRAINE	68	196 699	768	277 337	836	474 037
MIDI-PYRÉNÉES	70	237 638	1 621	648 420	1 691	886 058
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 219	4 039 085	0	0	1 219	4 039 085
PAYS-DE-LOIRE	335	983 851	4	4 692	339	988 543
PICARDIE	13	43 922	3	5 507	16	49 429
POITOU-CHARENTES	54	123 274	58	18 029	112	141 303
PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR	687	1 475 063	2 546	1 124 314	3 233	2 599 377
RHÔNE-ALPES	171	454 197	253	111 512	424	565 709
TOTAL 2013	3 509	10 200 903	11 485	5 063 727	14 994	15 264 630



La région Nord-Pas-de-Calais arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant légèrement supérieur à 4 millions d'euros (les paiements ont lieu en totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers le pays limitrophe : la Belgique) .

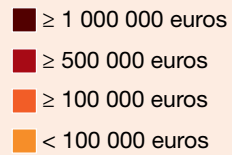
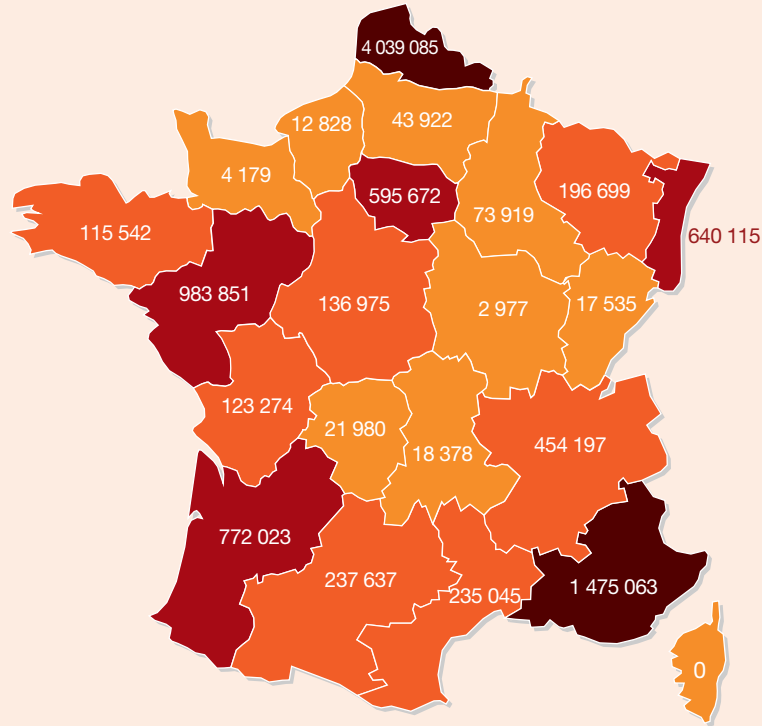
La région Île-de-France se positionne au 2^{ème} rang avec un montant de près de 2,95 millions d'euros de prestations familiales versé principalement vers les pays Hors UE-EEE-Suisse, suivie de la région PACA.

Il convient de noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Epinal et Saint-Quentin-en-Yvelines ont pris en charge les paiements à destination des pays hors règlements européens.

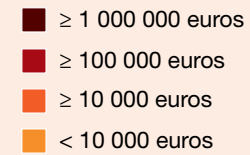
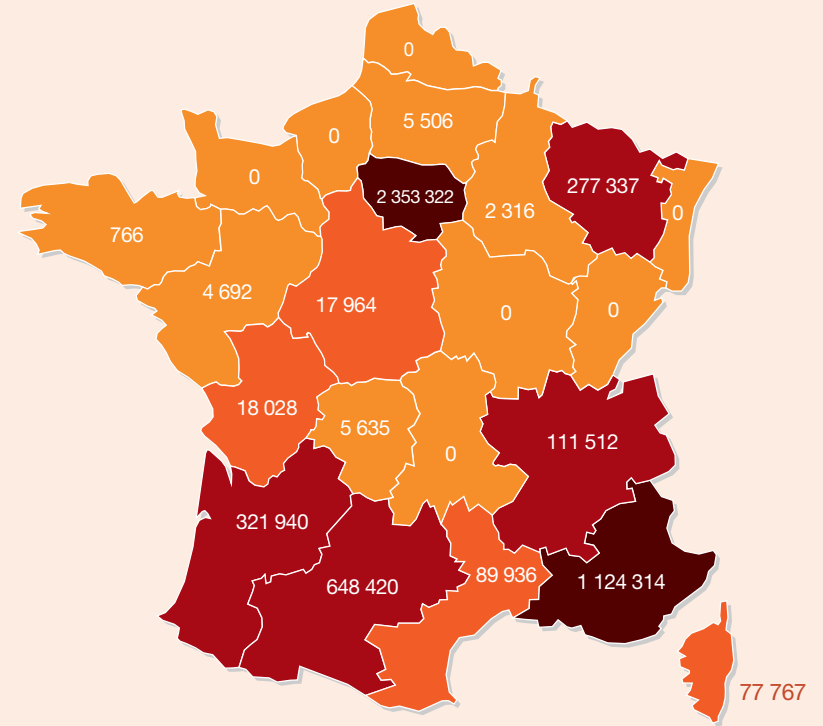




► LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS



► LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Depuis le 1^{er} mai 2010, en matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n°883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n°987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre État membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un État membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des nouveaux règlements s'appliquent dès le 1^{er} mai 2010 à l'ensemble des 28 États membre de l'Union Européenne. Dans ces textes, les pensionnés dont les droits se limitaient auparavant aux seules allocations familiales lorsqu'ils résidaient sur le territoire d'un État membre autre que l'État où ils étaient titulaires d'une pension, ont des droits désormais alignés sur les droits de l'ensemble des catégories de personnes concernées.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre État membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'État compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'État compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un État déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre État membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

QUELLES SONT LES PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- ▶ des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- ▶ de la PAJE (allocation de base, complément de libre choix d'activité, complément du libre choix de mode de garde)
- ▶ du complément familial
- ▶ de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- ▶ de l'allocation de rentrée scolaire (ARS)
- ▶ de l'allocation de soutien familial (ASF)
- ▶ de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP)

NOTA BENE : Dans le cadre du droit communautaire le complément différentiel n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est précisée dans la décision n° 147 de la Commission administrative des Communautés européennes du 10 octobre 1990 : lorsque deux parents travaillent dans deux États membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre État est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'État de résidence des enfants est inférieur aux

prestations prévues par l'autre État, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

▶ QU'EN EST-IL MAINTENANT DES DROITS SPÉCIFIQUES DES ORPHELINS ?...

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du règlement 1408/71 limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

▶ ...ET DES PAYS MEMBRES DE L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE ÉCHANGE (AELE) ET LA SUISSE ?

Les règlements (CE) n° 883/2004 et (CE) n° 987/2009 sont applicables dans les relations entre les États membres de l'Union Européenne et :

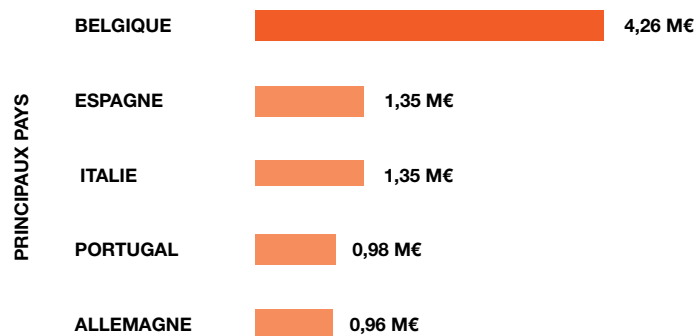
- la Suisse depuis le **1^{er} avril 2012**, sur la libre circulation des personnes ;
- la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein depuis le **1^{er} juin 2012**.

Au titre des règlements applicables aux pays de l'AELE et la Suisse en 2012, 2 catégories de personnes sont concernées par les prestations familiales :

- Les travailleurs ou chômeurs indemnisés en France dont la famille réside à l'étranger et les travailleurs détachés à l'étranger accompagnés de leur famille. Les dispositions juridiques prévues (au titre III, chapitre 7, articles 72 à 76 bis, du règlement n°1408/71 et au titre IV, chapitre 7, articles 85 à 88, du règlement n°574/72) sont les suivantes : lorsque le travailleur salarié ou non salarié, ou le chômeur, est assuré au titre de la législation d'un État membre alors que les membres de sa famille résident sur le territoire d'un autre État membre, les prestations familiales seront servies par l'institution d'affiliation, selon la législation qu'elle applique, comme si les membres de la famille résidaient sur son territoire (articles 73 et 74 du règlement).
- Les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et les orphelins. Le service des prestations fait l'objet de dispositions dans les règlements communautaires au titre III, chapitre 8, articles 77 à 79 bis du règlement 1408/71 et au titre IV, chapitre 8, articles 90 à 92 du règlement n°574/72. Le titulaire d'une ou plusieurs pensions bénéficie des allocations familiales pour ses enfants à charge (article 77). Des dispositions sont également prévues sur les prestations d'orphelins (article 78 du règlement).



► PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2013

[PLUS DE DÉTAILS](#)


PAYS	PF VERSÉES AUX PERSONNES* OCCUPÉES EN FRANCE (FAMILLES À L'ÉTRANGER) OU DÉTACHÉES À L'ÉTRANGER ET ACCOMPAGNÉES DE LEUR FAMILLE		PF VERSÉES AUX ORPHELINS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
ALLEMAGNE	306	954 936	1	1 082	307	956 018
AUTRICHE	13	31 913	0	0	13	31 913
BELGIQUE	1 324	4 264 480	0	0	1 324	4 264 480
BULGARIE	8	23 626	1	2 172	9	25 798
CHYPRE	1	5 596	0	0	1	5 596
CROATIE	0	0	0	0	0	0
DANEMARK	1	1 153	0	0	1	1 153
ESPAGNE	694	1 334 037	5	16 536	699	1 350 573
ESTONIE	1	9 874	0	0	1	9 874
FINLANDE	4	11 194	0	0	4	11 194
GRÈCE	8	34 158	0	0	8	34 158

► PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2013 (SUITE ET FIN)

PAYS	PF VERSÉES AUX PERSONNES* OCCUPÉES EN FRANCE (FAMILLES À L'ÉTRANGER) OU DÉTACHÉES À L'ÉTRANGER ET ACCOMPAGNÉES DE LEUR FAMILLE		PF VERSÉES AUX ORPHELINS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
HONGRIE	23	79 896	0	0	23	79 896
IRLANDE	12	46 980	0	0	12	46 980
ISLANDE	0	0	0	0	0	0
ITALIE	426	1 350 403	0	0	426	1 350 403
LETTONIE	1	903	0	0	1	903
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	3	20 266	0	0	3	20 266
LUXEMBOURG	21	44 954	0	0	21	44 954
MALTE	1	3 121	0	0	1	3 121
NORVÈGE	3	8 943	0	0	3	8 943
PAYS-BAS	20	85 704	0	0	20	85 704
POLOGNE	131	436 234	1	2 726	132	438 960
PORTUGAL	332	970 588	2	6 586	334	977 174
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10	53 110	0	0	10	53 110
ROUMANIE	25	59 608	0	0	25	59 608
ROYAUME-UNI	72	211 860	0	0	72	211 860
SLOVAQUIE	7	15 794	1	542	8	16 336
SLOVENIE	0	0	0	0	0	0
SUÈDE	4	1 833	0	0	4	1 833
SUISSE	47	110 095	0	0	47	110 095
Total 2013	3 498	10 171 260	11	29 644	3 509	10 200 903
Total 2012	3 179	9 669 300	17	49 556	3 196	9 718 856
<i>% évolution</i>	<i>10,03</i>	<i>5,19</i>	<i>-35,29</i>	<i>-40,18</i>	<i>9,79</i>	<i>4,96</i>

* (Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers).



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES

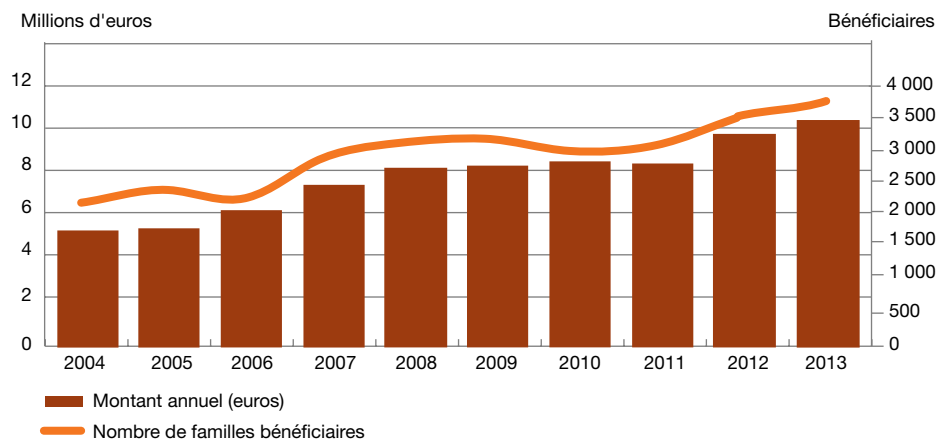
PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANT ANNUEL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	2 236		5 228 872	
2005	2 374	6,17	5 361 800	2,54
2006	2 283	-3,83	6 182 216	15,30
2007	2 722	19,23	7 333 850	18,63
2008	2 881	5,84	8 120 579	10,73
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays de l' UE-EEE-Suisse a presque doublé (augmentation de 95,1 %), avec un taux d'accroissement moyen annuel de 7,7 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a augmenté de 57 %. Depuis 2004, on constate une hausse continue (sauf en 2006 et 2010) : 2 236 familles bénéficiaient de prestations en 2004 contre 3 509 en 2013.



ACCORDS INTERNATIONAUX

I - LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

► SYSTÈME DE LA PARTICIPATION

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

NB : L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

► SYSTÈME DES INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLES (I.C.F.) OU ALLOCATIONS TRANSFÉRABLES

Ce système est utilisé dans les relations avec **le Maroc, la Tunisie et la Turquie, Andorre, Monaco, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Serbie et le Monténégro.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

► QU'EST-CE QUE LE NOMBRE THÉORIQUE DE FAMILLES DE TRAVAILLEURS EN FRANCE ? ET COMMENT EST-IL DÉTERMINÉ ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles.**





► **LE TABLEAU CI-DESSOUS RÉSUME LES MODALITÉS DE TRANSFERT DES PRESTATIONS FAMILIALES CONVENTIONNELLES**

PAYS D'ORIGINE DU TRAVAILLEUR EN FRANCE	TRANSFERT DU VERSEMENT	TYPE DE PRESTATION	CAISSE FAMILIALE FRANÇAISE	ORGANISME DE LIAISON ÉTRANGER	FAMILLES	PAYS DE RÉSIDENCE DE LA FAMILLE
ALGÉRIE	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Alger	----->	ALGÉRIE
BENIN	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Cotonou	----->	BENIN
CAP-VERT	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	INPS Praia	----->	CAP-VERT
CONGO	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Brazaville	----->	CONGO
CÔTE D'IVOIRE	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNPS Abidjan	----->	CÔTE D'IVOIRE
GABON	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Libreville	----->	GABON
MADAGASCAR	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNPS Antananarivo	----->	MADAGASCAR
MALI	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	INPS Bamako	----->	MALI
MAURITANIE	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Nouakchott	----->	MAURITANIE
NIGER	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Niamey	----->	NIGER
SÉNÉGAL	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Dakar	----->	SÉNÉGAL
TOGO	semi-direct	Participation aux A.F.	----->	CNSS Lomé	----->	TOGO
MAROC, TUNISIE ET TURQUIE, ANDORRE, MONACO, BOSNIE-HERZÉGOVINE, CROATIE, MACÉDOINE, MONTÉNÉGRO ET SERBIE	direct direct	I.C.F. Allocations transférables	La caisse française verse directement...	----- -----	... aux familles résidant :	MAROC, TUNISIE ET TURQUIE, ANDORRE, MONACO, BOSNIE-HERZÉGOVINE, CROATIE, MACÉDOINE, MONTÉNÉGRO ET SERBIE

II - LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

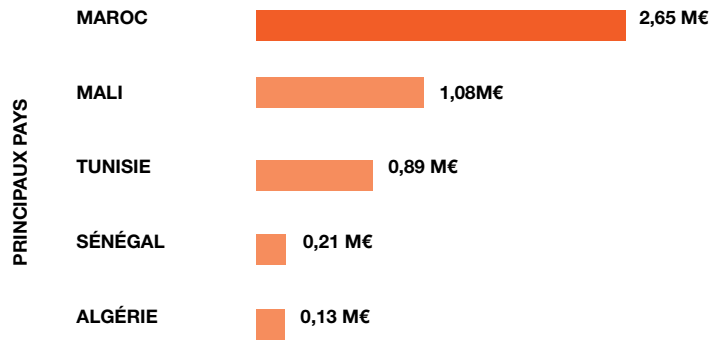
La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : **Argentine, Cameroun, Corée, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Mayotte, Nouvelle Calédonie, Polynésie Française et Saint-Pierre-et-Miquelon**, ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2013

[PLUS DE DÉTAILS](#)



	PAYS	PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS/CHÔMEURS OCCUPÉS EN FRANCE - FAMILLES À L'ÉTRANGER		PF VERSÉES AUX ENFANTS À CHARGE DE TITULAIRES DE RENTES AT-MP		PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS DÉTACHÉS ACCOMPAGNÉS DE LEUR FAMILLE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
		ALGÉRIE	806	125 538	14	620	1	4 312	821
ANDORRE	0	0			3	4 615	3	4 615	
ARGENTINE					0	0	0	0	
BÉNIN	0	0			0	0	0	0	
BOSNIE-HERZÉGOVINE	1	601			0	0	1	601	
CAMEROUN					0	0	0	0	
CAP-VERT	8	1 395			0	0	8	1 395	
CONGO	0	0			0	0	0	0	
CORÉE					0	0	0	0	
CÔTE D'IVOIRE	21	905			0	0	21	905	
GABON	0	0			0	0	0	0	
JAPON					0	0	0	0	
JERSEY					0	0	0	0	
MACÉDOINE	0	0			0	0	0	0	
MADAGASCAR	0	0			0	0	0	0	

PRESTATIONS FAMILIALES
RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS
ASSURANCE CHÔMAGE
LÉGISLATION APPLICABLE
FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE
MOUVEMENTS MIGRATOIRES





► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2013 (SUITE ET FIN)

PLUS DE DÉTAILS

	PAYS	PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS/CHÔMEURS OCCUPÉS EN FRANCE - FAMILLES À L'ÉTRANGER		PF VERSÉES AUX ENFANTS À CHARGE DE TITULAIRES DE RENTES AT-MP		PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS DÉTACHÉS ACCOMPAGNÉS DE LEUR FAMILLE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MALI	2 774	1 075 467			0	0	2 774	1 075 467
	MAROC	5 036	2 646 815			4	7 455	5 040	2 654 271
	MAURITANIE	55	4 220			0	0	55	4 220
	MONACO	0	0					0	0
	MONTÉNÉGRO	0	0			0	0	0	0
	NIGER	0	0			0	0	0	0
	PHILIPPINES					1	1 546	1	1 546
	QUÉBEC					1	1 536	1	1 536
	SÉNÉGAL	805	204 659			2	5 610	807	210 269
	SERBIE	0	0			0	0	0	0
	TOGO	0	0			0	0	0	0
	TUNISIE	1 774	882 496			3	7 412	1 777	889 908
	TURQUIE	173	81 182			0	0	173	81 182
	Sous-total 2013	11 453	5 023 279	14	620	15	32 486	11 482	5 056 385
Sous-total 2012	10 113	4 740 259	18	1 717	25	60 765	10 156	4 802 741	
<i>% évolution</i>	<i>13,25</i>	<i>5,97</i>	<i>-22,22</i>	<i>-63,90</i>	<i>-40,00</i>	<i>-46,54</i>	<i>13,06</i>	<i>5,28</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE					0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE					2	5 804	2	5 804
	POLYNÉSIE FRANÇAISE					1	1 538	1	1 538
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					0	0	0	0
	Sous-total 2013					3	7 342	3	7 342
	Sous-total 2012					0	0	0	0
<i>% évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
Total Général 2013	11 453	5 023 279	14	620	18	39 828	11 485	5 063 727	
Total Général 2012	10 113	4 740 259	18	1 717	25	60 765	10 156	4 802 741	
<i>% évolution</i>	<i>13,25</i>	<i>5,97</i>	<i>-22,22</i>	<i>-63,90</i>	<i>-28,00</i>	<i>-34,46</i>	<i>13,09</i>	<i>5,43</i>	

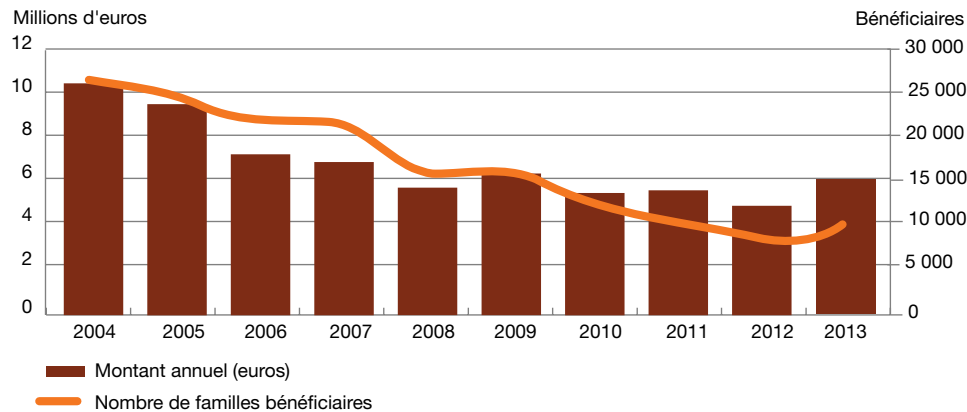
► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES

ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANT ANNUEL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	25 799		10 188 265	
2005	24 285	-5,87	9 315 017	-8,57
2006	21 656	-10,83	7 075 537	-24,04
2007	21 353	-1,40	6 757 486	-4,50
2008	16 652	-22,02	5 615 745	-16,90
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 651	2,21
2012	10 156	-14,41	4 802 741	-12,48
2013	11 485	13,09	5 063 727	5,43



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de moitié avec un taux de décroissement moyen annuel de 7,5 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a quant à lui baissé de 55,5 %.





PARTIE 3

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

- AVANT-PROPOS
- SYNTHÈSE
- RÈGLEMENTS EUROPÉENS
- ACCORDS INTERNATIONAUX
- PAYS HORS CONVENTIONS





RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

■ AVANT-PROPOS	83
■ SYNTHÈSE	84
■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS	
→ Les paiements des rentes d'accident du travail	87
→ Les paiements des pensions d'invalidité	90
→ Les paiements des pensions de vieillesse	93
→ Les paiements des allocations de retraite complémentaire	96
→ Les paiements des allocations de veuvage	101
→ Les paiements des capitaux décès	103
■ ACCORDS INTERNATIONAUX	
→ Les paiements des rentes d'accident du travail	105
→ Les paiements des pensions d'invalidité	108
→ Les paiements des pensions de vieillesse	111
→ Les paiements des allocations de retraite complémentaire	114
→ Les paiements des allocations de veuvage	119
→ Les paiements des capitaux décès	121
■ PAYS HORS CONVENTIONS	
→ Paiements de l'ensemble des pensions, rentes et allocations	123

AVANT-PROPOS



Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, les paiements de rentes d'accidents du travail, de pensions d'invalidité et de pensions de vieillesse et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander à ce que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale et non les montants dus au titre de 2013. En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2013.

Les statistiques qui suivent, sont présentées en trois parties:

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des **règlements européens**
- celles des pays ayant signé une **convention bilatérale** avec la France ou un **accord de coordination** avec la métropole (Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon)
- Celles relatives aux **pays hors conventions**.





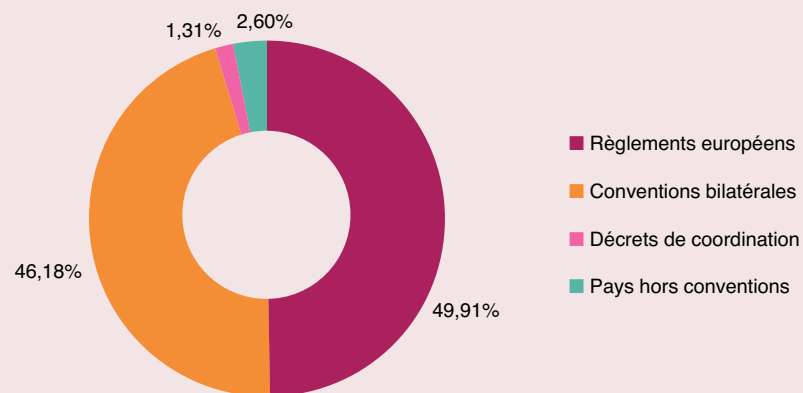
SYNTHÈSE

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS VERSÉS À DES BÉNÉFICIAIRES RÉSIDANT À L'ÉTRANGER EN 2013

[PLUS DE DÉTAILS](#)

TYPE D'ACCORD	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	CAPITAL DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)
Règlements Européens	88 974 809	16 033 289	2 266 160 977	811 692 585	889 265	224 254	3 183 975 180
Conventions Bilatérales	75 510 744	5 184 848	2 236 620 510	608 285 269	20 502 539	146 400	2 946 250 309
Décrets de coordination	51 883	78 496	28 830 054	54 690 045	0	1 606	83 652 083
Pays hors conventions	1 066 392	912 786	93 196 147	70 599 525	4 817	23 204	165 802 871
Total 2013	165 603 828	22 209 419	4 624 807 688	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 379 680 444
Total 2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654
<i>% d'évolution</i>	<i>3,46</i>	<i>-10,66</i>	<i>1,72</i>	<i>0,64</i>	<i>38,38</i>	<i>18,82</i>	<i>1,54</i>

RÉPARTITION DES PAIEMENTS 2013 PAR TYPE D'ACCORD



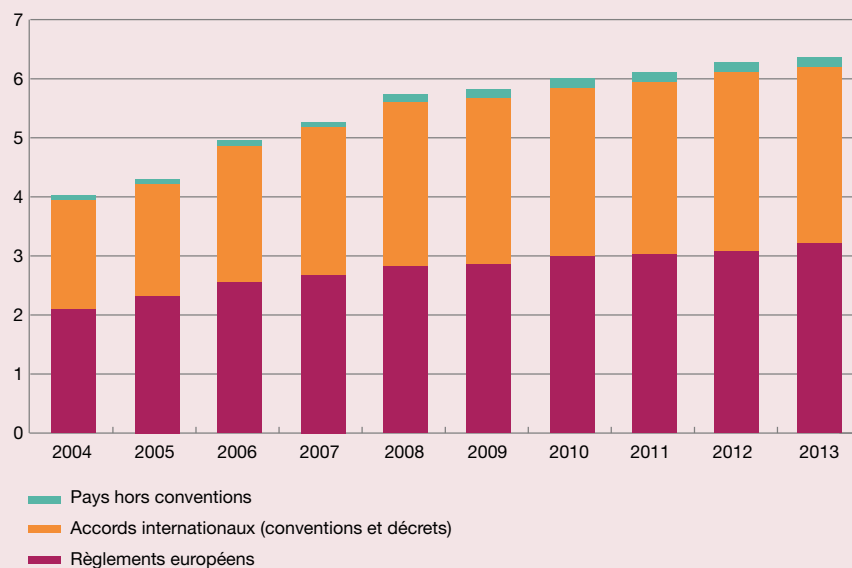
En 2013, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,38 milliards d'euros soit une augmentation de 96,85 millions d'euros par rapport à 2012.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS (TOUT TYPE D'ACCORD)

ANNÉE	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	CAPITAL DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	152 261 564	34 243 611	2 807 998 719	1 027 746 133	32 364 021	401 907	4 055 015 955	
2005	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	23 945 544	478 159	4 319 406 315	6,52
2006	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 026 488	395 795	4 976 483 983	15,21
2007	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	8,82
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	4,25
2009	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 753 399 103	1,91
2010	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 005 777 259	4,39
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,52
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	165 603 828	22 209 419	4 624 807 688	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 379 680 444	1,54

SELON LA NATURE DES ACCORDS

Milliards d'euros



Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,5 % des montants totaux distribués.

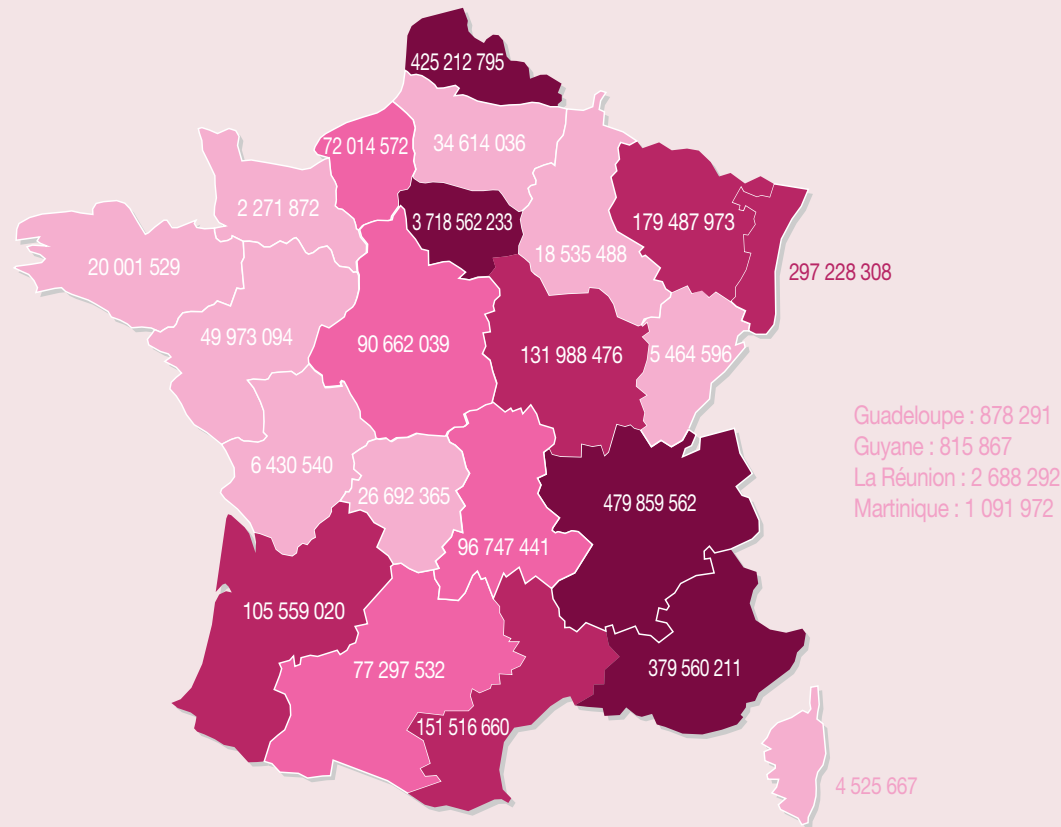
Sur cette même période, 47 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux. Le reste, 2,4 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.





► PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS PAR RÉGIONS FRANÇAISES (TOUT TYPE D'ACCORD)

[PLUS DE DÉTAILS](#)



i La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec **58,29 % du montant total versé**.

La région Rhône-Alpes, 2^{ème} de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 7,52 % des paiements, suivie par la région Nord-Pas de Calais (6,67 %).

- ≥ 300 000 000 euros
- ≥ 100 000 000 euros
- ≥ 60 000 000 euros
- < 60 000 000 euros

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

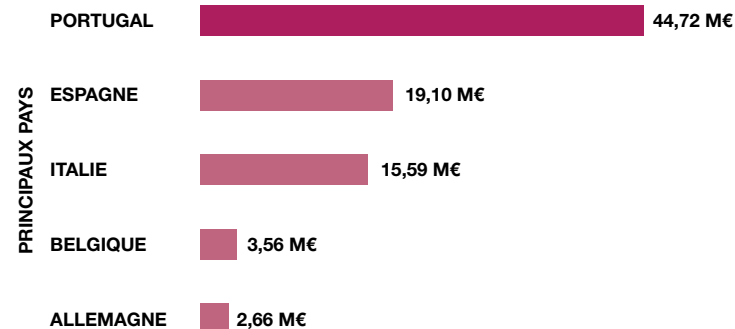
PLUS DE DÉTAILS

RENTES D'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2013



PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	489	1 380 383	89	1 275 706	578	2 656 089
AUTRICHE	15	40 274	3	53 692	18	93 965
BELGIQUE	846	2 039 145	123	1 522 380	969	3 561 526
BULGARIE	1	3 436	4	19 092	5	22 528
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
CROATIE	84	235 512	7	64 680	91	300 192
DANEMARK	4	7 269	0	0	4	7 269
ESPAGNE	5 811	14 843 218	365	4 260 853	6 176	19 104 071
ESTONIE	1	441	4	47 460	5	47 901
FINLANDE	2	4 610	0	0	2	4 610
GRÈCE	32	92 946	5	64 758	37	157 704
HONGRIE	20	52 312	1	11 890	21	64 202
IRLANDE	13	38 942	2	15 420	15	54 361
ISLANDE	0	0	0	0	0	0

RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LÉGISLATION
APPLICABLE

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES



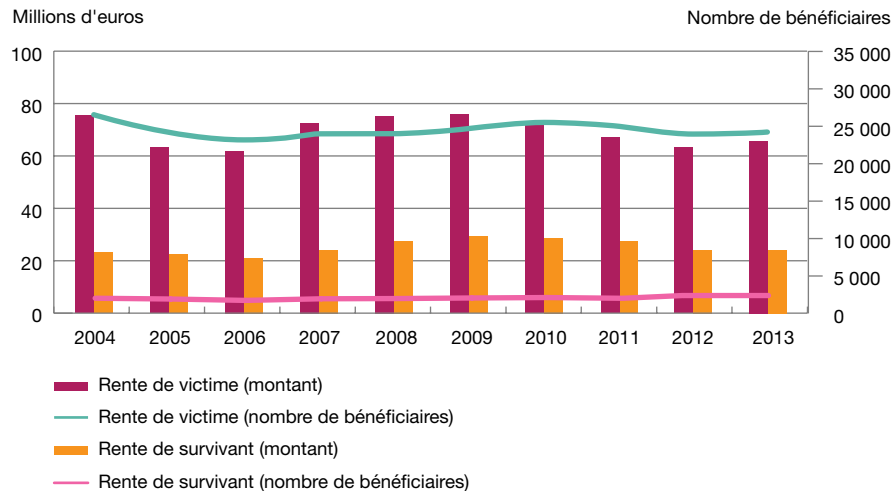
PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2013 (SUITE ET FIN)

PLUS DE DÉTAILS

PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ITALIE	3 190	10 650 638	363	4 935 494	3 553	15 586 132
LETTONIE	3	19 560	1	95	4	19 655
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	109	265 760	10	142 655	119	408 415
MALTE	0	0	0	0	0	0
NORVÈGE	2	1 628	2	21 696	4	23 324
PAYS-BAS	47	84 387	4	55 485	51	139 872
POLOGNE	62	175 957	45	380 668	107	556 624
PORTUGAL	12 943	32 123 605	1 128	12 594 572	14 071	44 718 177
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	7	28 342	2	38 386	9	66 727
ROUMANIE	10	32 468	2	2 944	12	35 411
ROYAUME-UNI	78	149 689	26	298 828	104	448 517
SLOVAQUIE	2	2 454	1	18 783	3	21 237
SLOVÉNIE	15	25 695	1	16 439	16	42 134
SUÈDE	14	35 059	2	36 150	16	71 209
SUISSE	194	455 110	24	307 848	218	762 958
TOTAL 2013	23 994	62 788 839	2 214	26 185 970	26 208	88 974 809
TOTAL 2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454
<i>% évolution</i>	<i>0,89</i>	<i>-0,07</i>	<i>1,47</i>	<i>1,39</i>	<i>0,94</i>	<i>0,36</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES D'AT-MP

ANNÉES	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	26 840	74 820 915	2 273	22 715 156	29 113	97 536 071	
2005	25 072	62 348 687	2 170	22 088 724	27 242	84 437 412	-13,43
2006	23 478	60 835 300	1 983	20 773 192	25 461	81 608 492	-3,35
2007	24 260	72 152 998	2 200	23 911 304	26 460	96 064 302	17,71
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	6,17
2009	24 953	75 010 219	2 308	29 134 734	27 261	104 144 953	2,11
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 994	62 788 839	2 214	26 185 970	26 208	88 974 809	0,36



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 10 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 1,16 % (pour le montant global des rentes, respectivement : - 8,8 % sur la décennie et -1 % par an).
- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente une tendance à la baisse plus marquée que ceux d'une rente de survivant, soit respectivement : -10,6 % et - 2,6 %.
- Sur la période, les paiements des rentes de victime ont diminué, en moyenne, de 1,9 % par an ; les rentes de survivants quant à elles, au contraire, se sont accrues de 1,6 % par an.



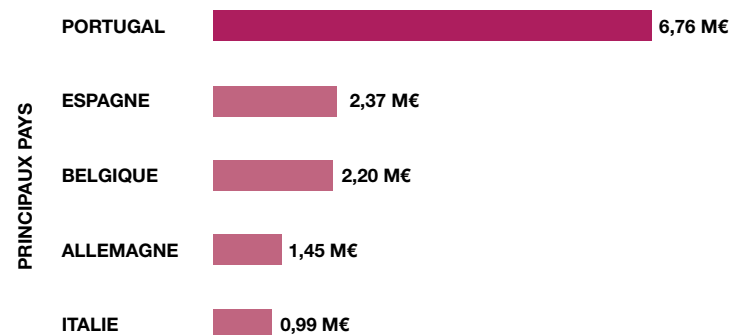
PENSIONS D'INVALIDITÉ

PLUS DE DÉTAILS

La pension d'invalidité est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2013



PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	657	1 412 519	8	39 604	665	1 452 124
AUTRICHE	31	50 471	2	13 336	33	63 808
BELGIQUE	331	1 994 230	35	208 567	366	2 202 797
BULGARIE	2	13 759	0	0	2	13 759
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
CROATIE	3	12 414	1	3 376	4	15 789
DANEMARK	11	42 110	0	0	11	42 110
ESPAGNE	443	2 305 073	11	68 543	454	2 373 616
ESTONIE	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	10	26 478	0	0	10	26 478
GRÈCE	7	39 426	0	0	7	39 426
HONGRIE	3	9 340	1	1 560	4	10 900
IRLANDE	3	27 550	1	7 852	4	35 402
ISLANDE	1	32 805	0	0	1	32 805
ITALIE	200	934 745	11	60 842	211	995 587
LETTONIE	0	0	0	0	0	0

► PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2013 (SUITE ET FIN)

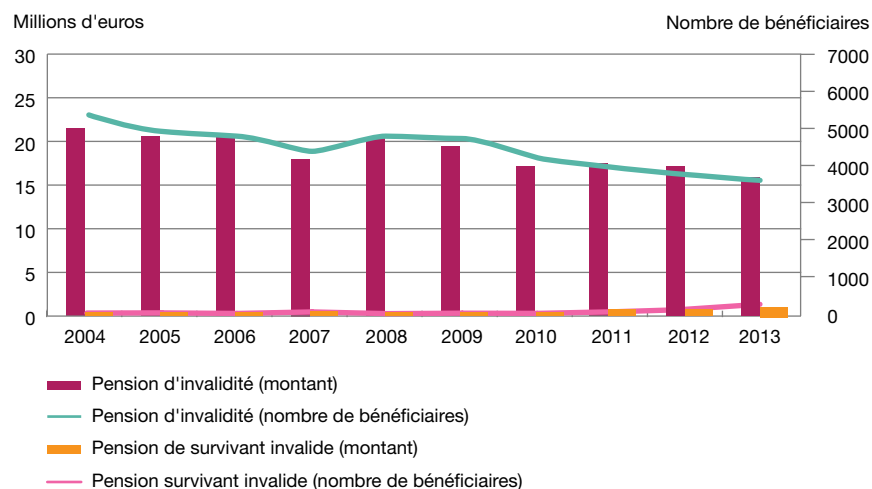
PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
LIECHTENSTEIN	4	5 012	0	0	4	5 012
LITUANIE	1	563	0	0	1	563
LUXEMBOURG	139	541 988	0	0	139	541 988
MALTE	1	16 484	0	0	1	16 484
NORVÈGE	8	15 280	0	0	8	15 280
PAYS-BAS	9	41 257	1	6 555	10	47 812
POLOGNE	33	141 957	1	8 497	34	150 454
PORTUGAL	1 532	6 707 825	13	52 806	1 545	6 760 630
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4	28 281	0	0	4	28 281
ROUMANIE	0	0	0	0	0	0
ROYAUME-UNI	29	179 010	3	29 724	32	208 735
SLOVAQUIE	2	4 681	0	0	2	4 681
SLOVÉNIE	3	4 465	0	0	3	4 465
SUÈDE	29	72 195	0	0	29	72 195
SUISSE	261	757 498	10	114 613	271	872 111
TOTAL 2013	3 757	15 417 414	98	615 875	3 855	16 033 289
TOTAL 2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717
<i>% évolution</i>	<i>-2,57</i>	<i>-9,99</i>	<i>3,16</i>	<i>18,84</i>	<i>- 2,43</i>	<i>-9,15</i>



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	5 429	21 417 833	94	388 321	5 523	21 806 154	
2005	4 999	20 579 936	98	409 134	5 097	20 989 070	-3,75
2006	4 846	20 113 844	83	372 042	4 929	20 485 886	-2,40
2007	4 496	17 995 696	124	465 627	4 620	18 461 323	-9,88
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	10,82
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	-12,15
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 757	15 417 414	98	615 875	3 855	16 033 289	-9,15



Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 30,2 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 3,9 %.

- Le montant global versé a également diminué de plus de 26 % sur la même période, soit une baisse annuelle moyenne de 3,4 %.
- Sur l'ensemble de la décennie, la part des pensions de survivant invalide demeure très faible par rapport au total des paiements de pensions d'invalidité : près de 4 % en 2013 et 1,8 % en 2004.

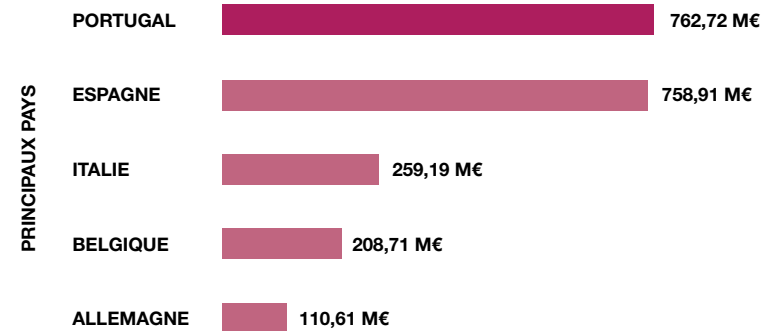
PENSIONS DE VIEILLESSE

PLUS DE DÉTAILS

La pension de vieillesse est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2013



PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	44 503	83 708 232	17 348	26 900 218	61 851	110 608 451
AUTRICHE	2 083	4 145 461	379	627 824	2 462	4 773 285
BELGIQUE	52 134	173 628 811	17 610	35 081 499	69 744	208 710 310
BULGARIE	162	641 544	30	85 156	192	726 699
CHYPRE	67	304 988	2	7 066	69	312 054
CROATIE	2 340	6 442 498	638	1 095 094	2 978	7 537 593
DANEMARK	562	1 171 300	22	46 650	584	1 217 950
ESPAGNE	280 265	659 066 244	71 329	99 840 919	351 594	758 907 163
ESTONIE	10	77 149	2	25 003	12	102 152
FINLANDE	260	491 002	10	41 360	270	532 362
GRÈCE	1 977	6 423 134	331	873 186	2 308	7 296 320
HONGRIE	440	2 056 462	78	177 964	518	2 234 426

RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONSASSURANCE
CHÔMAGELÉGISLATION
APPLICABLEFLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCEMOUVEMENTS
MIGRATOIRES

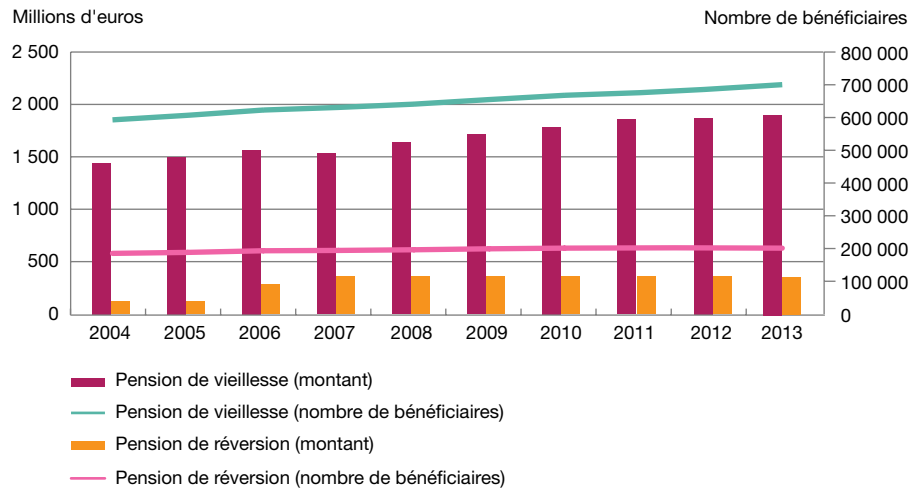
PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2013 (SUITE ET FIN)

PLUS DE DÉTAILS

PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
IRLANDE	312	1 007 288	18	47 679	330	1 054 966
ISLANDE	7	16 580	0	0	7	16 580
ITALIE	91 624	188 473 931	42 537	70 714 469	134 161	259 188 400
LETTONIE	9	33 886	0	0	9	33 886
LIECHTENSTEIN	39	104 756	10	12 051	49	116 807
LITUANIE	14	59 936	3	5 454	17	65 390
LUXEMBOURG	3 958	14 258 349	815	1 848 467	4 773	16 106 816
MALTE	50	302 200	2	1 101	52	303 301
NORVÈGE	395	887 104	9	17 244	404	904 347
PAYS-BAS	3 549	6 656 357	378	614 085	3 927	7 270 441
POLOGNE	3 426	8 192 232	4 134	7 013 287	7 560	15 205 520
PORTUGAL	164 267	662 863 105	43 681	99 857 906	207 948	762 721 011
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	309	994 085	165	269 745	474	1 263 831
ROUMANIE	285	1 322 241	39	94 398	324	1 416 639
ROYAUME-UNI	8 480	19 487 688	607	1 473 399	9 087	20 961 087
SLOVAQUIE	131	377 452	161	141 904	292	519 356
SLOVÉNIE	588	1 777 386	202	360 910	790	2 138 295
SUÈDE	1 421	2 829 848	75	161 017	1 496	2 990 865
SUISSE	22 079	67 700 286	1 225	3 224 388	23 304	70 924 674
TOTAL 2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977
TOTAL 2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296
% Évolution	0,58	2,83	-0,76	0,48	0,27	2,46

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

ANNÉES	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	594 220	1 442 426 400	186 713	95 699 155	780 933	1 538 125 554	
2005	608 673	1 513 381 775	189 809	98 036 786	798 482	1 611 418 561	4,77
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	819 612	1 800 354 362	11,72
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	827 876	1 865 259 669	3,61
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	4,65
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46



Au cours des 10 dernières années, le nombre de titulaires d'une pension de vieillesse ou réversion résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 13,7 %, ce qui représente une évolution annuelle moyenne de 1,4 %.

En parallèle, les montants versés ont augmenté de 47,3 % soit une évolution annuelle moyenne de 4,4 %.





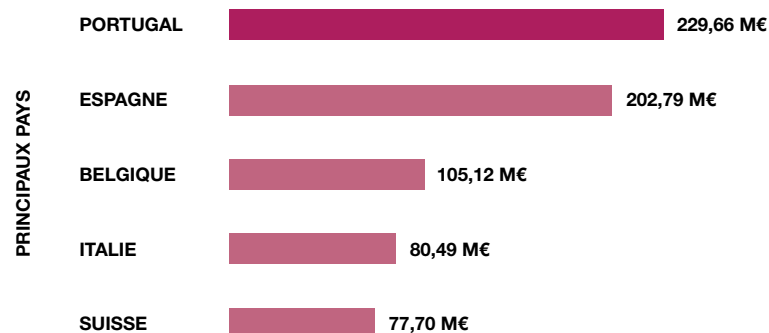
ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

[PLUS DE DÉTAILS](#)

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2013



PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	18 965	34 244 798	6 534	9 068 079	25 499	43 312 877
AUTRICHE	965	2 668 747	252	665 466	1 217	3 334 213
BELGIQUE	37 090	84 647 817	15 332	20 476 324	52 422	105 124 141
BULGARIE	124	279 275	37	56 157	161	335 432
CHYPRE	90	658 236	10	32 028	100	690 264
CROATIE	1 185	2 002 763	354	398 310	1 539	2 401 073
DANEMARK	451	927 650	75	243 184	526	1 170 834
ESPAGNE	131 353	170 029 369	36 223	32 758 446	167 576	202 787 815
ESTONIE	8	13 937	5	5 096	13	19 033
FINLANDE	204	390 615	29	80 063	233	470 678
GRÈCE	1 517	3 780 304	432	932 636	1 949	4 712 940
HONGRIE	345	884 594	105	137 310	450	1 021 904
IRLANDE	316	908 973	41	116 820	357	1 025 793
ISLANDE	13	19 466	2	4 453	15	23 919
ITALIE	48 302	60 157 057	22 225	20 337 204	70 527	80 494 261
LETTONIE	10	15 016	3	2 941	13	17 957
LIECHTENSTEIN	31	114 319	7	26 764	38	141 083

► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2013 (SUITE ET FIN)

PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
LITUANIE	13	54 525	2	988	15	55 513
LUXEMBOURG	2 698	9 397 606	655	1 164 823	3 353	10 562 429
MALTE	67	735 008	14	39 278	81	774 286
NORVÈGE	259	693 833	32	86 213	291	780 046
PAYS-BAS	2 593	5 527 149	523	1 168 948	3 116	6 696 097
POLOGNE	2 163	2 401 818	2 819	1 494 832	4 982	3 896 650
PORTUGAL	135 452	192 461 309	45 682	37 198 080	181 134	229 659 389
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	242	735 172	125	141 049	367	876 221
ROUMANIE	278	998 687	53	71 271	331	1 069 958
ROYAUME-UNI	6 949	24 730 506	1 223	3 895 996	8 172	28 626 502
SLOVAQUIE	97	275 526	119	34 584	216	310 110
SLOVÉNIE	352	543 671	165	170 408	517	714 079
SUÈDE	1 130	2 368 601	180	517 321	1 310	2 885 922
SUISSE	15 568	66 520 500	3 006	11 180 666	18 574	77 701 166
TOTAL 2013	408 830	669 186 847	136 264	142 505 738	545 094	811 692 585
TOTAL 2012	395 436	659 440 844	132 312	140 890 864	527 748	800 331 708
<i>% évolution</i>	<i>3,39</i>	<i>1,48</i>	<i>2,99</i>	<i>1,15</i>	<i>3,29</i>	<i>1,42</i>

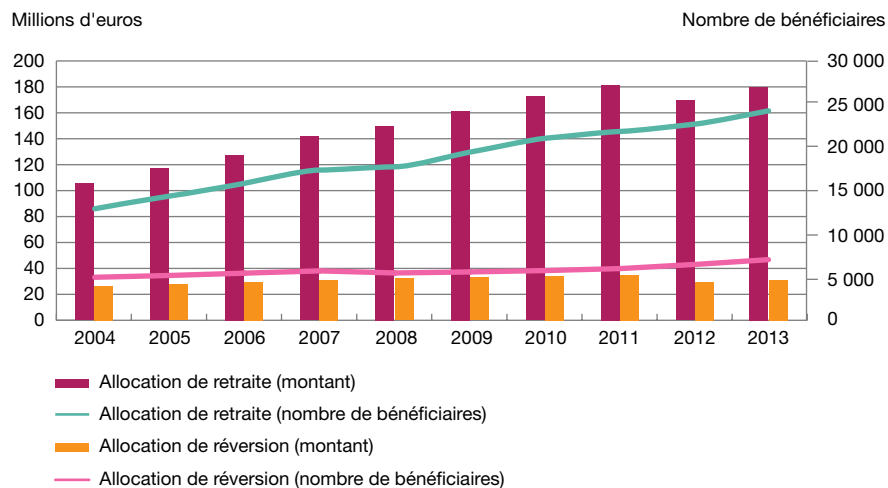




ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)

PLUS DE DÉTAILS

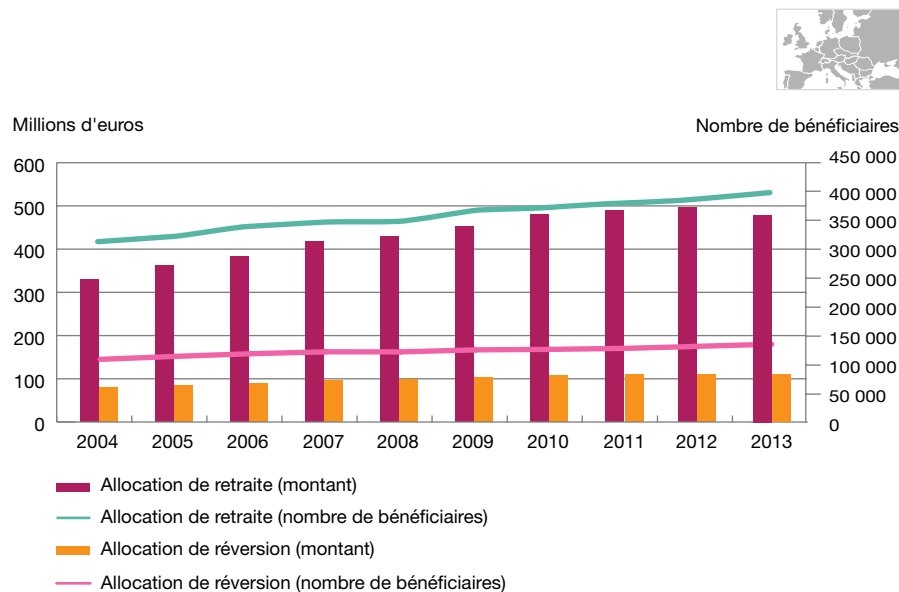
ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	13 015	105 563 124	5 370	26 315 420	18 385	131 878 544	
2005	14 247	117 060 512	5 544	27 505 287	19 791	144 565 799	9,62
2006	15 466	127 862 225	5 768	29 441 524	21 234	157 303 749	8,81
2007	16 699	141 471 337	5 987	30 865 819	22 686	172 337 156	9,56
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	5,59
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88
2013	23 960	184 012 562	6 684	33 986 782	30 644	217 999 344	9,22



- Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de plus de 66 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,8 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 65,3 % sur la décennie et + 5,7 % par an).
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 84 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 24,4 %).
- Sur la période, les paiements d'allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 6,3 % par an ; les allocations de réversion quant à elles se sont accrues de 2,9 % par an.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	308 541	324 584 020	108 016	75 222 108	416 557	399 806 128	
2005	315 603	357 270 998	112 566	82 521 150	428 169	439 792 147	10,00
2006	331 637	377 186 303	116 636	86 904 103	448 273	464 090 406	5,52
2007	339 556	409 677 857	119 628	92 816 215	459 184	502 494 073	8,28
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	3,05
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64
2013	384 870	485 174 285	129 580	108 518 956	514 450	593 693 241	-1,17



• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 23,5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,4 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 48,5 % sur la décennie et + 4,5 % par an).

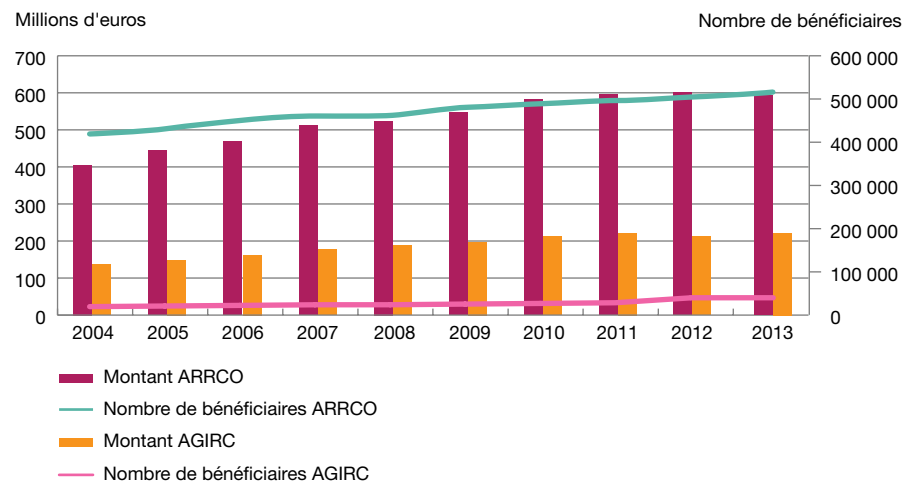
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la hausse (+24,7 %) légèrement plus marquée que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 20 %).
- Sur la période, les paiements d'allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 4,6 %, soit une évolution quasi identique par rapport aux allocations de réversion (+4,2 %).





▶ RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

[PLUS DE DÉTAILS](#)



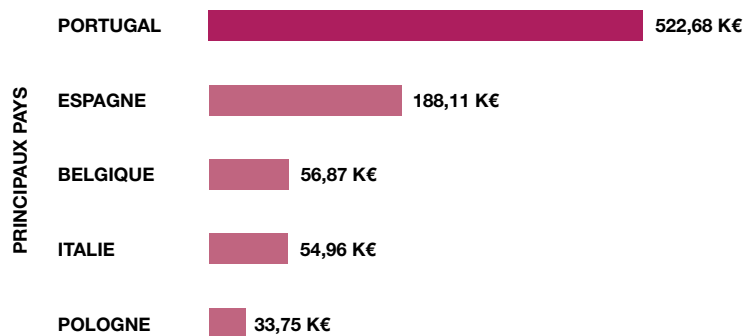
- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 74,2 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 95,1 % de l'ensemble des bénéficiaires.

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1er jour du mois de décès.

► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2013



PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	4	477
AUTRICHE	0	0
BELGIQUE	21	56 865
BULGARIE	0	0
CHYPRE	0	0
CROATIE	0	3 511
DANEMARK	0	0
ESPAGNE	82	188 113
ESTONIE	0	0
FINLANDE	0	0
GRÈCE	1	7 789
HONGRIE	0	0
IRLANDE	0	0
ISLANDE	0	0
ITALIE	12	54 963
LETTONIE	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0
LITUANIE	0	0
LUXEMBOURG	0	0
MALTE	0	0
NORVÈGE	0	0
PAYS-BAS	3	4 713
POLOGNE	4	33 755
PORTUGAL	81	522 684
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0
ROUMANIE	0	0
ROYAUME-UNI	0	1 215
SLOVAQUIE	0	0
SLOVÉNIE	0	0
SUÈDE	1	0
SUISSE	5	15 182
TOTAL 2013	214	889 265
TOTAL 2012	202	948 161
<i>% Évolution</i>	<i>5,94</i>	<i>-6,21</i>

PLUS DE DÉTAILS

RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONSASSURANCE
CHÔMAGELÉGISLATION
APPLICABLEFLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCEMOUVEMENTS
MIGRATOIRES



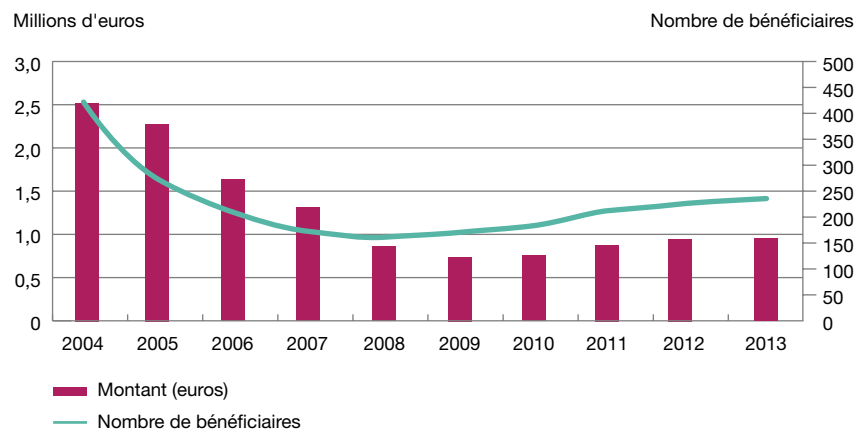
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

[PLUS DE DÉTAILS](#)

ANNÉES	ALLOCATION DE VEUVAGE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	393	2 510 098	
2005	247	2 261 476	-9,90
2006	195	1 615 950	-28,54
2007	152	1 287 809	-20,31
2008	146	838 555	-34,89
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21



- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de près de la moitié (- 45,6 %) au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 6,5%.
- Le montant global a baissé plus fortement sur la même période : - 64,6 %, soit - 10,9 % de diminution annuelle moyenne.

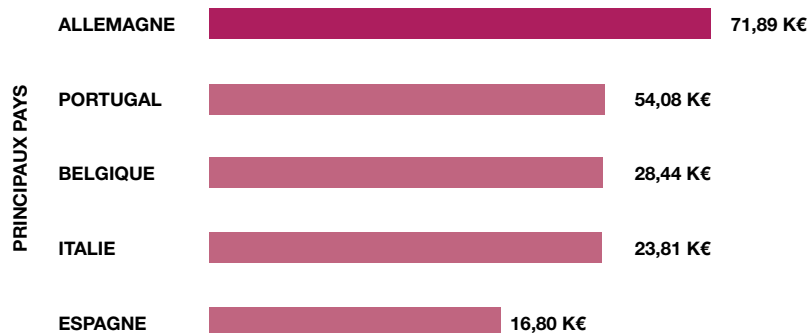


CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique; il est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

► PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2013



PAYS	CAPITAL DÉCÈS	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	24	71 894
AUTRICHE	0	0
BELGIQUE	7	28 444
BULGARIE	0	0
CHYPRE	0	0
CROATIE	0	0
DANEMARK	0	0
ESPAGNE	3	16 800
ESTONIE	0	0
FINLANDE	0	0
GRÈCE	0	0
HONGRIE	0	0
IRLANDE	0	0
ISLANDE	0	0
ITALIE	8	23 805
LETONIE	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0
LITUANIE	0	0
LUXEMBOURG	3	8 531
MALTE	0	0
NORVÈGE	0	0
PAYS-BAS	0	0
POLOGNE	1	5 263
PORTUGAL	11	54 079
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0
ROUMANIE	0	0
ROYAUME-UNI	2	5 214
SLOVAQUIE	0	0
SLOVÉNIE	0	0
SUÈDE	0	0
SUISSE	4	10 225
Total 2013	63	224 254
Total 2012	48	175 669
<i>% évolution</i>	<i>31,25</i>	<i>27,66</i>

[PLUS DE DÉTAILS](#)
RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONSASSURANCE
CHÔMAGELÉGISLATION
APPLICABLEFLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCEMOUVEMENTS
MIGRATOIRES



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES CAPITAUX DÉCÈS

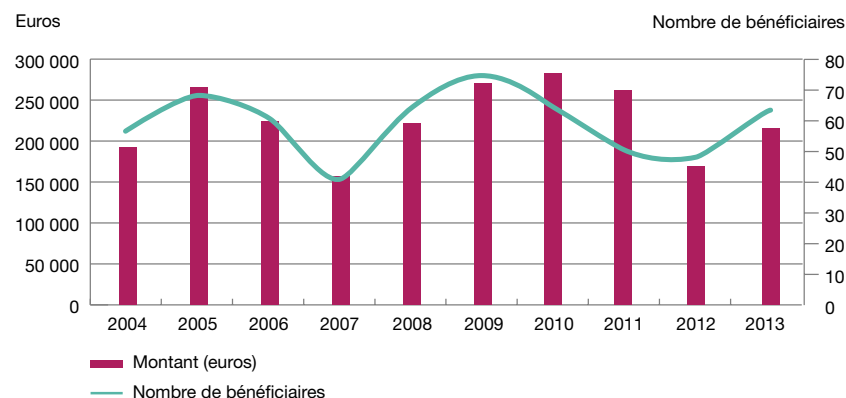
PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	CAPITAL DÉCÈS		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	57	191 037	
2005	68	262 801	37,57
2006	61	222 635	-15,28
2007	39	154 338	-30,68
2008	64	220 441	42,83
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66



Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 10,5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,1 %.

Le montant global est en hausse de 17,4 % sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,8 %.



ACCORDS INTERNATIONAUX

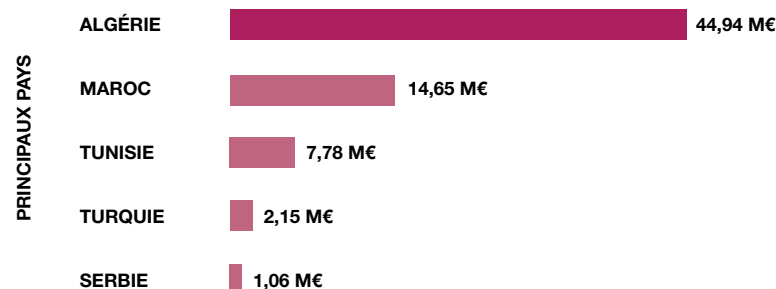
PLUS DE DÉTAILS

RENTES D'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2013



	PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	11 676	27 335 440	1 769	17 602 085	13 445	44 937 525
	ANDORRE	13	29 611	0	0	13	29 611
	ARGENTINE	3	14 624	0	0	3	14 624
	BÉNIN	9	30 182	1	8 421	10	38 603
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	48	116 713	3	33 032	51	149 746
	CAMEROUN	21	42 750	1	18 086	22	60 836
	CANADA	270	718 365	13	274 511	283	992 877
	CAP-VERT	14	29 038	1	9 034	15	38 072
	CHILI	8	61 881	0	0	8	61 881
	CONGO	7	13 716	0	0	7	13 716
	CORÉE	0	0	1	14 151	1	14 151
	CÔTE D'IVOIRE	19	32 565	2	16 242	21	48 808
	ETATS-UNIS	172	463 712	17	213 711	189	677 423
	GABON	9	30 028	3	56 421	12	86 449
	GUERNESEY	1	3 167	0	0	1	3 167
	INDE	5	14 101	0	0	5	14 101
ISRAEL	126	265 496	5	84 028	131	349 524	
JAPON	2	5 606	0	0	2	5 606	

RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LÉGISLATION
APPLICABLE

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES



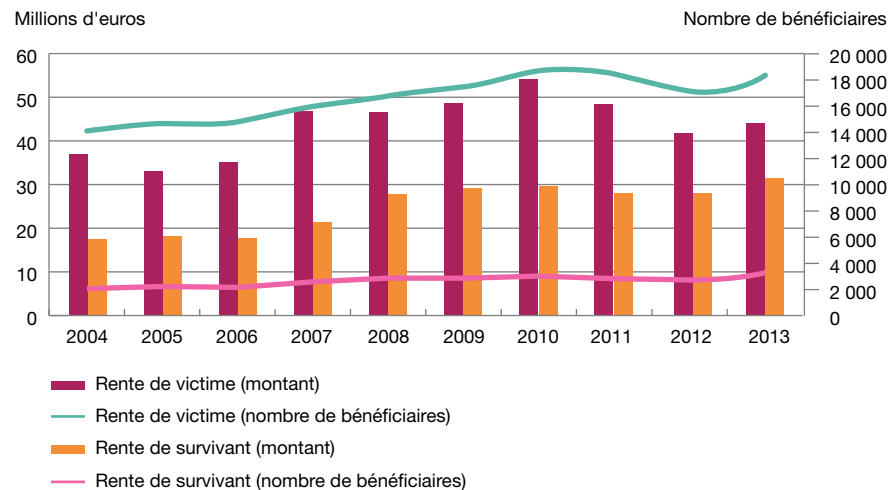
PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2013 (SUITE ET FIN)

PLUS DE DÉTAILS

	PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	JERSEY	2	3 854	0	0	2	3 854
	MACÉDOINE	17	35 963	3	34 726	20	70 689
	MADAGASCAR	37	100 079	10	50 753	47	150 832
	MALI	197	542 495	44	220 109	241	762 604
	MAROC	3 063	7 685 243	731	6 968 265	3 794	14 653 508
	MAURITANIE	42	97 019	11	75 159	53	172 178
	MONACO	5	9 458	1	30 495	6	39 953
	MONTÉNÉGRO	15	23 327	0	0	15	23 327
	NIGER	4	4 804	0	0	4	4 804
	PHILIPPINES	4	9 777	0	0	4	9 777
	QUÉBEC	20	40 659	2	7 982	22	48 641
	SAINT-MARIN	15	54 592	1	19 871	16	74 464
	SÉNÉGAL	145	428 279	91	529 470	236	957 748
	SERBIE	387	848 265	24	209 778	411	1 058 042
	TOGO	7	10 114	0	0	7	10 114
	TUNISIE	1 640	3 786 435	251	3 994 638	1 891	7 781 073
	TURQUIE	464	1 286 966	106	865 450	570	2 152 416
		SOUS-TOTAL 2013	18 467	44 174 328	3 091	31 336 416	21 558
	SOUS-TOTAL 2012	17 503	42 985 619	2 844	27 358 914	20 347	70 344 533
	<i>% évolution</i>	<i>5,51</i>	<i>2,77</i>	<i>8,68</i>	<i>14,54</i>	<i>5,95</i>	<i>7,34</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	1	963	1	8 668	2	9 630
	NOUVELLE-CALÉDONIE	10	25 174	0	0	10	25 174
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	9	13 724	1	42	10	13 766
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	3 313	0	0	1	3 313
	SOUS-TOTAL 2013	21	43 173	2	8 710	23	51 883
	SOUS-TOTAL 2012	17	41 056	2	8 598	19	49 654
	<i>% évolution</i>	<i>23,53</i>	<i>5,16</i>	<i>0,00</i>	<i>1,29</i>	<i>21,05</i>	<i>4,49</i>
	TOTAL GÉNÉRAL 2013	18 488	44 217 501	3 093	31 345 126	21 581	75 562 627
	TOTAL GÉNÉRAL 2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187
	<i>% évolution</i>	<i>5,53</i>	<i>2,77</i>	<i>8,68</i>	<i>14,53</i>	<i>5,97</i>	<i>7,34</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES D'AT-MP

ANNÉES	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	14 244	36 914 381	2 137	17 213 494	16 381	54 127 875	
2005	14 794	32 712 738	2 304	17 416 899	17 098	50 129 636	-7,39
2006	14 833	35 063 427	2 234	17 364 986	17 067	52 428 413	4,59
2007	16 158	46 768 822	2 657	20 958 079	18 815	67 726 901	29,18
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	9,29
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 488	44 217 501	3 093	31 345 126	21 581	75 562 627	7,34



Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 31,7 % au cours de ces 10 dernières années, soit une hausse annuelle moyenne de 3,1 % (pour le montant global des rentes, respectivement : + 39,6 % sur la décennie et + 3,8 % par an).

- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente une tendance moins accentuée à la hausse (+ 29,8 %) que celui d'une rente de survivant (+ 44,7 %).
- Sur la période, les paiements de rentes de victime ont augmenté, en moyenne, de 2 % par an ; les rentes de survivants quant à elles se sont accrues de 6,9 % par an.





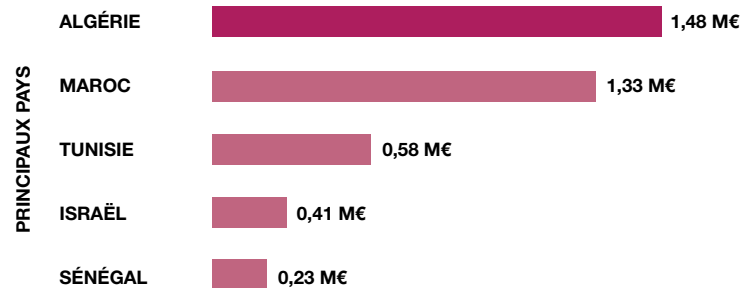
[PLUS DE DÉTAILS](#)

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La pension d'invalidité est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2013



	PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	38	160 956	347	1 323 499	385	1 484 455
	ANDORRE	3	20 379	0	0	3	20 379
	ARGENTINE	2	10 470	0	0	2	10 470
	BÉNIN	1	2 520	0	0	1	2 520
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	3	21 706	0	0	3	21 706
	CAMEROUN	1	1 577	0	0	1	1 577
	CANADA	16	106 055	4	15 695	20	121 750
	CAP-VERT	0	0	1	3 995	1	3 995
	CHILI	2	14 919	1	1 560	3	16 479
	CONGO	0	0	0	0	0	0
	CORÉE	0	0	0	0	0	0
	CÔTE D IVOIRE	6	41 002	0	0	6	41 002
	ETATS-UNIS	20	174 133	3	39 413	23	213 546
	GABON	0	0	0	0	0	0
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0
	INDE	1	519	2	15 704	3	16 223
ISRAEL	43	396 424	4	16 520	47	412 945	
JAPON	0	0	0	0	0	0	
JERSEY	0	0	0	0	0	0	

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2013 (SUITE ET FIN)

	PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	4	23 317	0	0	4	23 317
	MADAGASCAR	25	207 970	3	18 589	28	226 559
	MALI	6	27 711	1	1 170	7	28 881
	MAROC	144	908 967	109	424 859	253	1 333 826
	MAURITANIE	1	3 515	0	0	1	3 515
	MONACO	4	19 762	1	10 195	5	29 957
	MONTÉNÉGRO	0	0	0	0	0	0
	NIGER	1	15 541	0	0	1	15 541
	PHILIPPINES	2	25 300	1	7 852	3	33 152
	QUÉBEC	2	11 140	0	0	2	11 140
	SAINT-MARIN	0	0	0	0	0	0
	SÉNÉGAL	24	200 647	4	32 689	28	233 336
	SERBIE	15	71 623	2	9 452	17	81 075
	TOGO	1	8 379	0	0	1	8 379
	TUNISIE	75	514 555	20	69 513	95	584 067
	TURQUIE	33	205 058	0	0	33	205 058
	SOUS-TOTAL 2013	473	3 194 143	503	1 990 705	976	5 184 848
SOUS-TOTAL 2012	525	3 742 343	572	2 514 987	1 097	6 257 330	
<i>% évolution</i>	<i>-9,90</i>	<i>-14,65</i>	<i>-12,06</i>	<i>-20,85</i>	<i>-11,03</i>	<i>-17,14</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	4	32 078	1	7 852	5	39 929
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	6	38 566	0	0	6	38 566
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2013	10	70 644	1	7 852	11	78 496
	SOUS-TOTAL 2012	14	125 849	1	7 736	15	133 585
	<i>% évolution</i>	<i>-28,57</i>	<i>-43,87</i>	<i>0,00</i>	<i>1,50</i>	<i>-26,67</i>	<i>-41,24</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2013	483	3 264 787	504	1 998 557	987	5 263 344	
TOTAL GÉNÉRAL 2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	
<i>% évolution</i>	<i>-10,39</i>	<i>-15,60</i>	<i>-12,04</i>	<i>-20,78</i>	<i>-11,24</i>	<i>-17,64</i>	

 RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

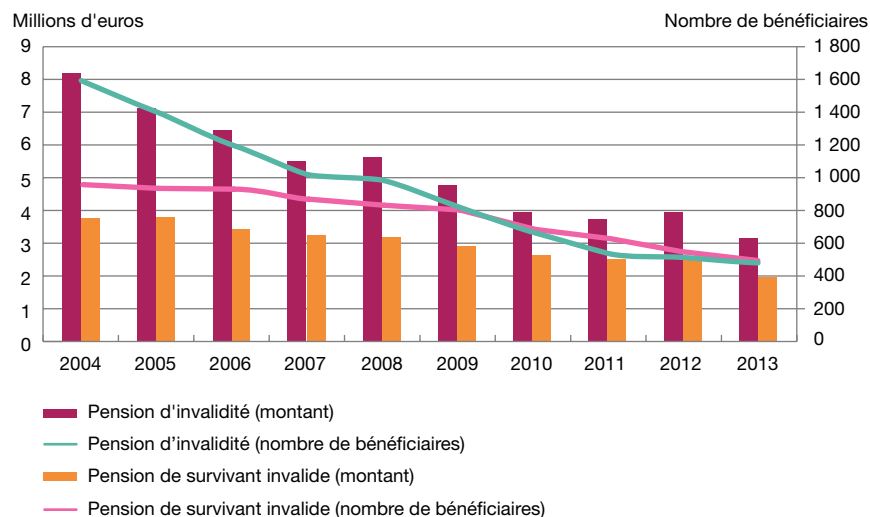
 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES




ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	1 603	8 306 159	956	3 710 967	2 559	12 017 126	
2005	1 385	7 337 128	937	3 825 412	2 322	11 162 539	-7,11
2006	1 200	6 543 256	933	3 413 378	2 133	9 956 634	-10,80
2007	1 017	5 597 869	882	3 276 063	1 899	8 873 931	-10,87
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	1,74
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	-14,24
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	483	3 264 787	504	1 998 557	987	5 263 344	-17,64



Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 61,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 10% (pour le montant global des pensions, respectivement : - 56,2% sur la décennie et - 8,8% par an).

- Les titulaires d'une pension d'invalidité ont tendance à diminuer plus fortement (- 69,9%) que les titulaires d'une pension de survivant invalide (- 47,3%).
- Sur l'ensemble de la décennie, les paiements de pensions d'invalidité ont diminué, en moyenne, de 9,9% par an ; les pensions de survivant invalide baissant quant elles de 6,7% par an.

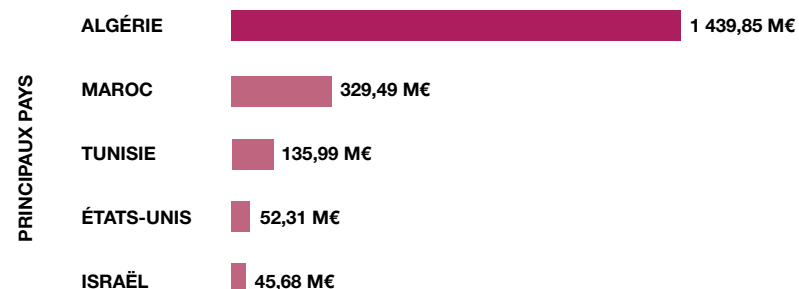
PENSIONS DE VIEILLESSE

PLUS DE DÉTAILS

La pension de vieillesse est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2013



	PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	255 192	817 047 738	226 124	622 801 826	481 316	1 439 849 564
	ANDORRE	787	3 000 514	133	208 436	920	3 208 950
	ARGENTINE *	129	564 466	82	157 395	211	721 861
	BÉNIN	256	985 165	18	37 923	274	1 023 087
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	1 080	2 079 338	382	576 824	1 462	2 656 161
	CAMEROUN	727	2 857 780	58	150 935	785	3 008 714
	CANADA	8 687	28 373 355	1 737	3 377 842	10 424	31 751 197
	CAP-VERT	197	738 390	113	344 969	310	1 083 359
	CHILI	643	3 227 640	115	396 776	758	3 624 416
	CONGO	94	402 346	3	14 177	97	416 523
	CORÉE	93	222 890	3	16 264	96	239 154
	CÔTE D IVOIRE	726	3 445 868	39	97 829	765	3 543 697
	ETATS-UNIS	15 659	49 297 646	1 237	3 012 849	16 896	52 310 496
	GABON	205	1 251 905	18	52 421	223	1 304 326
	GUERNESEY	17	55 537	2	3 305	19	58 842
	INDE	18	114 059	7	22 372	25	136 431
	ISRAËL	7 808	43 370 638	796	2 304 550	8 604	45 675 188
JAPON	1 717	3 950 740	66	162 951	1 783	4 113 691	
JERSEY	89	187 645	16	18 351	105	205 996	

 RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES


PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2013 (SUITE ET FIN)

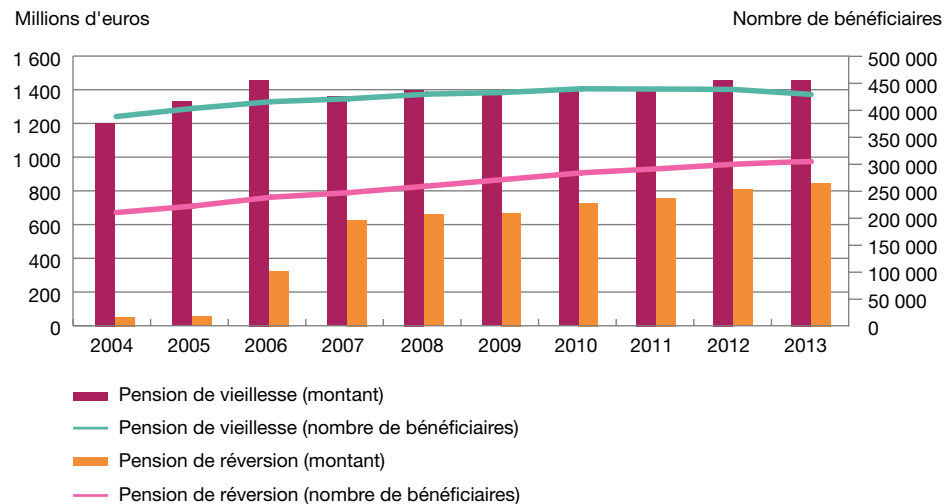
PLUS DE DÉTAILS

	PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	829	1 504 505	284	405 834	1 113	1 910 340	
	MADAGASCAR	1 437	9 098 153	132	438 778	1 569	9 536 931	
	MALI	5 547	10 757 856	1 166	3 713 109	6 713	14 470 965	
	MAROC	53 313	206 861 756	45 787	122 627 791	99 100	329 489 547	
	MAURITANIE	1 608	4 407 631	1 397	3 009 562	3 005	7 417 193	
	MONACO	2 211	12 624 607	298	1 232 286	2 509	13 856 893	
	MONTÉNÉGRO	12	21 542	4	2 031	16	23 573	
	NIGER	34	144 231	2	3 704	36	147 935	
	PHILIPPINES	206	1 216 565	22	47 467	228	1 264 033	
	QUÉBEC	11 468	20 191 666	834	1 137 737	12 302	21 329 403	
	SAINT-MARIN	309	827 457	91	169 320	400	996 777	
	SÉNÉGAL	5 774	20 289 768	3 405	10 519 372	9 179	30 809 141	
	SERBIE	10 148	28 337 421	2 721	4 818 474	12 869	33 155 895	
	TOGO	269	931 322	16	41 896	285	973 219	
	TUNISIE	26 085	93 447 331	15 656	42 547 242	41 741	135 994 573	
	TURQUIE	13 573	28 904 501	5 482	11 407 939	19 055	40 312 440	
		Sous-total 2013	426 947	1 400 739 973	308 246	835 880 538	735 193	2 236 620 510
	Sous-total 2012	431 950	1 404 866 686	302 940	815 086 037	734 890	2 219 952 723	
	<i>% évolution</i>	<i>-1,16</i>	<i>-0,29</i>	<i>1,75</i>	<i>2,55</i>	<i>0,04</i>	<i>0,75</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	191	929 514	4	10 690	195	940 204	
	NOUVELLE-CALÉDONIE	4 052	16 460 664	285	948 878	4 337	17 409 542	
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	1 922	9 415 747	108	315 173	2 030	9 730 919	
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	28	682 597	7	66 792	35	749 389	
		Sous-total 2013	6 193	27 488 521	404	1 341 533	6 597	28 830 054
		Sous-total 2012	6 078	26 739 240	404	1 275 317	6 482	28 014 558
		<i>% évolution</i>	<i>1,89</i>	<i>2,80</i>	<i>0,00</i>	<i>5,19</i>	<i>1,77</i>	<i>2,91</i>
	Total Général 2013	433 140	1 428 228 494	308 650	837 222 070	741 790	2 265 450 564	
	Total général 2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	
	<i>% évolution</i>	<i>-1,12</i>	<i>-0,24</i>	<i>1,75</i>	<i>2,56</i>	<i>0,06</i>	<i>0,78</i>	

* Données partielles : Le régime général n'a pas été en mesure de nous fournir de données pour l'Argentine en 2013.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

ANNÉES	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	385 727	1 200 203 522	207 558	44 771 930	593 285	1 244 975 451	
2005	400 859	1 325 242 408	219 720	48 763 673	620 579	1 374 006 081	10,36
2006	413 261	1 453 034 536	236 028	321 875 594	649 289	1 774 910 130	29,18
2007	418 618	1 356 254 991	244 455	623 061 044	663 073	1 979 316 035	11,52
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	3,80
2009	430 300	1 371 458 513	268 791	669 802 297	699 091	2 041 260 809	-0,65
2010	437 110	1 405 070 396	281 229	724 679 548	718 339	2 129 749 944	4,34
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,70
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 140	1 428 228 494	308 650	837 222 070	741 790	2 265 450 564	0,78



Au cours des 10 dernières années, le nombre de titulaires d'une pension de vieillesse ou réversion résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 25 % ce qui représente une évolution annuelle moyenne de 2,5 %.

En parallèle, les montants versés ont augmenté de 81,9 % soit une évolution annuelle moyenne de 6,9 %.





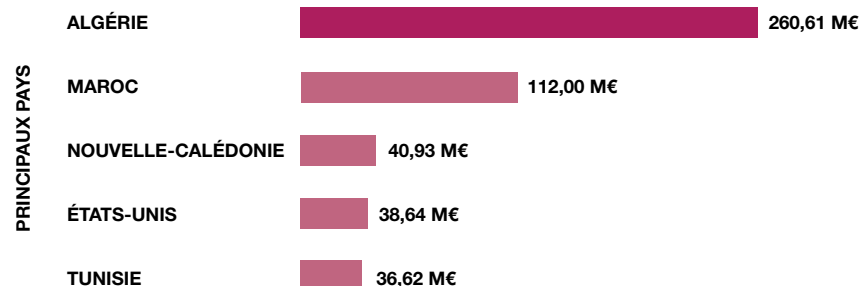
ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

[PLUS DE DÉTAILS](#)

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculées sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2013



	PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	201 595	154 824 959	149 929	105 783 409	351 524	260 608 368
	ANDORRE	496	2 246 436	115	492 538	611	2 738 974
	ARGENTINE	506	2 482 203	232	768 861	738	3 251 064
	BÉNIN	221	589 061	48	106 825	269	695 886
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	537	623 893	119	113 626	656	737 519
	CAMEROUN	612	2 701 925	107	337 883	719	3 039 808
	CANADA	8 146	14 244 068	1 770	2 845 804	9 916	17 089 872
	CAP-VERT	105	240 185	56	78 766	161	318 951
	CHILI	405	1 668 686	85	318 012	490	1 986 698
	CONGO	97	334 377	16	27 940	113	362 317
	CORÉE	23	126 919	2	2 483	25	129 402
	CÔTE D IVOIRE	748	3 710 984	116	379 277	864	4 090 261
	ETATS-UNIS	8 821	33 490 202	1 712	5 150 099	10 533	38 640 301
	GABON	234	1 990 241	40	289 477	274	2 279 718
	GUERNESEY	1	977	0	0	1	977
	INDE	257	668 759	35	92 641	292	761 400
	ISRAEL	6 447	23 065 685	1 554	3 406 342	8 001	26 472 027
JAPON	2 100	8 052 176	158	549 356	2 258	8 601 532	
JERSEY	0	0	0	0	0	0	

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2013 (SUITE ET FIN)

	PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	329	377 416	70	67 452	399	444 868	
	MADAGASCAR	1 345	7 424 207	189	668 120	1 534	8 092 327	
	MALI	3 514	3 229 456	546	578 126	4 060	3 807 582	
	MAROC	34 800	79 829 392	28 748	32 175 454	63 548	112 004 846	
	MAURITANIE	1 021	1 064 127	410	372 988	1 431	1 437 115	
	MONACO	5 756	27 848 903	1 509	4 524 633	7 265	32 373 536	
	MONTÉNÉGRO	182	236 407	38	47 142	220	283 549	
	NIGER	35	165 195	5	7 172	40	172 367	
	PHILIPPINES	244	1 451 179	25	35 998	269	1 487 177	
	QUÉBEC	1 393	3 355 003	313	613 357	1 706	3 968 360	
	SAINT-MARIN	121	153 442	40	39 280	161	192 722	
	SÉNÉGAL	4 186	8 855 543	2 337	3 076 777	6 523	11 932 320	
	SERBIE	7 962	9 062 753	2 349	2 132 863	10 311	11 195 616	
	TOGO	242	666 806	33	64 671	275	731 477	
	TUNISIE	20 581	27 366 749	10 645	9 250 690	31 226	36 617 439	
	TURQUIE	8 872	9 281 337	3 089	2 457 556	11 961	11 738 893	
		Sous-total 2013	321 934	431 429 651	206 440	176 855 618	528 374	608 285 269
	Sous-total 2012	324 209	419 987 345	200 443	165 519 618	524 652	585 506 963	
	<i>% évolution</i>	<i>-0,70</i>	<i>2,72</i>	<i>2,99</i>	<i>6,85</i>	<i>0,71</i>	<i>3,89</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0	
	NOUVELLE-CALÉDONIE	12 988	36 315 650	2 883	4 613 362	15 871	40 929 012 (1)	
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	3 324	11 815 575	570	1 488 857	3 894	13 304 432 (1)	
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	54	444 740	6	11 861	60	456 601	
		Sous-total 2013	16 366	48 575 965	3 459	6 114 080	19 825	54 690 045
		Sous-total 2012	19 229	64 634 044	4 723	9 958 196	23 952	74 592 240
		<i>% évolution</i>	<i>-14,89</i>	<i>-24,84</i>	<i>-26,76</i>	<i>-38,60</i>	<i>-17,23</i>	<i>-26,68</i>
	Total Général 2013	338 300	480 005 616	209 899	182 969 698	548 199	662 975 314	
	Total Général 2012	343 438	484 621 389	205 166	175 477 814	548 604	660 099 203	
	<i>% évolution</i>	<i>-1,50</i>	<i>-0,95</i>	<i>2,31</i>	<i>4,27</i>	<i>-0,07</i>	<i>0,44</i>	

(1) : données partielles pour ces 2 pays

 RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

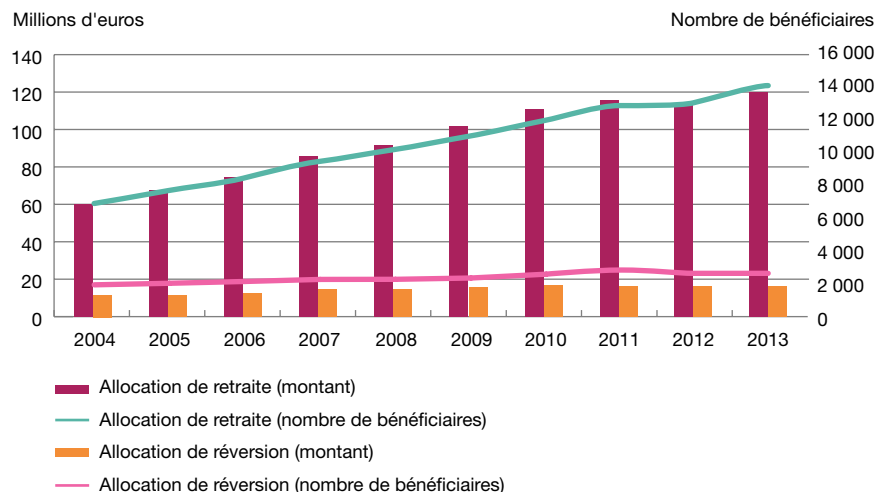
 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES




ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)

PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	6 951	59 066 229	2 052	10 423 800	9 003	69 490 029	
2005	7 778	66 716 578	2 159	11 640 289	9 937	78 356 866	12,76
2006	8 489	73 211 980	2 283	12 605 771	10 772	85 817 751	9,52
2007	9 580	84 918 294	2 424	14 144 829	12 004	99 063 123	15,43
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	6,91
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27
2013	14 098	118 544 687	2 683	15 314 819	16 781	133 859 506	5,85

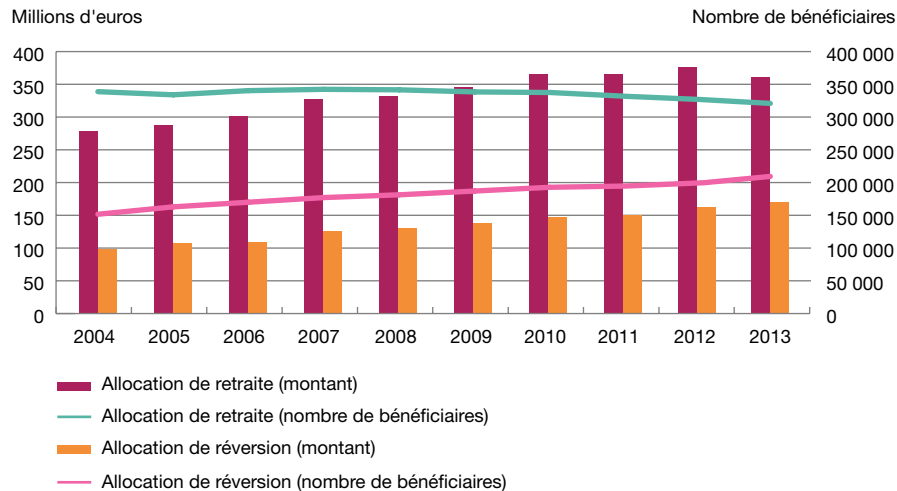


Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 86,4 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 7,2 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 92,6 % sur la décennie et + 7,6 % par an).

- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 102,8 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 30,8 %).
- Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 8,1 % par an tandis que les allocations de réversion ont augmenté de près de 4,4 % par an.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	340 659	277 440 813	153 615	95 893 513	494 274	373 334 326	
2005	335 830	288 326 472	164 924	106 692 781	500 754	395 019 253	5,81
2006	342 211	301 644 582	172 016	114 322 384	514 227	415 966 966	5,30
2007	344 202	325 772 941	179 097	124 214 756	523 299	449 987 697	8,18
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	2,38
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07
2013	324 202	361 460 929	207 216	167 654 879	531 418	529 115 808	-0,85



• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 7,5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,8 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 41,7 % sur la décennie et + 4 % par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une légère tendance à la baisse (- 4,8 %) contrairement aux bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 34,9 %).

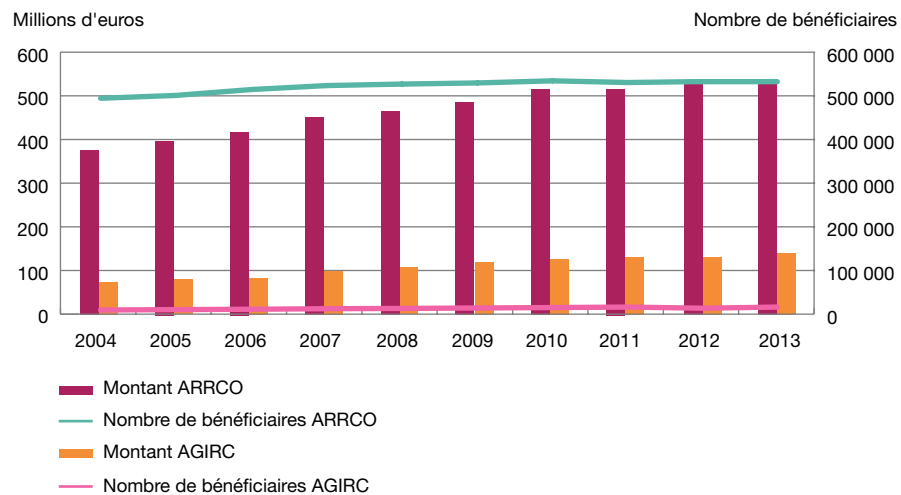
• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 3 % par an et les allocations de réversion se sont accrues de 6,4 % par an.





▶ RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

[PLUS DE DÉTAILS](#)



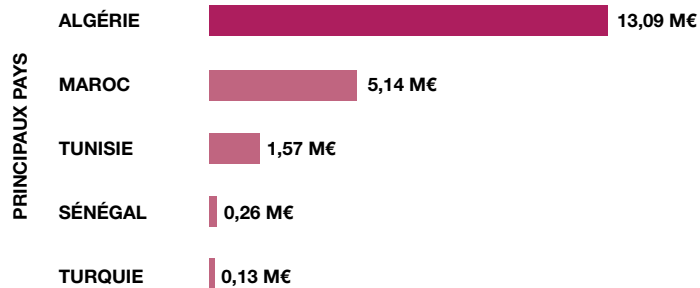
- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 81,5 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 97,6 % de l'ensemble des bénéficiaires.

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

PLUS DE DÉTAILS

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond. Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2013



	PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	1 496	13 088 001
	ANDORRE	0	0
	ARGENTINE	0	0
	BÉNIN	1	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	1	11 957
	CAMEROUN	1	20 751
	CANADA	0	0
	CAP-VERT	0	0
	CHILI	0	0
	CONGO	1	6 209
	CORÉE	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	14 590
	ETATS-UNIS	0	0
	GABON	0	0
	GUERNESEY	0	0
	INDE	0	0
	ISRAEL	0	0
	JAPON	0	0
	JERSEY	0	0
	MACÉDOINE	0	1 783
MADAGASCAR	2	13 810	
MALI	16	127 545	
MAROC	436	5 139 921	
MAURITANIE	6	9 595	
MONACO	0	0	
MONTÉNÉGRO	0	0	

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

ASSURANCE CHÔMAGE

LÉGISLATION APPLICABLE

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS MIGRATOIRES





► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2013 (SUITE ET FIN)

	PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	NIGER	0	0
	PHILIPPINES	1	14 960
	QUÉBEC	0	263
	SAINT-MARIN	0	0
	SÉNÉGAL	24	257 955
	SERBIE	4	75 460
	TOGO	0	14 298
	TUNISIE	157	1 571 292
	TURQUIE	15	134 148
	Sous-total 2013	2 161	20 502 539
	Sous-total 2012	1 536	14 496 199
<i>% évolution</i>	<i>40,69</i>	<i>41,43</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	0	0
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0
	Sous-total 2013	0	0
	Sous-total 2012	0	0
<i>% évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
Total Général 2013	2 161	20 502 539	
Total Général 2012	1 536	14 496 199	
<i>% évolution</i>	<i>40,69</i>	<i>41,43</i>	



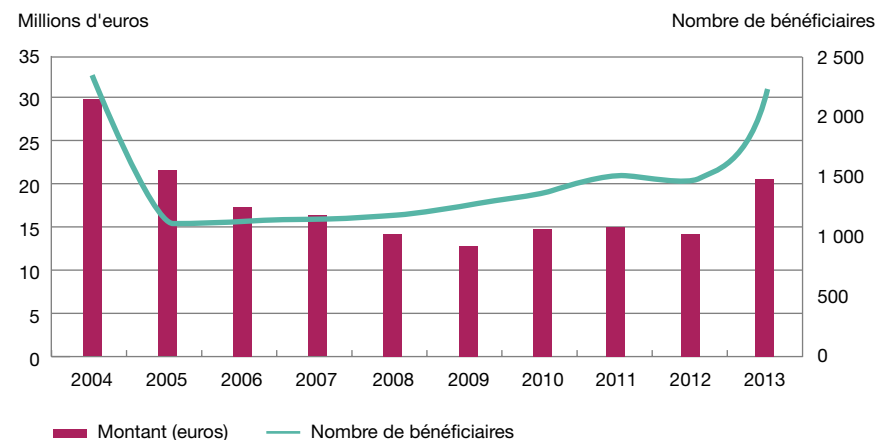
• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 6,9 % au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 0,8 %.

• Le montant global a également baissé sur la même période : - 31,3 %, soit - 4,1 % de diminution annuelle moyenne.

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	ALLOCATION DE VEUVAGE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	2 321	29 849 629	
2005	1 195	21 680 747	-27,37
2006	1 135	17 397 080	-19,76
2007	1 152	16 196 645	-6,90
2008	1 243	14 263 458	-11,94
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43



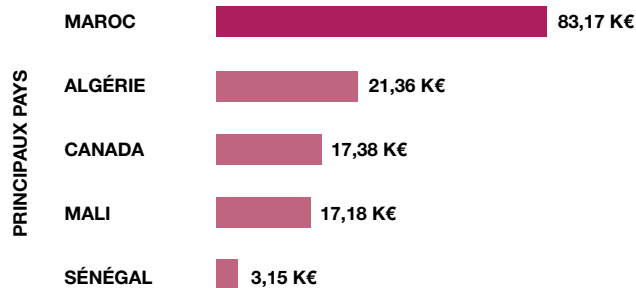
CAPITAUX DÉCÈS

PLUS DE DÉTAILS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2013



	PAYS	CAPITAL DÉCÈS	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	5	21 364
	ANDORRE	0	0
	ARGENTINE	0	0
	BÉNIN	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0
	CAMEROUN	0	0
	CANADA	3	17 381
	CAP-VERT	0	0
	CHILI	0	0
	CONGO	0	0
	CORÉE	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0
	ETATS-UNIS	0	0
	GABON	0	0
	GUERNESEY	0	0
	INDE	0	0
	ISRAEL	0	0
	JAPON	0	0
	JERSEY	0	0
	MACÉDOINE	0	0
MADAGASCAR	0	0	
MALI	4	17 184	
MAROC	20	83 166	
MAURITANIE	0	0	
MONACO	0	0	
MONTÉNÉGRO	0	0	

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

ASSURANCE CHÔMAGE

LÉGISLATION APPLICABLE

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS MIGRATOIRES





► PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2013 (SUITE ET FIN)

	PAYS	CAPITAL DÉCÈS	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	NIGER	0	0
	PHILIPPINES	0	0
	QUÉBEC	1	2 297
	SAINT-MARIN	0	0
	SÉNÉGAL	1	3 153
	SERBIE	0	0
	TOGO	1	1 605
	TUNISIE	1	250
	TURQUIE	0	0
	Sous-total 2013	36	146 400
Sous-total 2012	35	157 151	
<i>% évolution</i>	<i>2,86</i>	<i>-6,84</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	1	1 606
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0
	Sous-total 2013	1	1 606
Sous-total 2012	0	0	
<i>% évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
Total Général 2013	37	148 006	
Total Général 2012	35	157 151	
<i>% évolution</i>	<i>5,71</i>	<i>-5,82</i>	



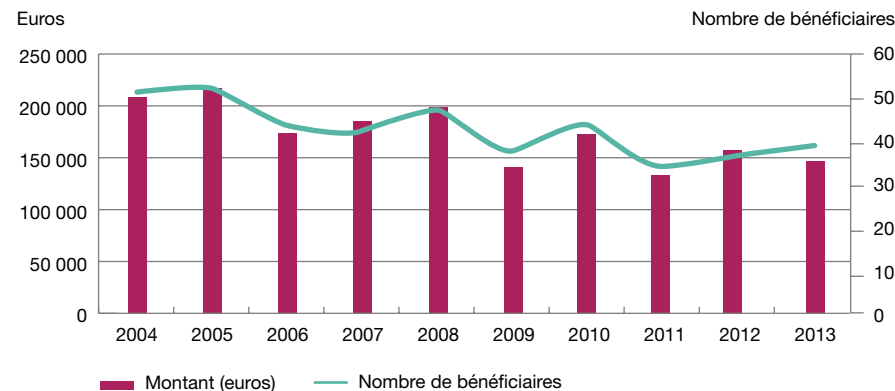
• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 30,2% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de près de 4%.

• Le montant global a diminué de près de 29% sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de - 3,7 %.

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES CAPITAUX DÉCÈS

PLUS DE DÉTAILS

ANNÉES	CAPITAL DÉCÈS		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	53	207 563	
2005	53	215 358	3,76
2006	43	173 160	-19,59
2007	41	184 325	6,45
2008	47	198 412	7,64
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82



PAYS HORS CONVENTIONS

PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

PLUS DE DÉTAILS 

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens ;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Un détail pour tous les pays de cette zone "hors conventions" est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français. Ces derniers n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc pas dans le présent chapitre.

Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, les données des pays "hors conventions" vous seront communiquées.

PAIEMENTS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

TYPE DE PRESTATION	DROITS PROPRES		DROITS DÉRIVÉS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
Rente d'accident du travail	296	803 710	26	262 682	322	1 066 392
Pension d'invalidité	101	833 617	10	79 169	111	912 786
Pension de vieillesse	16 257	85 108 200	2 394	8 087 947	18 651	93 196 147
Allocation de retraite complémentaire	12 291	62 762 001	2 434	7 837 524	14 725	70 599 525
Allocation de veuvage	3	4 817			3	4 817
Capital décès	2	23 204			2	23 204
Total Général 2013	28 950	149 535 549	4 864	16 267 322	33 814	165 802 871
Total Général 2012	27 853	147 020 511	4 968	16 717 202	32 821	163 737 713
<i>% évolution</i>	<i>3,94</i>	<i>1,71</i>	<i>-2,09</i>	<i>-2,69</i>	<i>3,03</i>	<i>1,26</i>

RENTES,
PENSIONS ET
ALLOCATIONS

ASSURANCE
CHÔMAGE

LÉGISLATION
APPLICABLE

FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS
MIGRATOIRES



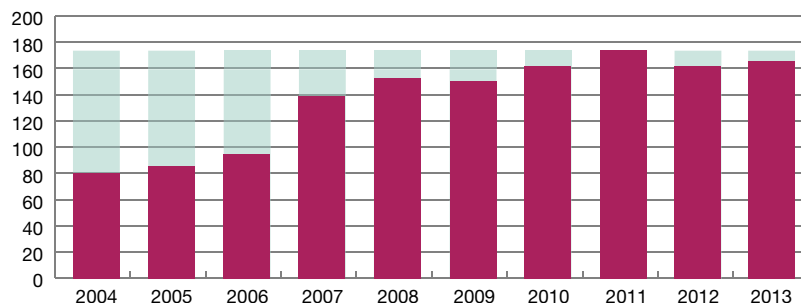


ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

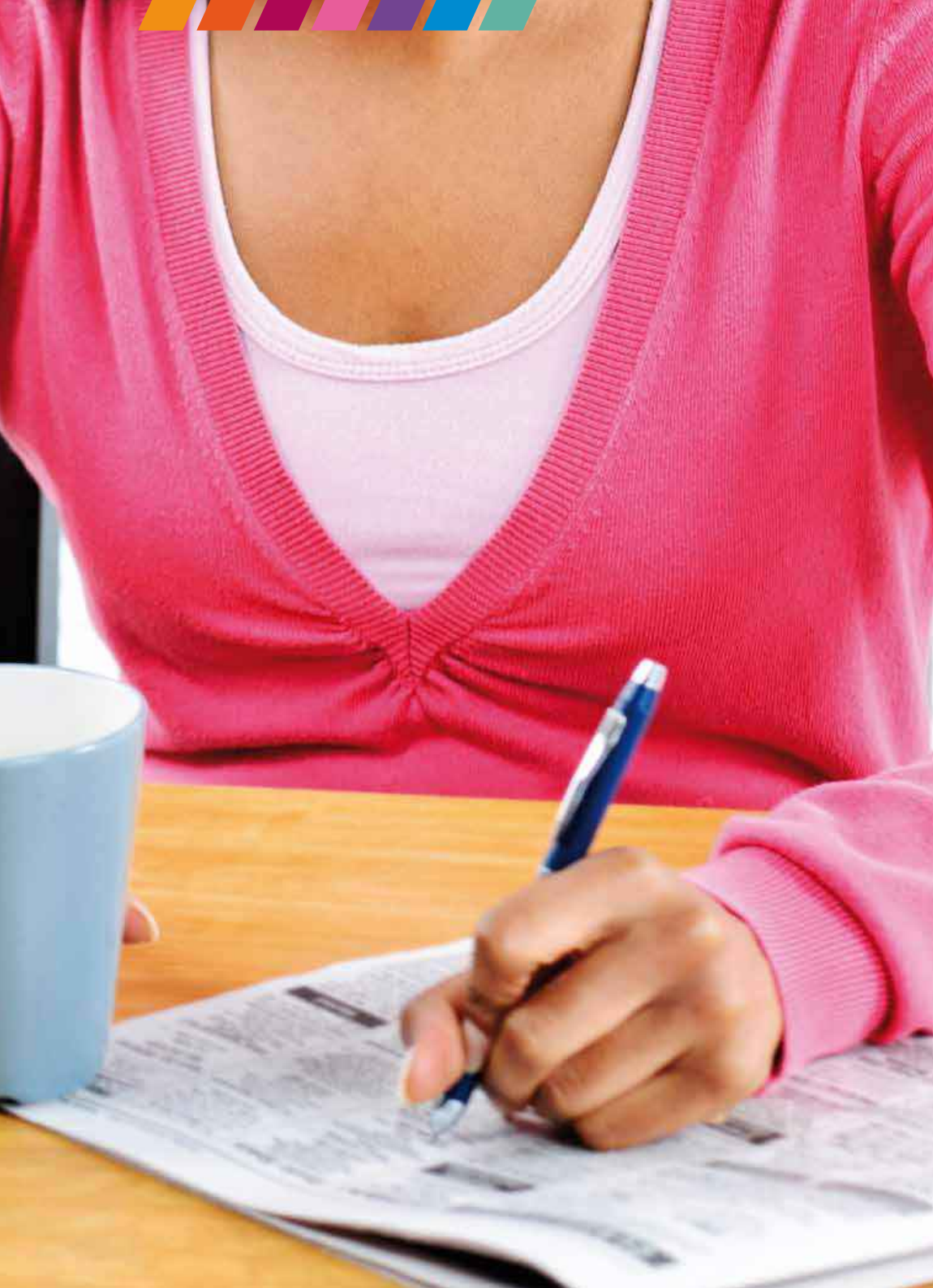
PLUS DE DÉTAILS

ANNÉE	RENTES D'ACCIDENT DU TRAVAIL	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	CAPITAL DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2004	597 618	420 330	24 897 713	53 237 106	4 294	3 307	79 160 368	
2005	700 135	505 542	26 057 328	57 842 242	3 321	0	85 108 569	7,51
2006	666 195	652 546	35 422 799	57 397 371	13 458	0	94 152 369	10,63
2007	1 005 531	640 557	53 559 494	82 995 571	22 532	0	138 223 685	46,81
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	9,77
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	7,45
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 066 392	912 786	93 196 147	70 599 525	4 817	23 204	165 802 871	1,26

Millions d'euros



- Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a plus que doublé (+ 109,5%) au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 8,6%.
- Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99% du montant total versé.



PARTIE 4

ASSURANCE CHÔMAGE

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS





ASSURANCE CHÔMAGE

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

→ Prestations de chômage versées au regard des règlements européens 127

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

ASSURANCE CHÔMAGE : Prestations brutes versées en 2013

► TRAVAILLEURS MIGRANTS DES PAYS UE-EEE-SUISSE



Il s'agit des prestations versées à des travailleurs en provenance des États de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre de l'article 61 du règlement européen (CE) n°883/04 et 987/09 (totalisation des périodes d'assurance). En effet, ces travailleurs bénéficient de prestations chômage en France car les périodes d'assurance accomplies dans un autre État ont été prises en compte.

ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	1	151	6 901
BELGIQUE	1	365	12 248
ESPAGNE	1	16	531
LIECHTENSTEIN	1	3	88
LUXEMBOURG	1	90	3 415
MALTE	1	135	3 553
PAYS-BAS	2	401	15 931
ROUMANIE	1	365	6 840
TOTAL 2013	9	1 526	49 506
TOTAL 2012	21	5 164	286 415
% ÉVOLUTION	-57,14	-70,45	-82,72





FRONTALIERS DES PAYS UE-EEE-SUISSE


[VERSION EXCEL](#)

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous et résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.

ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	7 597	1 535 708	78 276 969
AUTRICHE	7	1 649	108 404
BELGIQUE	7 867	1 357 141	58 297 607
ESPAGNE	639	122 847	5 008 383
LIECHTENSTEIN	2	41	2 413
LITUANIE	5	748	25 605
LUXEMBOURG	11 548	1 971 750	98 362 262
MALTE	1	266	50 274
NORVÈGE	2	380	9 173
SUISSE	29 556	5 387 668	443 658 367
TOTAL 2013	57 224	10 378 198	683 799 458
TOTAL 2012 ⁽¹⁾	53 018	9 470 184	591 533 066
% ÉVOLUTION	7,93	9,59	15,60

⁽¹⁾ y compris les données pour les chômeurs qui travaillaient en Norvège, en Islande ou au Liechtenstein et se sont inscrits comme demandeurs d'emploi en France avant le 1er juin 2012 ou avant le 1er avril 2012 pour la Suisse (application du règlement CEE 1408/71-article 71).

Source: Unédic



PARTIE 5

LÉGISLATION APPLICABLE

- AVANT-PROPOS
- SYNTHÈSE
- RÈGLEMENTS EUROPÉENS
- ACCORDS INTERNATIONAUX
- PAYS HORS CONVENTIONS





LEGISLATION APPLICABLE

■ AVANT PROPOS	131
■ SYNTHÈSE	136
■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS	
→ Détachement et pluriactivité	138
→ Le détachement exceptionnel	141
■ ACCORDS INTERNATIONAUX	
→ Les détachements	142
→ Le détachement exceptionnel	145
■ PAYS HORS CONVENTIONS	
→ Les détachements de droit commun	146

AVANT-PROPOS



En matière de sécurité sociale, les personnes ne doivent être soumises qu'à la législation d'un seul État.

Le principe de territorialité veut que la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement du régime local de sécurité sociale. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les autorités compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction de/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un assuré et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation va être différente au regard de la sécurité sociale française, mais aussi de la réglementation du pays où il exerce son emploi.

► QUELLES SONT LES SITUATIONS COUVERTES PAR LES FORMULAIRES CERTIFIANT LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE APPLICABLE ?

■ La mission

C'est un détachement (voir ci-après) de courte durée, généralement inférieure à 3 mois. Il s'agit le plus souvent de missions d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède depuis 2004, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des données statistiques auprès des organismes de base de sécurité sociale.

Les tableaux et graphiques contenus dans ce chapitre résultent de l'exploitation de la base de données constituée des formulaires européens de détachement et pluriactivité transmise par la CNAMTS et de la collecte auprès des organismes pour les formulaires des autres pays et autres régimes.

certain collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent impromptus, soit dans un même État, soit dans plusieurs États.

■ Le détachement de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit mais sous certaines conditions qui incombent aussi bien à l'employeur qu'à l'employé :

- Maintien du lien de subordination avec le travailleur détaché ;
- L'employeur doit exercer une activité significative en France ;
- Le travailleur détaché est envoyé dans un autre État pour le compte de son employeur ;
- Le travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché ;
- Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'emploi depuis au moins un mois.



■ La pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres.

■ Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable :

- En raison de sa longue durée, ce détachement, qui excède la période prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert donc un accord préalable des autorités compétentes. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement de plein droit ne sont pas réunies (par exemple une activité significative de l'entreprise dans le pays où elle est installée).

► QUELS TEXTES DÉTERMINENT LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE APPLICABLE AU TRAVAILLEUR À L'ÉTRANGER ?

■ **Les règlements européens** pour les travailleurs détachés exerçant une activité dans l'un des pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

■ **Les conventions bilatérales** en cas d'activité dans l'un des pays suivants :

Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie et Turquie.

■ **Les décrets de coordination** en cas d'activité dans l'un des territoires d'outre-mer suivants :

Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Saint-Pierre et Miquelon.

■ **Les dispositions prévues par la législation française** pour les personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment où elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

La législation française s'appliquera également dans 2 situations particulières :

- Le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 142)
- La durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

▮ QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

PAYS	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	FORMULAIRE	SALARIÉ	NON SALARIÉ	FORMULAIRE	SALARIÉ	NON SALARIÉ
1 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS						
Union européenne et Suisse (01/04/2012)	E101 ou A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
Norvège, Islande et Liechtenstein (01/06/2012)						
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX						
A - CONVENTIONS BILATÉRALES						
ALGÉRIE	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
ANDORRE ⁽¹⁾	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
ARGENTINE	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
BÉNIN	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
CAMEROUN	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
CANADA ⁽¹⁾	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
CAP-VERT	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CHILI	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
CONGO	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CORÉE ⁽¹⁾	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
COTE D'IVOIRE	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-

* : y compris la durée des congés

⁽¹⁾ Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement



▸ QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ? (SUITE)

PAYS	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	FORMULAIRE	SALARIÉ	NON SALARIÉ	FORMULAIRE	SALARIÉ	NON SALARIÉ
ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
GABON	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JETHOU	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
INDE ⁽¹⁾	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-
ISRAËL	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-
JAPON ⁽¹⁾	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
JERSEY	SE 132-J-01	6 mois	-	SE 132-J-01	6 mois	-
MACÉDOINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MADAGASCAR	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
MALI	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
MAROC	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
MAURITANIE	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
MONACO ⁽¹⁾	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
MONTÉNÉGRO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
NIGER	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
PHILIPPINES ⁽¹⁾	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
QUÉBEC ⁽¹⁾	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
SAINT-MARIN	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-

* : y compris la durée des congés

⁽¹⁾ Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement

► QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ? (SUITE ET FIN)

PAYS	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	FORMULAIRE	SALARIÉ	NON SALARIÉ	FORMULAIRE	SALARIÉ	NON SALARIÉ
SÉNÉGAL	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
SERBIE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
TOGO	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
TUNISIE	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
TURQUIE	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
B - DÉCRETS DE COORDINATION						
MAYOTTE	Formulaire à paraître	-	-	Formulaire à paraître	-	-
NOUVELLE CALÉDONIE ⁽¹⁾	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
POLYNÉSIE FRANÇAISE ⁽¹⁾	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
SAINT PIERRE ET MIQUELON	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - PAYS HORS CONVENTIONS						
AUTRES PAYS	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* : y compris la durée des congés

⁽¹⁾ Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement



SYNTHÈSE

► DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2013

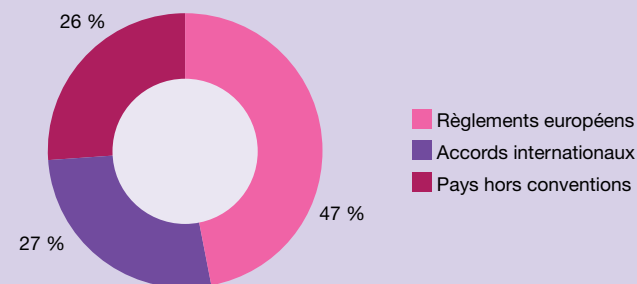
TYPE D'ACCORD	FORMULAIRES ÉMIS		DÉTACHEMENTS EXCEPTIONNELS *	TOTAL
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ		
Règlements Européens	138 681	5 869	1 060	145 610
Accords internationaux	83 305	-	159	83 464
Pays hors conventions	81 168	-	-	81 168
Total 2013	303 154	5 869	1 219	310 242
Total 2012	301 347	9 370	1 361	312 078
% d'évolution	0,60	-37,36	-10,43	-0,59

* Détachement qui nécessite l'accord préalable du Cleiss et de l'institution compétente de l'autre État

► RÉPARTITION PAR TYPES D'ACCORDS



En 2013, les formulaires attestant la législation de sécurité sociale applicable ont atteint le nombre total de 310 223 soit un chiffre quasi identique à celui de l'année dernière (-0,59 %).



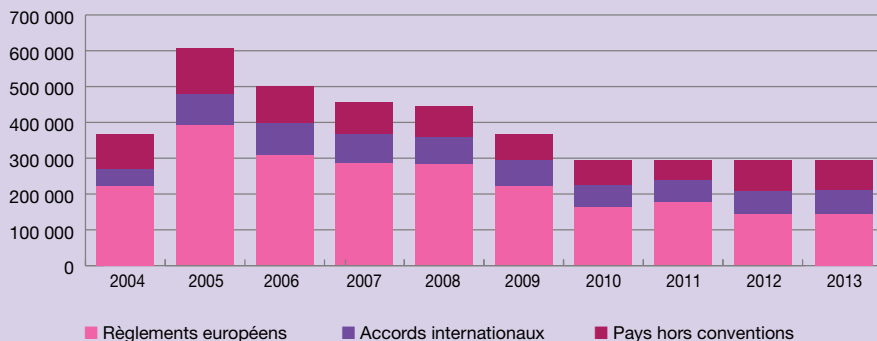
► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉTACHEMENTS ET PLURIACTIVITÉ

ANNÉE	RÈGLEMENTS EUROPÉENS			ACCORDS INTERNATIONAUX		PAYS HORS CONVENTIONS	TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	DÉTACHEMENTS EXCEPTIONNELS *	DÉTACHEMENT	DÉTACHEMENTS EXCEPTIONNELS *	DÉTACHEMENT		
2004	220 364	1 770	2 070	47 394	204	98 760	370 562	(1)
2005	392 204	1 462	2 018	85 857	210	126 175	607 926	64,06
2006	307 039	1 824	1 783	89 335	NC	101 340	501 321	-17,54
2007	285 269	664	1 415	81 530	NC	87 837	456 715	-8,90
2008	284 137	567	2 022	74 622	150	84 714	446 212	-2,30
2009	221 342	624	1 569	72 409	116	73 723	369 783	-17,13
2010	162 718	1 014	1 637	59 755	117	71 639	296 880	-19,72
2011	171 910	6 451	1 575	60 737	205	66 485	307 363	3,53
2012	149 263	9 370	1 188	73 073	173	79 011	312 078	1,53
2013	138 681	5 869	1 060	83 305	159	81 168	310 242	-0,59

(1) En 2004, première année de collecte des détachements et de la pluriactivité, seules les données du second semestre ont pu être recueillies

NC : Non Communiqué.

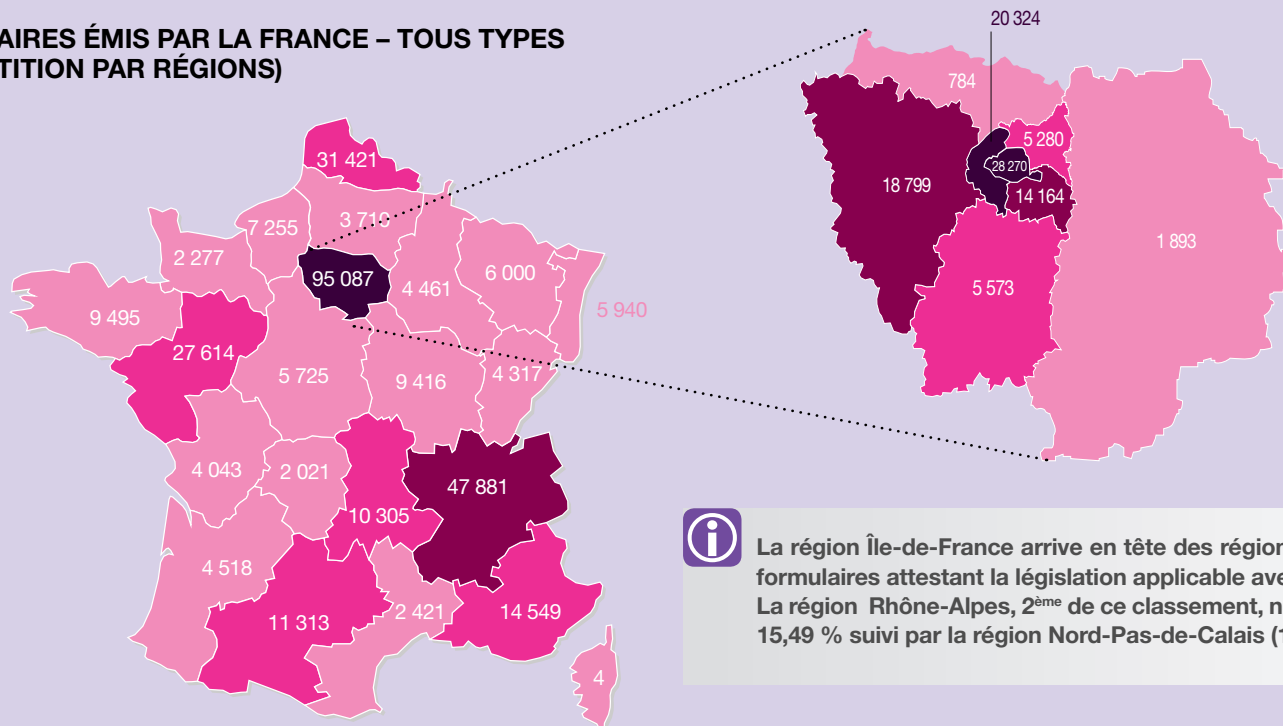
* Détachement qui nécessite l'accord préalable du Cleiss et de l'institution compétente de l'autre État



Depuis 2004, le nombre de formulaires délivrés par la France attestant la législation de sécurité sociale applicable a diminué en moyenne de 2% par an. Sur les 10 dernières années, en moyenne, 58,8% des formulaires émis l'ont été dans le cadre des règlements européens ; 18,9% dans le cadre des accords internationaux et enfin 22,3% dans le cadre des pays hors conventions.

► NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS PAR LA FRANCE – TOUS TYPES D'ACCORDS – (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)

- Guyane 0
- Guadeloupe 3
- La Réunion 465
- Martinique 0



La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises émettrices de formulaires attestant la législation applicable avec 30,38 % du total. La région Rhône-Alpes, 2^{ème} de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 15,49 % suivi par la région Nord-Pas-de-Calais (10,17 %).



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

■ Qu'est que le détachement ?

Pour reprendre en substance la définition énoncée dans l'avant-propos, il s'agit du maintien au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi d'un travailleur, salarié ou non salarié, qui va exécuter un travail prévu à l'avance, pour le compte de son employeur habituel.

Dans le cadre des règlements européens, ce travail se fera dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, avec une certaine continuité et durant **un temps déterminé et limité à 24 mois maximum**.

Les conditions nécessaires au maintien du salarié au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi sont les mêmes que celles indiquées dans l'avant-propos.

Toujours dans le cadre des règlements européens, le maintien du travailleur indépendant au régime de protection sociale du pays habituel d'exercice est de droit si la durée prévisible de l'activité ne dépasse pas 24 mois.

■ Qu'est que la pluriactivité ?

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) pour le compte d'un ou plusieurs employeur(s) dans deux ou plusieurs États membres.

Afin de distinguer la notion de pluriactivité de celle de détachement, il est important de considérer le caractère permanent d'une activité (pluriactivité) du caractère temporaire ou ponctuel de celle-ci (détachement).

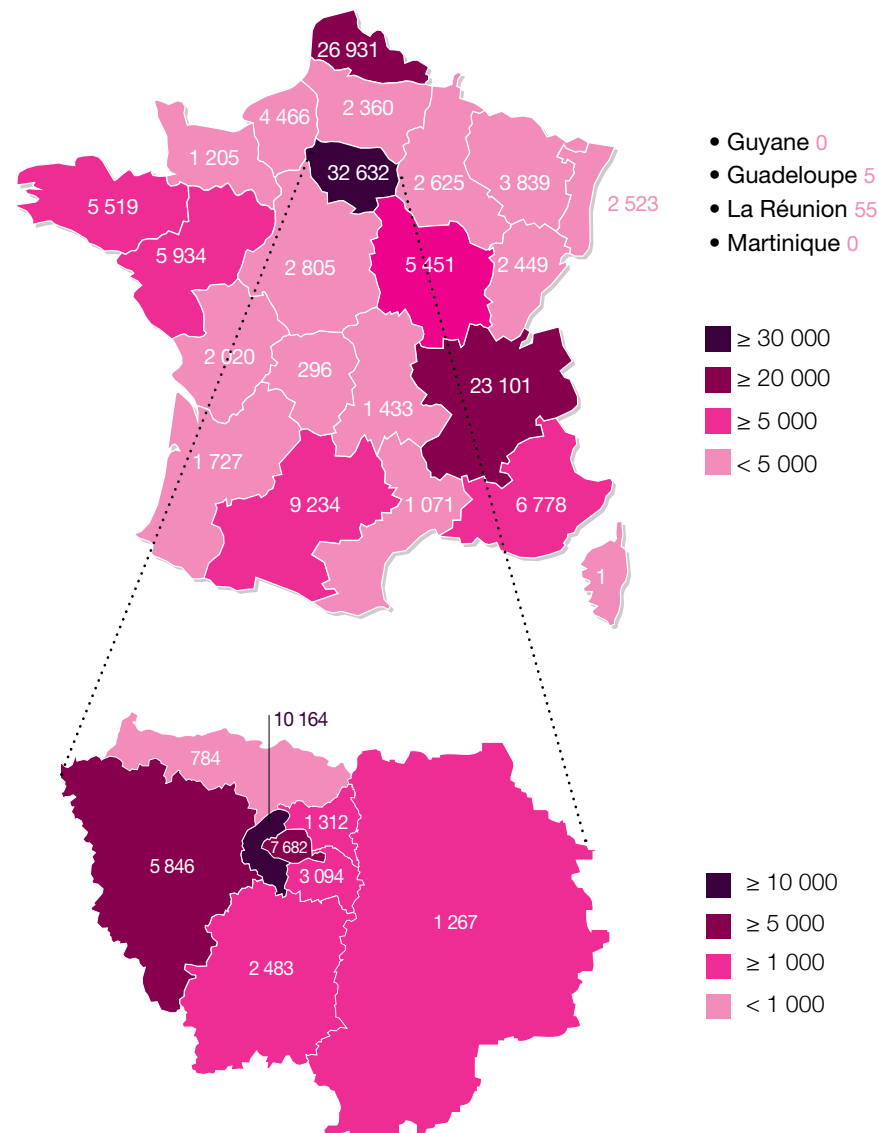
L'unicité de la législation applicable au salarié pluriactif est l'objectif fixé tant par le règlement 1408/71 que par le règlement 883/04 : unicité applicable à l'ensemble des activités en termes de cotisations sociales que de droits. De façon simplifiée, la législation retenue sera soit celle de d'État de la résidence de la personne, soit celle du siège du ou des employeur(s) ou des entreprises.

Depuis le 1^{er} mai 2010, date de mise en oeuvre des nouveaux règlements européens, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101 mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale.

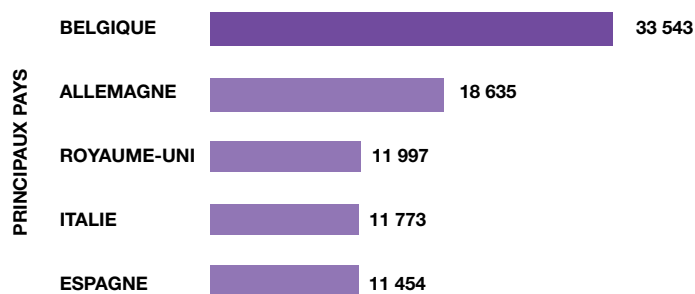
Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires E101 (ou A1) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.



► FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



► DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2013 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



PAYS	DÉTACHEMENTS		
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS	NOMBRE DE TRAVAILLEURS DIFFÉRENTS AYANT REÇU UN FORMULAIRE A1 OU E101 ⁽¹⁾	DURÉE MOYENNE D'UN FORMULAIRE A1 OU E101 (NOMBRE DE JOURS) ⁽¹⁾
ALLEMAGNE	18 635	12 278	25
AUTRICHE	1 672	1 332	16
BELGIQUE	33 543	11 602	38
BULGARIE	392	271	27
CHYPRE	76	71	9
CROATIE	264	194	15
DANEMARK	1 076	828	22
ESPAGNE	11 454	8 186	32
ESTONIE	140	121	86
FINLANDE	850	644	31
GRÈCE	1 134	1 040	54
HONGRIE	1 134	895	21
IRLANDE	1 522	1 284	21
ISLANDE	98	97	6
ITALIE	11 773	8 545	29
LETTONIE	85	83	16
LIECHTENSTEIN	1	1	24
LITUANIE	132	117	16
LUXEMBOURG	2 728	2 087	60

PAYS	DÉTACHEMENTS		
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS	NOMBRE DE TRAVAILLEURS DIFFÉRENTS AYANT REÇU UN FORMULAIRE A1 OU E101 ⁽¹⁾	DURÉE MOYENNE D'UN FORMULAIRE A1 OU E101 (NOMBRE DE JOURS) ⁽¹⁾
MALTE	298	263	31
NORVÈGE	989	747	37
PAYS-BAS	4 477	3 230	25
POLOGNE	2 731	1 872	24
PORTUGAL	2 339	1 753	31
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 903	1 247	19
ROUMANIE	1 766	1 188	38
ROYAUME-UNI	11 997	8 554	32
SLOVAQUIE	487	374	23
SLOVÉNIE	557	417	61
SUÈDE	1 771	1 295	26
SUISSE	8 081	6 159	44
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽²⁾	14 576	3 832	125
TOTAL 2013	138 681	80 607	37
TOTAL 2012	149 263	79 900	41
% évolution	-7,09	0,88	-9,76

⁽¹⁾ Pour les travailleurs différents, le nombre est sous-estimé car basé sur : 114 284 formulaires en 2013 et 122 699 formulaires en 2012.
Pour la durée moyenne d'un formulaire, estimation basée sur : 113 632 formulaires en 2013 et 121 840 formulaires en 2012.

⁽²⁾ Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.



► DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2013 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

PAYS	PLURIACTIVITÉ		
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS	NOMBRE DE TRAVAILLEURS DIFFÉRENTS AYANT REÇU UN FORMULAIRE A1 OU E101 ⁽¹⁾	DURÉE MOYENNE D' UN FORMULAIRE A1 OU E101 (NOMBRE DE JOURS) ⁽³⁾
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽²⁾	5 869	1 318	269
TOTAL 2013	5 869	1 318	269
TOTAL 2012	9 370	1 908	360
% évolution	-37,36	-30,92	-25,28

⁽²⁾ Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

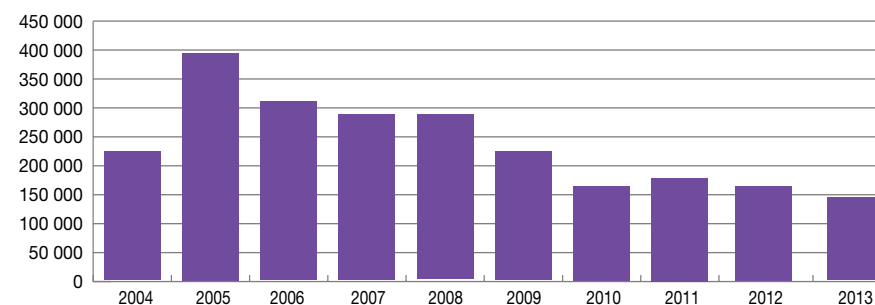
⁽³⁾ Pour les travailleurs différents, le nombre est sous-estimé car basé sur : 1 404 formulaires en 2013 et 2 022 formulaires en 2012.
Pour la durée moyenne d'un formulaire, estimation basée sur : 704 formulaires en 2013 et 1 243 formulaires en 2012.

► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 OU E101 ÉMIS



ANNÉE	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101		TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	DÉTACHEMENTS	PLURIACTIVITÉ		
2004	220 364	1 770	222 134	
2005	392 204	1 462	393 666	77,22
2006	307 039	1 824	308 863	-21,54
2007	285 269	664	285 933	-7,42
2008	284 137	567	284 704	-0,43
2009	221 342	624	221 966	-22,04
2010	162 718	1 014	163 732	-26,24
2011	171 910	6 451	178 361	8,93
2012	149 263	9 370	158 633	-28,53
2013	138 681	5 869	144 550	-11,72

⁽¹⁾ En 2004, première année de collecte de ce type d'information, seules les données du second semestre ont pu être recueillies.



Depuis 2005, nous constatons que le nombre de formulaires émis connaît une tendance baissière à l'exception notable de 2011 (+ 8,93%)



LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogatoires sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004.

Les accords exceptionnels ou dérogatoires de l'article 16 sont utilisés pour :

- Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois ;
- La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois ;
- La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement) ;
- Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application de l'article 16 du règlement 883/2004 : « maintien d'affiliation au régime français » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner, autoriser et transmettre à l'autorité ou institution compétente de l'autre État cette demande. Celle-ci, en retour, fait connaître son avis au Cleiss.

Les règlements 883/2004 et 987/2009 sont applicables en Suisse depuis le 1^{er} avril 2012 et en Islande, au Liechtenstein et en Norvège depuis le 1^{er} juin 2012. Avant ces dates, les règlements (CE) 1408/71 et 574/72 demeuraient en vigueur pour ces pays (article 17).

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ		PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE	
	SELON ARTICLE 16 ⁽¹⁾	SELON ARTICLE 17 ⁽²⁾	SELON ARTICLE 16 ⁽¹⁾	SELON ARTICLE 17 ⁽²⁾
ALLEMAGNE	339	2	76	0
AUTRICHE	15	0	8	0
BELGIQUE	165	2	241	4
BULGARIE	7	0	5	0
CHYPRE	0	0	1	0
CROATIE	0	0	0	0
DANEMARK	11	0	4	0
ESPAGNE	159	1	84	0
ESTONIE	1	0	0	0

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ		PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE	
	SELON ARTICLE 16 ⁽¹⁾	SELON ARTICLE 17 ⁽²⁾	SELON ARTICLE 16 ⁽¹⁾	SELON ARTICLE 17 ⁽²⁾
FINLANDE	13	0	9	0
GRÈCE	1	0	3	0
HONGRIE	4	0	10	0
IRLANDE	6	0	9	0
ISLANDE	0	0	0	0
ITALIE	165	1	136	4
LETTONIE	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0
LITUANIE	0	0	0	0
LUXEMBOURG	20	0	9	0
MALTE	0	0	0	0
NORVÈGE	16	1	27	19
PAYS-BAS	106	0	67	2
POLOGNE	29	1	22	3
PORTUGAL	27	1	12	0
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	13	0	16	0
ROUMANIE	6	0	21	0
ROYAUME-UNI	279	20	138	4
SLOVAQUIE	5	0	10	1
SLOVÉNIE	3	0	2	0
SUÈDE	17	0	6	0
SUISSE	108	8	102	5
TOTAL 2013	1 515	37	1 018	42

⁽¹⁾ Article 16 du règlement (CE) n° 883/04

⁽²⁾ Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 : le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des États en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).



ACCORDS INTERNATIONAUX

Actuellement, 35 États (ou États fédérés) et 4 territoires d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

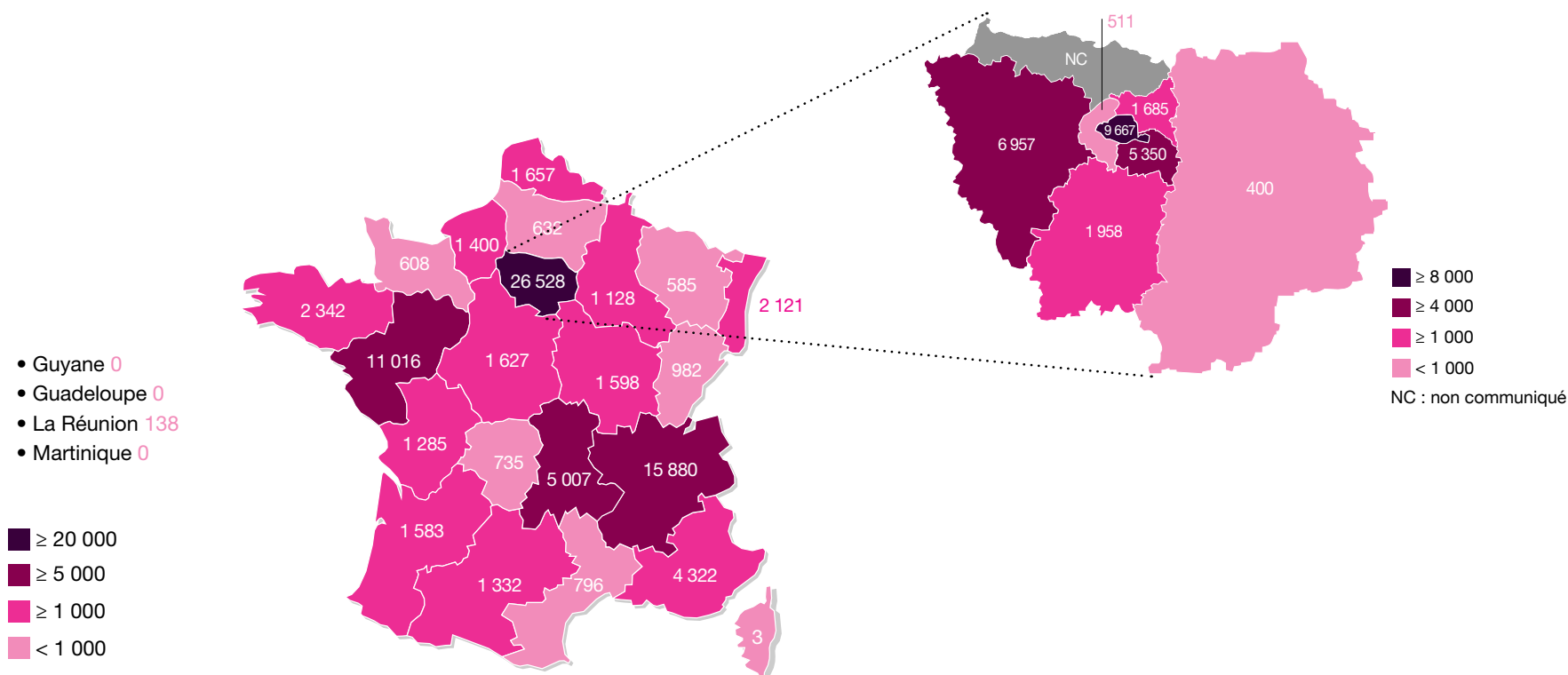
Il s'agit de : Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, puis Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 133 à 135).

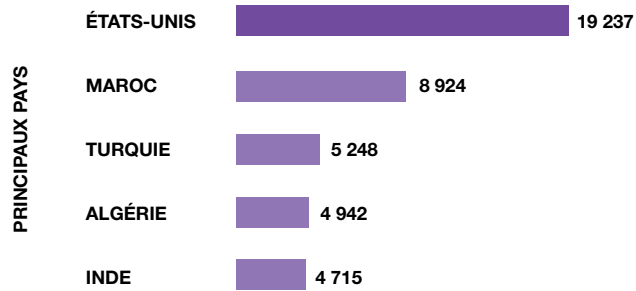
Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Canada, Chili, États-Unis, Monaco et Philippines).

FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)

PLUS DE DÉTAILS



► DÉTACHEMENT EN 2013 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



CONVENTIONS BILATÉRALES	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	ALGÉRIE	4 942
ANDORRE	787	
ARGENTINE	724	
AURIGNY	0	
BÉNIN	362	
BOSNIE-HERZÉGOVINE	347	
CAMEROUN	1 338	
CANADA	3 586	
CAP VERT	175	
CHILI	758	
CONGO	1 101	
CORÉE	1 997	
CÔTE D'IVOIRE	1 851	
ÉTATS-UNIS	19 237	
GABON	1 226	
GUERNESEY	5	
HERM	1	
INDE	4 715	
ISRAËL	1 388	
JAPON	3 612	
JERSEY	17	

CONVENTIONS BILATÉRALES	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	JETHOU	0
MACÉDOINE	245	
MADAGASCAR	781	
MALI	513	
MAROC	8 924	
MAURITANIE	329	
MONACO	1 949	
MONTÉNÉGRO	57	
NIGER	277	
PHILIPPINES	434	
QUÉBEC	611	
SAINT-MARIN	5	
SÉNÉGAL	1 321	
SERBIE	462	
TOGO	277	
TUNISIE	4 647	
TURQUIE	5 248	
SOUS-TOTAL 2013	74 249	
SOUS-TOTAL 2012	69 482	
% évolution	6,86	



► DÉTACHEMENT EN 2013 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

DÉCRETS DE COORDINATION	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	MAYOTTE	168
	NOUVELLE CALÉDONIE	537
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	224
	SAINT PIERRE ET MIQUELON	52
	SOUS-TOTAL 2013	981
	SOUS-TOTAL 2012	873
% évolution	12,37	

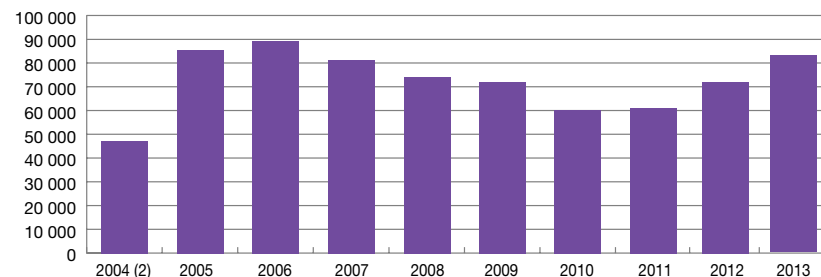
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	8 075
SOUS-TOTAL 2013	8 075
SOUS-TOTAL 2012	2 718
% évolution	197,09

TOTAL GÉNÉRAL 2013	83 305
TOTAL GÉNÉRAL 2012	73 073
% évolution	14,00

⁽¹⁾ Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

PLUS DE DÉTAILS



⁽²⁾ En 2004, première année de collecte de données sur les situations de détachements, seules les données du second trimestre ont pu être recueillies



Entre 2006 et 2010, le nombre de formulaires de détachement émis a connu une baisse continue. L'année 2011 marque un léger regain qui se poursuit plus nettement depuis 2012.

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL



PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
ALGÉRIE	4	6
ANDORRE	0	1
BÉNIN	0	0
BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0
CAMEROUN	0	2
CANADA	8	3
CAP-VERT	0	0
CHILI	0	3
CONGO	0	0
CORÉE	7	1
CÔTE D'IVOIRE	0	4
ÉTATS-UNIS	27	0
GABON	0	0
GUERNESEY	0	0
AURIGNY	0	0
HERM	0	0
JETHOU	0	0
ISRAËL	7	7
JAPON	53	1
JERSEY	0	0
MACÉDOINE	0	0
MADAGASCAR	0	1
MALI	0	2
MAROC	3	25
MAURITANIE	0	0
MONACO	11	29
MONTÉNÉGRO	0	0
NIGER	0	0

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
PHILIPPINES	0	1
QUÉBEC	59	1
SAINT-MARIN	0	0
SÉNÉGAL	0	0
SERBIE	0	0
SUISSE ⁽¹⁾	118	11
TOGO	0	0
TUNISIE	2	22
TURQUIE	4	4
MAYOTTE	0	0
NOUVELLE-CALÉDONIE	1	33
POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	2
SAINT PIERRE ET MIQUELON	0	0
TOTAL 2013	304	159
TOTAL 2012	334	173
% d'évolution	-8,98	-8,09

⁽¹⁾ Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975



PAYS HORS CONVENTIONS

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

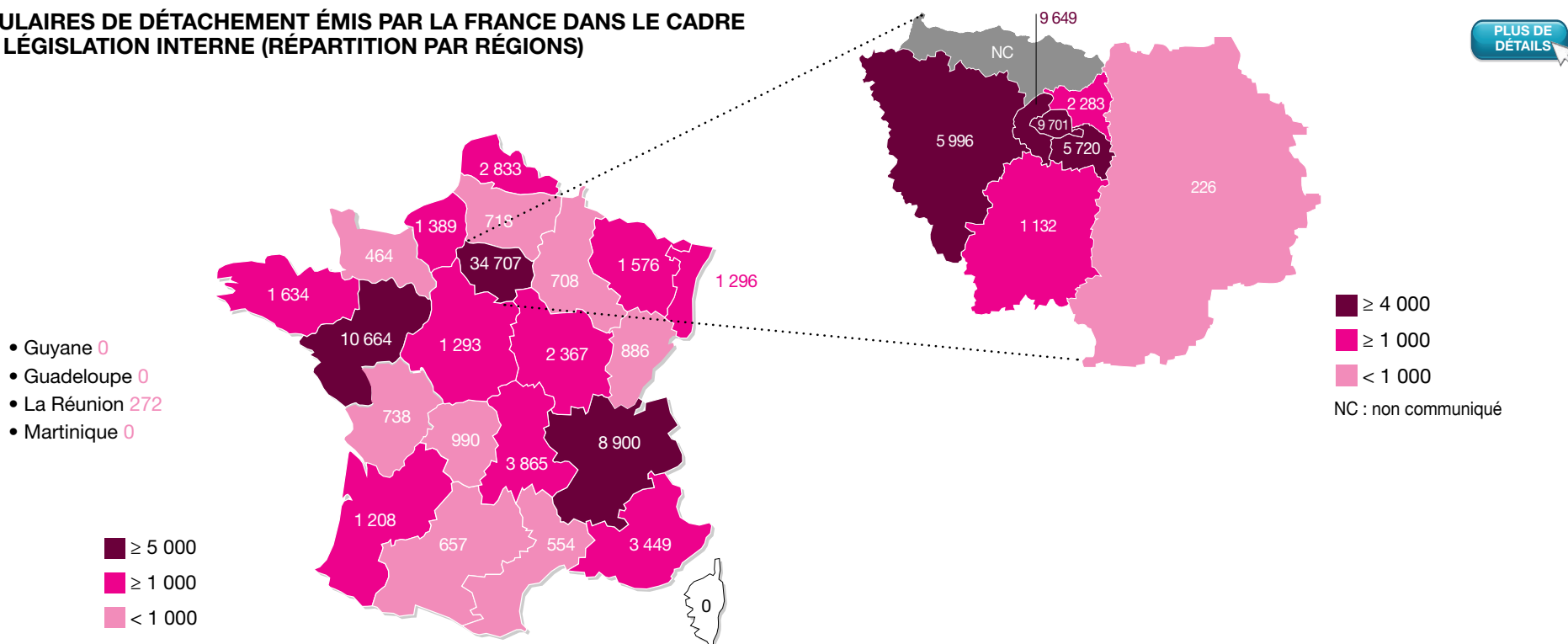
- dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

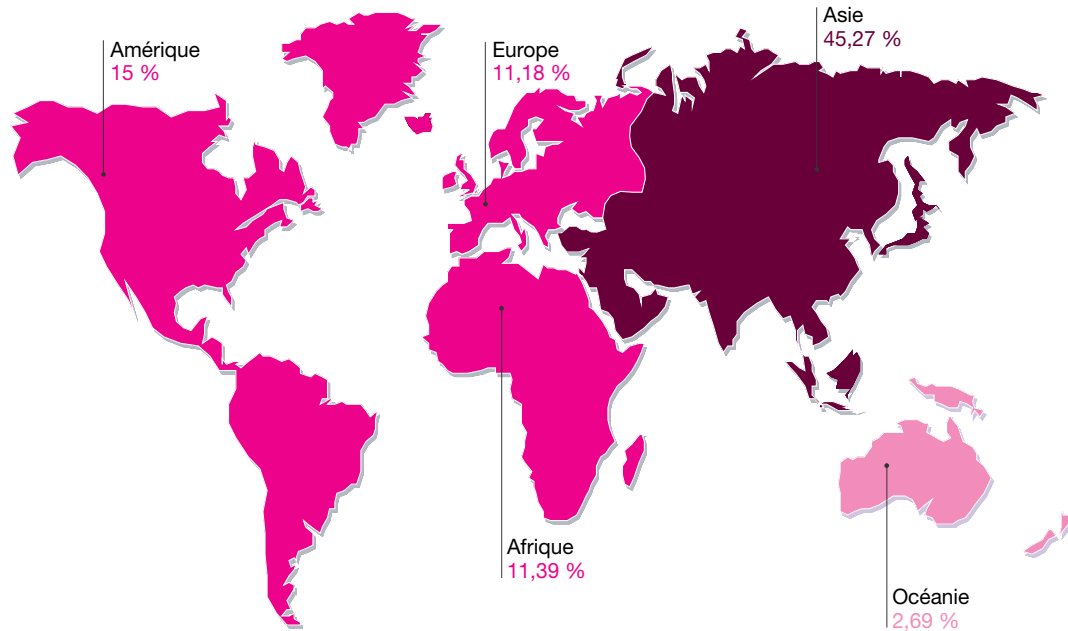
- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 142).
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de **la législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION INTERNE (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



► DÉTACHEMENTS EFFECTUÉS EN 2013 DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION INTERNE



Près de la moitié (45 %) des missions et détachements effectués dans les pays hors conventions se font dans les pays d'Asie.

- > 20%
- de 10% à 20%
- < 10%

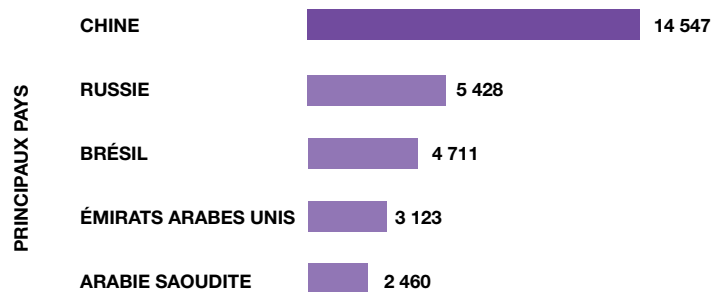
Données géographiques non précisées 14,48 %

Remarque : cette carte est une représentation par continents ; les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec la France sont donc exclus.



► DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN EN 2013
(TRAVAILLEURS SALARIÉS)

PLUS DE DÉTAILS



	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
EUROPE	ALBANIE	163
	BIÉLORUSSIE	225
	MOLDAVIE	208
	RUSSIE	5 428
	UKRAINE	1 249
	AUTRES PAYS D'EUROPE	1 802
	SOUS-TOTAL 2013	9 075
	SOUS-TOTAL 2012	7 590
	<i>% évolution</i>	<i>19,57</i>
ASIE	AFGHANISTAN	200
	ARABIE SAOUDITE	2 460
	CHINE	14 547
	ÉMIRATS ARABES UNIS	3 123
	INDONÉSIE	1 466
	IRAK	119
	IRAN	322
	JORDANIE	326
	KAZAKHSTAN	490
	KOWEIT	763

	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
ASIE	LIBAN	822
	MALAISIE	1 401
	QATAR	1 293
	SINGAPOUR	2 290
	SYRIE	53
	TAIWAN	592
	THAÏLANDE	2 381
	AUTRES PAYS D'ASIE	4 094
	SOUS-TOTAL 2013	36 742
	SOUS-TOTAL 2012	34 743
<i>% évolution</i>	<i>5,75</i>	
AFRIQUE	AFRIQUE DU SUD	1 746
	BURKINA	751
	BURUNDI	173
	DJIBOUTI	127
	EGYPTE	1 021
	ETHIOPIE	288
	KENYA	252
	LIBYE	232
	ILE MAURICE	1 081
	OUGANDA	128
	TCHAD	497
	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	2 946
	SOUS-TOTAL 2013	9 242
	SOUS-TOTAL 2012	9 422
<i>% évolution</i>	<i>-1,91</i>	

► DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN EN 2013
(TRAVAILLEURS SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

AMÉRIQUE	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	BOLIVIE	725
	BRÉSIL	4 711
	COLOMBIE	969
	COSTA RICA	222
	CUBA	349
	EQUATEUR	605
	HAITI	340
	HONDURAS	204
	MEXIQUE	2 091
	NICARAGUA	22
	PARAGUAY	41
	PÉROU	396
	URUGUAY	87
	VENEZUELA	402
	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	1 012
	SOUS-TOTAL 2013	12 176
	SOUS-TOTAL 2012	11 425
% évolution	6,57	

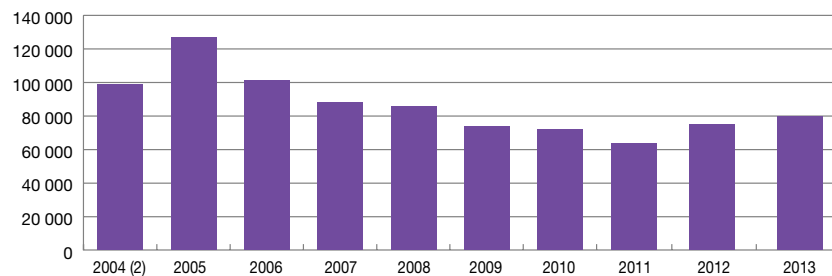
OCÉANIE	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	AUSTRALIE	1 548
	FIDJI	9
	NOUVELLE ZÉLANDE	487
	PAPOUASIE	9
	WALLIS ET FUTUNA	6
	AUTRES PAYS D'OCÉANIE	121
	SOUS-TOTAL 2013	2 180
SOUS-TOTAL 2012	1 490	
% évolution	46,31	

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	11 753
SOUS-TOTAL 2013	11 753
SOUS-TOTAL 2012	14 341
% évolution	-18,05

TOTAL GÉNÉRAL 2013	81 168
TOTAL GÉNÉRAL 2012	79 011
% évolution	2,73

⁽¹⁾ Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas possible.

► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
(TRAVAILLEURS SALARIÉS)



⁽²⁾ En 2004, première année de collecte des détachements, seules les données du second trimestre ont pu être recueillies.



Le nombre de formulaires émis en 2013 est resté quasi stable par rapport à 2012 (+ 2,73 %).





PARTIE 6

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS





FLUX FINANCIERS : ÉTRANGER → FRANCE

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

→ Les pensions de vieillesse et d'invalidité versées en France 153

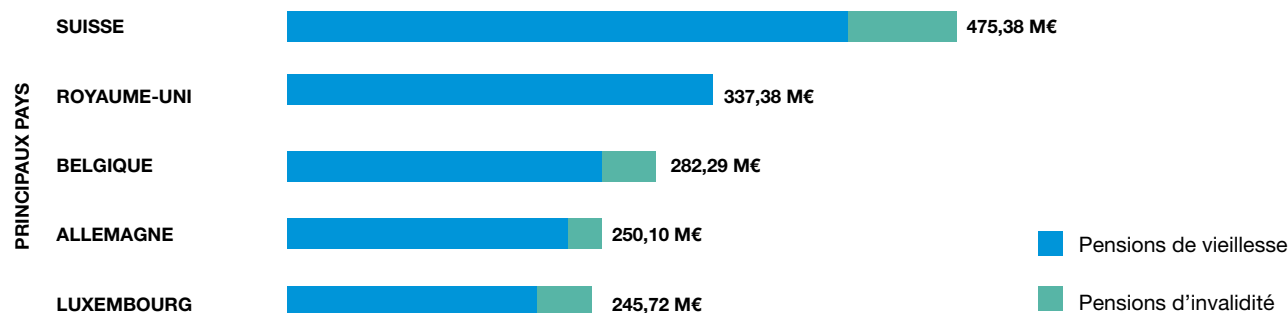
RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de la plupart de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse et d'invalidité versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe donc les pensions de vieillesse et d'invalidité transférées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France. Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

► PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2013

PLUS DE DÉTAILS



PAYS	ORGANISMES DE LIAISON*	PENSIONS DE VIEILLESSE				PENSIONS D'INVALIDITÉ	
		DROITS PROPRES		DROITS DÉRIVÉS		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)		
ALLEMAGNE	DRB - Deutsche Rentenversicherung Bund	53 939	194 436 000	14 083	39 158 000	3 365	16 505 000
AUTRICHE	Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger	1 649	5 428 034	408	1 239 273	18	107 529
BELGIQUE	ONP - Office National des Pensions	34 351	202 593 895	8 300	47 305 892		
	INAMI - Institut National d' Assurance Maladie Invalidité					2 888	32 393 103
BULGARIE	NOI - Национален осигурителен институт	43	47 006	11	4 909	5	1 477
CHYPRE	MLSI - Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων	nc	nc	nc	nc	nc	nc
CROATIE	HZMO - Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb	592	410 792	126	138 127	1	1 466
DANEMARK	Udbetaling Danmark	2 367	19 172 199	0	0	102	1 857 851
ESPAGNE	Instituto Nacional de la Seguridad Social	26 444	89 293 714	11 790	45 398 250	338	3 098 228
ESTONIE	Sotsiaalkindlustusamet	nc	nc	nc	nc	nc	nc

nc : non communiqué

* pour plus d'informations : www.cleiss.fr



PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2013 (SUITE ET FIN)

PLUS DE DÉTAILS

PAYS	ORGANISMES DE LIAISON*	PENSIONS DE VIEILLESSE				PENSIONS D'INVALIDITÉ	
		DROITS PROPRES		DROITS DÉRIVÉS		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)		
FINLANDE	KELA - Kansaneläkelaitos /Folkpensionsanstalten	139	259 741	2	2 170	5	23 791
	ETK - Eläketurvakeskus	455	9 085 440	39	572 820	14	157 920
GRÈCE	IKA - Idruma Koinikon Asphaliseon	nc	nc	nc	nc	nc	nc
HONGRIE	ONYF - Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság	404	584 535	26	26 868	0	0
IRLANDE	Department of Social Protection - Social Welfare Services	374	2 333 573	53	498 685	11	175 868
ISLANDE	TR - Tryggingastofnun Ríkisins	3	13 426	2	4 660	2	27 695
ITALIE	INPS - Istituto Nazionale della Previdenza Sociale	28 162	73 776 302	16 507	35 521 119	1 447	5 361 192
LETTONIE	VSAA - Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra	13	34 573	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	AHV-IV-FAK Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung	31	123 073	2	0	0	0
LITUANIE	SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba	nc	nc	nc	nc	nc	nc
LUXEMBOURG	CNAP - Caisse Nationale d'Assurance Pension	11 815	155 266 465	3 839	37 440 871	4 132	53 010 824
MALTE	Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali	17	56 203	3	2 424	0	0
NORVÈGE	NAV Pensjon	nc	nc	nc	nc	nc	nc
PAYS-BAS	Sociale Verzekeringsbank	11 993	79 872 036	74	1 198 996		
	UWV - Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen					nc	nc
POLOGNE	ZUS - Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków	3 364	6 775 159	559	1 370 557	30	95 940
PORTUGAL	IP - Instituto da Segurança Social	32 169	75 505 394	7 518	15 673 052	1 151	3 098 811
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	CSSZ - Česká Správa Sociálního Zabezpečení	617	1 329 778	105	118 308	11	25 133
ROUMANIE	CNPAS - Casa Națională de Pensii Publice	nc	nc	nc	nc	nc	nc
ROYAUME-UNI	DWP - Department for Work and Pensions	61 550	337 384 044	nc	nc	nc	nc
SLOVAQUIE	Sociálna poisťovňa	171	288 230	17	21 720	4	17 224
SLOVÉNIE	ZPIZ - Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije	335	457 514	73	0	2	0
SUÈDE	Pensionsmyndigheten	1 774	13 342 837	126	557 008		
	Försäkringskassan					39	418 935
SUISSE	CDC - Schweizerische Ausgleichskasse	54 220	358 778 722	7 502	52 019 229	4 985	64 585 778
TOTAL 2013		326 991	1 626 648 684	71 165	278 272 940	18 550	180 963 767

nc : non communiqué

* pour plus d'informations : www.cleiss.fr

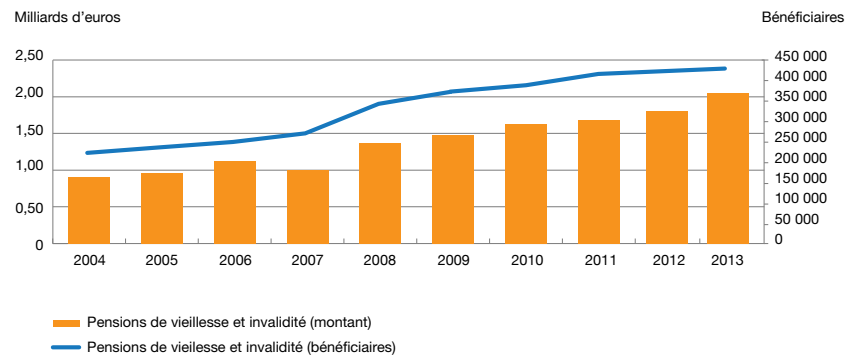


En 2013, la Suisse arrive en tête des pays de l'UE-EEE-Suisse en matière de pensions de vieillesse et invalidité versées en France. Cela se traduit par un montant de 475 millions d'euros soit près de 23 % du montant total transféré vers la France.

Le Royaume-Uni et la Belgique arrivent derrière avec respectivement 16 % et 13,5 % de ce montant total.

► PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE DEPUIS 10 ANS

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE				PENSIONS D' INVALIDITÉ	
	DROITS PROPRES		DROITS DÉRIVÉS		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)		
2004	172 556	634 197 942	40 739	130 063 111	15 027	125 865 655
2005	190 985	712 155 665	43 322	145 295 746	16 363	134 301 970
2006	201 794	796 356 754	44 589	152 450 839	18 547	162 457 988
2007	205 612	701 814 917	65 722	201 176 585	18 075	145 066 410
2008	262 592	1 022 721 476	66 755	210 328 606	19 042	156 665 040
2009	274 774	1 112 106 448	67 015	223 767 527	18 967	160 619 806
2010	285 445	1 195 284 868	68 180	234 836 718	19 960	182 980 818
2011	308 309	1 341 087 915	71 608	253 262 084	20 519	189 060 491
2012	317 005	1 478 963 840	70 722	260 809 411	19 218	190 273 181
2013	326 991	1 626 648 684	71 165	278 272 940	18 550	180 963 767



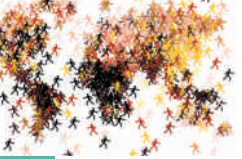


PARTIE 7

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

- LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE
- L'IMMIGRATION FAMILIALE
- LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER





MOUVEMENTS MIGRATOIRES

■ LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE	159
■ L'IMMIGRATION FAMILIALE	165
■ LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER (IMMATRICULATION DANS LES CONSULATS)	169

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE

► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2013



CONTINENT / PAYS	SALARIÉS								TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL
	PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS	TOTAL SALARIÉS		
AFRIQUE DU NORD	5 124	199	470	119	2	26	5 758	11 698	550	12 248
ALGÉRIE	1320	0	102	54	0	7	0	1 483	197	1 680
LIBYE	5	3	1	0	0	0	0	9	1	10
MAROC	2420	90	146	17	1	9	4844	7 527	91	7 618
TUNISIE	1379	106	221	48	1	10	914	2 679	261	2 940
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	3 700	150	358	39	1	20	65	4 333	189	4 522
DONT										
BÉNIN	117	0	17	0	0	1	0	135	4	139
CAMEROUN	479	7	46	6	0	1	0	539	29	568
CAP-VERT	29	0	0	0	0	0	0	29	0	29
CONGO	69	7	6	0	0	0	0	82	2	84
CONGO (RÉP. DÉM)	98	6	3	0	0	1	0	108	5	113
CÔTE D'IVOIRE	285	2	17	3	0	1	0	308	20	328
ÉGYPTE	89	17	18	0	0	1	0	125	20	145
GABON	91	9	13	0	0	1	0	114	6	120
GUINÉE (RÉP. DE)	131	2	17	0	1	0	0	151	2	153
MADAGASCAR	185	1	12	5	0	2	0	205	17	222
MALI	730	0	21	2	0	1	0	754	8	762
MAURICE (ÎLE)	97	3	16	1	0	1	62	180	7	187
MAURITANIE	113	0	5	2	0	1	0	121	3	124
NIGER	35	5	5	3	0	1	0	49	0	49
SÉNÉGAL	758	6	106	12	0	2	3	887	21	908
TOGO	90	0	10	3	0	2	0	105	7	112
AUTRES PAYS	304	85	46	2	0	4	0	441	38	479
AMÉRIQUE DU NORD	439	464	1 314	16	25	20	7	2 285	471	2 756
CANADA	119	122	249	2	13	2	2	509	147	656
ÉTATS-UNIS	320	342	1065	14	12	18	5	1 776	324	2 100

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.



► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2013 (SUITE)



CONTINENT / PAYS		SALARIÉS							TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL	
		PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS			TOTAL SALARIÉS
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		715	176	607	52	58	10	36	1 654	672	2 326
DONT	ARGENTINE	33	13	84	8	0	0	1	139	63	202
	BRÉSIL	164	92	68	5	26	2	8	365	336	701
	CHILI	16	3	24	6	0	0	1	50	42	92
	COLOMBIE	131	14	71	12	4	1	0	233	69	302
	HAÏTI	67	0	13	1	0	1	9	91	8	99
	MEXIQUE	94	34	137	7	2	0	0	274	82	356
	PÉROU	58	2	14	2	1	0	0	77	16	93
	VENEZUELA	47	10	39	8	3	0	0	107	18	125
AUTRES PAYS	105	8	157	3	22	6	17	318	38	356	
ASIE		2 110	1 277	386	103	18	8	21	3 923	1 288	5 211
DONT	CHINE (RPC)	918	231	111	55	1	1	0	1 317	475	1 792
	CORÉE DU SUD	57	51	24	4	2	0	0	138	67	205
	INDE	232	628	133	14	0	1	0	1 008	322	1 330
	JAPON	139	272	40	1	2	1	0	455	227	682
	PHILIPPINES	229	5	4	0	0	0	0	238	4	242
	THAÏLANDE	36	11	1	2	0	0	8	58	24	82
	VIETNAM	173	2	12	22	1	0	0	210	97	307
	AUTRES PAYS	326	77	61	5	12	5	13	499	72	571
PROCHE ET MOYEN ORIENT		563	47	126	72	1	5	5	819	281	1 100
DONT	IRAN	61	6	4	5	1	0	0	77	45	122
	ISRAËL	13	6	12	2	0	0	5	38	24	62
	LIBAN	296	8	41	48	0	1	0	394	145	539
	PAKISTAN	64	5	4	5	0	0	0	78	21	99
	AUTRES PAYS	129	22	65	12	0	4	0	232	46	278

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

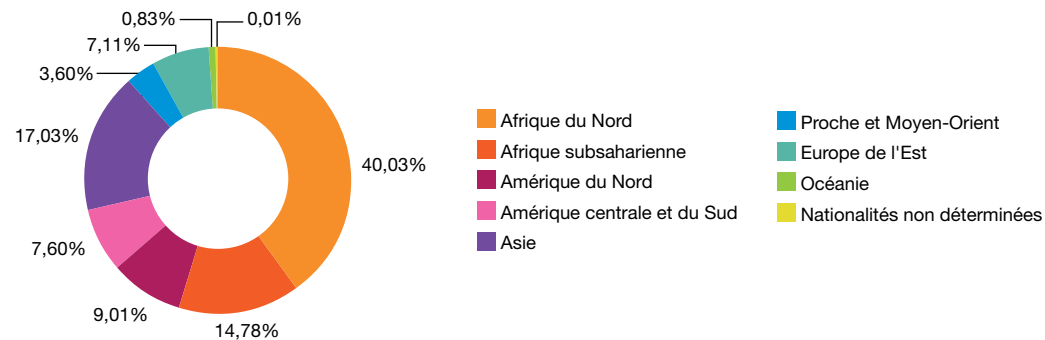
RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2013 (SUITE ET FIN)

CONTINENT / PAYS		SALARIÉS							TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL	
		PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS			TOTAL SALARIÉS
EUROPE DE L'EST		997	163	365	25	44	9	164	1 767	408	2 175
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	12	1	7	0	0	1	7	28	2	30
	BULGARIE*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CROATIE	6	4	35	0	0	2	0	47	12	59
	MACÉDOINE	12	1	1	1	0	0	1	16	3	19
	MOLDAVIE	32	2	8	1	2	0	0	45	5	50
	ROUMANIE*	5	1	0	0	0	1	1	8	1	9
	RUSSIE	290	66	185	15	12	1	2	571	184	755
	SERBIE	63	7	50	0	1	1	16	138	22	160
	TURQUIE	194	61	5	3	0	0	136	399	66	465
	UKRAINE	142	6	19	4	21	1	0	193	69	262
	AUTRES PAYS	241	14	55	1	8	2	1	322	44	366
OCÉANIE		68	29	86	4	7	4	1	199	55	254
DONT	AUSTRALIE	31	26	47	3	7	2	0	116	46	162
	NOUVELLE-ZÉLANDE	18	3	33	1	0	2	1	58	8	66
	AUTRES PAYS	19	0	6	0	0	0	0	25	1	26
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		3	0	1	0	0	0	0	4	0	4
TOTAL GÉNÉRAL		13 719	2 505	3 713	430	156	102	6 057	26 682	3 914	30 596

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

* La Roumanie et la Bulgarie figurent dans ce tableau malgré leur appartenance à l'UE depuis 2007. Ces pays sont en phase transitoire en ce qui concerne leur migration au sein de l'espace Shengen.

RÉPARTITION PAR CONTINENT DES TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE EN 2013



▷ RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS



		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
AFRIQUE DU NORD	TOTAL	10 763	10 599	10 538	11 251	13 124	11 910	12 024	12 685	12 338	12 248
	Total salariés permanents et en mission	1 582	1 938	2 594	3 878	5 227	4 436	4 567	5 337	4 920	5 323
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 142	1 038	1 060	1 065	1 169	778	1 127	1 025	975	617
	Saisonniers	8 039	7 623	6 884	6 308	6 728	6 696	5 890	5 939	5 975	5 758
	Total salariés	10 763	10 599	10 538	11 251	13 124	11 910	11 584	12 301	11 870	11 698
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	440	384	468	550
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	TOTAL	1 069	1 504	1 919	2 544	4 498	5 785	5 486	5 837	4 185	4 522
	Total salariés permanents et en mission	692	890	1 221	1 850	3 796	5 322	4 713	5 199	3 502	3 850
	Total autorisations provisoires et autres catégories	377	614	690	693	690	463	552	436	427	418
	Saisonniers	0	0	8	1	12	0	36	54	100	65
	Total salariés	1 069	1 504	1 919	2 544	4 498	5 785	5 301	5 689	4 029	4 333
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	185	148	156	189
AMÉRIQUE DU NORD	TOTAL	2 845	3 022	3 285	2 985	3 171	1 947	3 023	3 271	2 945	2 756
	Total salariés permanents et en mission	498	645	739	776	1 073	655	895	903	969	903
	Total autorisations provisoires et autres catégories	2 347	2 377	2 541	2 193	2 093	1 292	1 874	2 138	1 717	1 375
	Saisonniers	0	0	5	16	5	0	7	4	4	7
	Total salariés	2 845	3 022	3 285	2 985	3 171	1 947	2 776	3 045	2 690	2 285
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	247	226	255	471
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	TOTAL	393	1 935	2 101	2 073	2 306	1 454	2 351	2 394	2 156	2 326
	Total salariés permanents et en mission	286	571	583	983	1 025	874	1 005	1 000	905	891
	Total autorisations provisoires et autres catégories	107	1 364	1 445	1 025	1 213	580	1 044	1 101	879	727
	Saisonniers	0	0	73	65	68	0	46	32	106	36
	Total salariés	393	1 935	2 101	2 073	2 306	1 454	2 095	2 133	1 890	1 654
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	256	261	266	672

NC = non communiqué

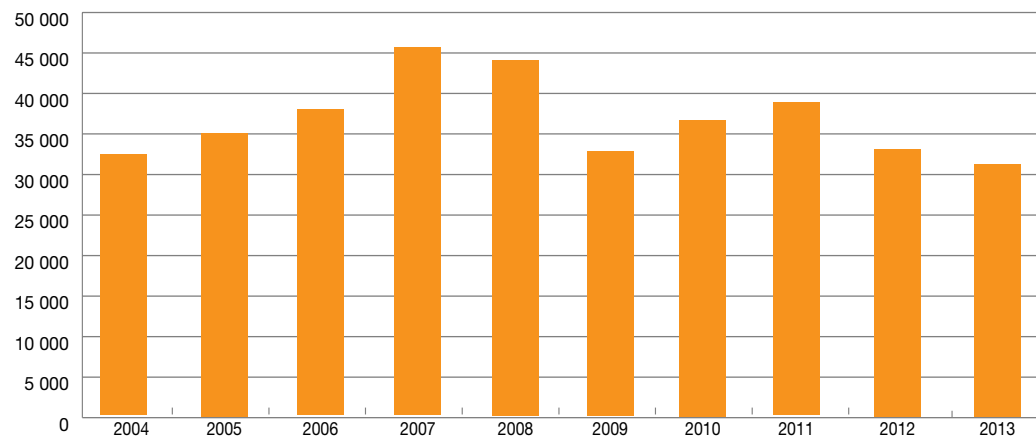
RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS (SUITE ET FIN)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ASIE	TOTAL	950	3 079	3 404	4 011	4 891	3 663	5 097	5 051	4 787	5 211
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	936	1 375	1 552	2 307	3 112	2 765	3 174	3 121	2 958	3 387
	Total autorisations provisoires et autres catégories	14	1 704	1 849	1 695	1 771	898	1 329	1 261	1 163	515
	Saisonniers	0	0	3	9	8	0	18	22	11	21
	Total salariés	950	3 079	3 404	4 011	4 891	3 663	4 521	4 404	4 132	3 923
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	576	647	655	1 288
PROCHE ET MOYEN-ORIENT	TOTAL	346	821	863	1 190	1 164	794	960	998	1 016	1 100
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	296	455	519	769	765	627	562	634	639	610
	Total autorisations provisoires et autres catégories	50	366	344	420	398	167	273	248	265	204
	Saisonniers	0	0	0	1	1	0	0	0	1	5
	Total salariés	346	821	863	1 190	1 164	794	835	882	905	819
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	125	116	111	281
EUROPE DE L'EST	TOTAL	10 249	13 124	15 412	20 810	14 425	6 405	7 446	8 289	6 707	2 175
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	1 406	2 524	2 688	5 901	7 449	4 463	4 299	4 293	3 601	1 160
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 487	2 408	2 495	2 386	2 237	1 103	1 576	1 951	1 626	443
	Saisonniers	7 356	8 192	10 229	12 523	4 739	839	1 428	1 909	1 309	164
	Total salariés	10 249	13 124	15 412	20 810	14 425	6 405	7 303	8 153	6 536	1 767
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	143	136	171	408
OCÉANIE	TOTAL	54	282	322	311	346	180	298	333	334	254
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	54	88	95	102	131	86	124	150	163	97
	Total autorisations provisoires et autres catégories	0	194	225	208	211	94	149	157	141	101
	Saisonniers	0	0	2	1	4	0	3	2	2	1
	Total salariés	54	282	322	311	346	180	276	309	306	199
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	22	24	28	55
NATIONALITÉS NON DÉTERMINÉES		5 764	840	34	562	306	746	2	13	289	4
TOTAL GÉNÉRAL		32 433	35 206	37 878	45 737	44 231	32 884	36 687	38 871	34 757	30 596

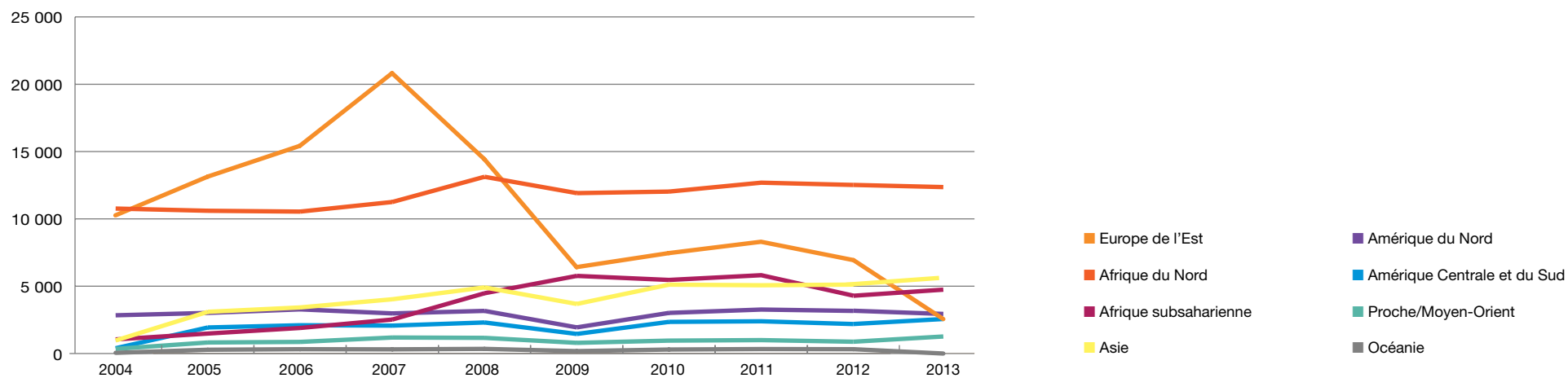
NC = non communiqué



ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS - HISTORIQUE PAR CONTINENT



IMMIGRATION FAMILIALE

► FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2013 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

PLUS DE DÉTAILS

CONTINENT / PAYS		2004		2012		2013		% ÉVOLUTION 2013/2004	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
AFRIQUE DU NORD		9 364	15 234	6 843	8 839	6 457	8 230	-31,04%	-45,98%
	ALGÉRIE	3 917	5 674	2 884	3 483	2 620	3 155	-33,11%	-44,40%
	LYBIE			1	1	1	3	-	-
	MAROC	4 068	6 873	2 525	3 373	2 417	3 205	-40,59%	-53,37%
	TUNISIE	1 379	2 687	1 433	1 982	1 419	1 867	2,90%	-30,52%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		1 239	1 942	1 549	2 298	1 657	2 503	33,74%	28,89%
DONT	BÉNIN	22	33	38	66	46	74	109,09%	124,24%
	CAMEROUN	234	380	388	606	338	536	44,44%	41,05%
	CAP-VERT	47	66	37	50	38	52	-19,15%	-21,21%
	CONGO	172	292	74	129	80	139	-53,49%	-52,40%
	CONGO (RÉP. DÉM)			56	71	39	55	-	-
	CÔTE D'IVOIRE	176	256	160	209	198	268	12,50%	4,69%
	ÉGYPTE			39	75	57	116	-	-
	GABON	36	66	36	47	40	49	11,11%	-25,76%
	GUINÉE (RÉP. DE)			28	42	56	81	-	-
	MADAGASCAR	123	172	117	155	117	154	-4,88%	-10,47%
	MALI	189	313	51	62	105	155	-44,44%	-50,48%
	MAURICE (ÎLE)			27	30	19	21	-	-
	MAURITANIE	22	30	26	38	29	46	31,82%	53,33%
	NIGER	1	2	18	22	10	13	900,00%	550,00%
	SÉNÉGAL	217	332	253	391	260	399	19,82%	20,18%
	TOGO			63	100	64	110	-	-
	AUTRES PAYS			138	205	161	235	-	-
AMÉRIQUE DU NORD		386	819	12	17	16	21	-95,85%	-97,44%
	CANADA	91	177	7	9	9	14	-90,11%	-92,09%
	ÉTATS-UNIS	295	642	5	8	7	7	-97,63%	-98,91%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.



FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2013 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE)

PLUS DE DÉTAILS

CONTINENT / PAYS		2004		2012		2013		% ÉVOLUTION 2013/2004	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		0	0	330	510	298	453	-	-
DONT	ARGENTINE			7	11	3	8	-	-
	BRÉSIL			47	63	39	50	-	-
	CHILI			12	22	5	9	-	-
	COLOMBIE			16	22	13	19	-	-
	HAÏTI			185	307	157	250	-	-
	MEXIQUE			3	4	3	4	-	-
	PÉROU			15	16	9	12	-	-
	VÉNÉZUELA			1	1	4	5	-	-
	AUTRES PAYS			44	64	65	96	-	-
ASIE		31	49	739	917	756	928	2338,71%	1793,88%
DONT	CHINE (RPC)			300	336	302	343	-	-
	CORÉE DU SUD			15	18	13	13	-	-
	INDE			72	98	75	103	-	-
	JAPON			16	21	24	29	-	-
	PHILIPPINES	31	49	42	60	48	65	54,84%	32,65%
	THAÏLANDE			50	61	40	44	-	-
	VIETNAM			72	102	84	99	-	-
	AUTRES PAYS			172	221	170	232	-	-
PROCHE ET MOYEN ORIENT		8	12	151	257	141	251	1662,50%	1991,67%
DONT	IRAN			16	16	13	15	-	-
	ISRAËL	8	12	2	2			-100,00%	-100,00%
	LIBAN			41	58	43	72	-	-
	PAKISTAN			69	149	58	114	-	-
	AUTRES PAYS			23	32	27	50	-	-

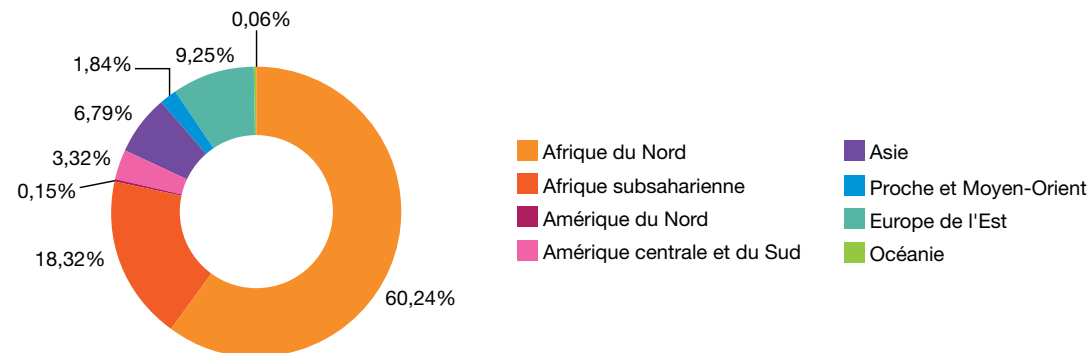
Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

► FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2013 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE ET FIN)

CONTINENT / PAYS		2004		2012		2013		% ÉVOLUTION 2013/2004	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
EUROPE DE L'EST		265	3 223	874	1 315	846	1 264	219,25%	-60,78%
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	18	34	14	15	18	20	0,00%	-41,18%
	BULGARIE							-	-
	CROATIE	14	21	2	4	3	5	-78,57%	-76,19%
	MACÉDOINE	24	43	10	12	2	2	-91,67%	-95,35%
	MOLDAVIE			17	23	11	15	-	-
	ROUMANIE	160	248					-100,00%	-100,00%
	RUSSIE			38	43	29	37	-	-
	SERBIE			41	51	39	54	-	-
	TURQUIE		2 794	597	958	576	891	-	-68,11%
	UKRAINE			28	33	25	29	-	-
	AUTRES PAYS	49	83	127	176	143	211	191,84%	154,22%
OCÉANIE		0	0	3	10	5	8	-	-
DONT	AUSTRALIE			1	3			-	-
	NOUVELLE-ZÉLANDE			1	5			-	-
	AUTRES PAYS			1	2	5	8	-	-
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE				2	2	2	3	-	-
TOTAL GÉNÉRAL		11 293	21 279	10 503	14 165	10 178	13 661	-9,87%	-35,80%

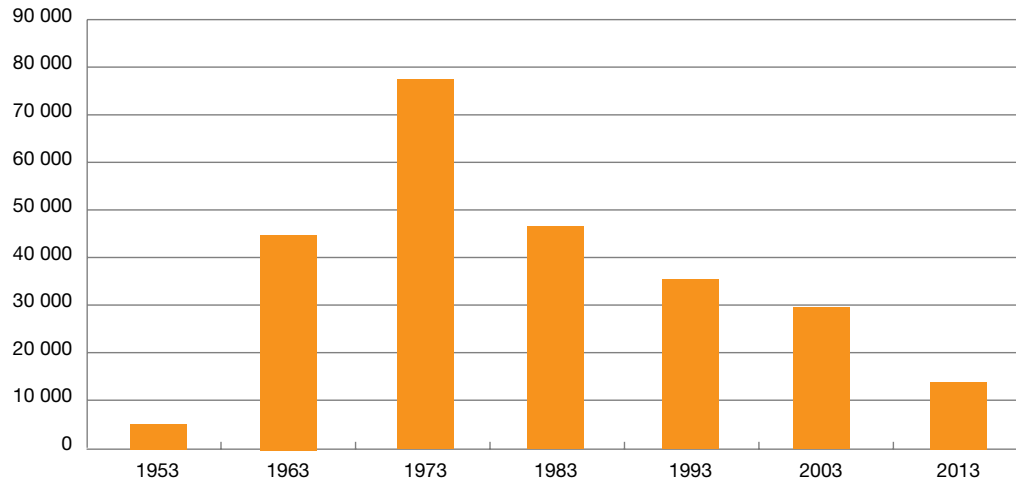
Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

► RÉPARTITION PAR CONTINENT DE L'IMMIGRATION FAMILIALE EN FRANCE EN 2013

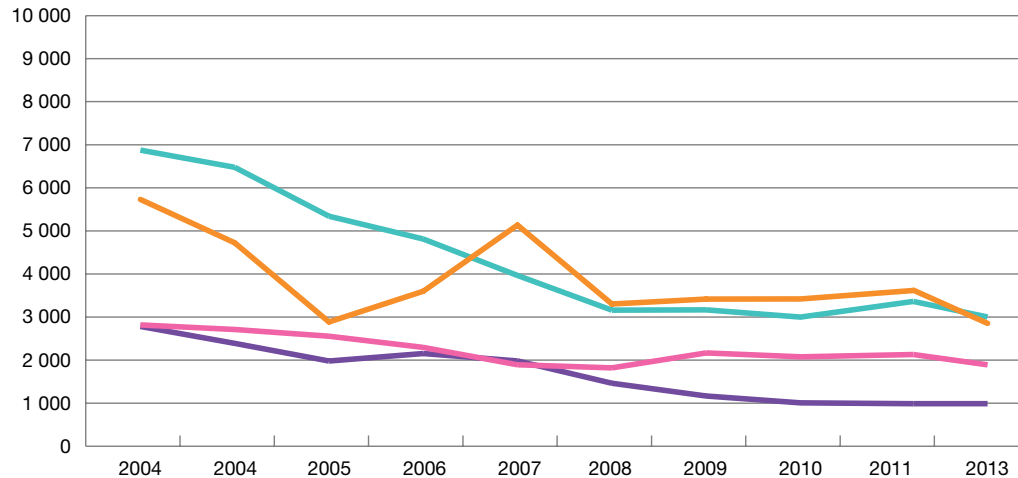


IMMIGRATION FAMILIALE DEPUIS 60 ANS (NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)

[PLUS DE DÉTAILS](#)



PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DE L'IMMIGRATION FAMILIALE (NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)



LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

(REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE)

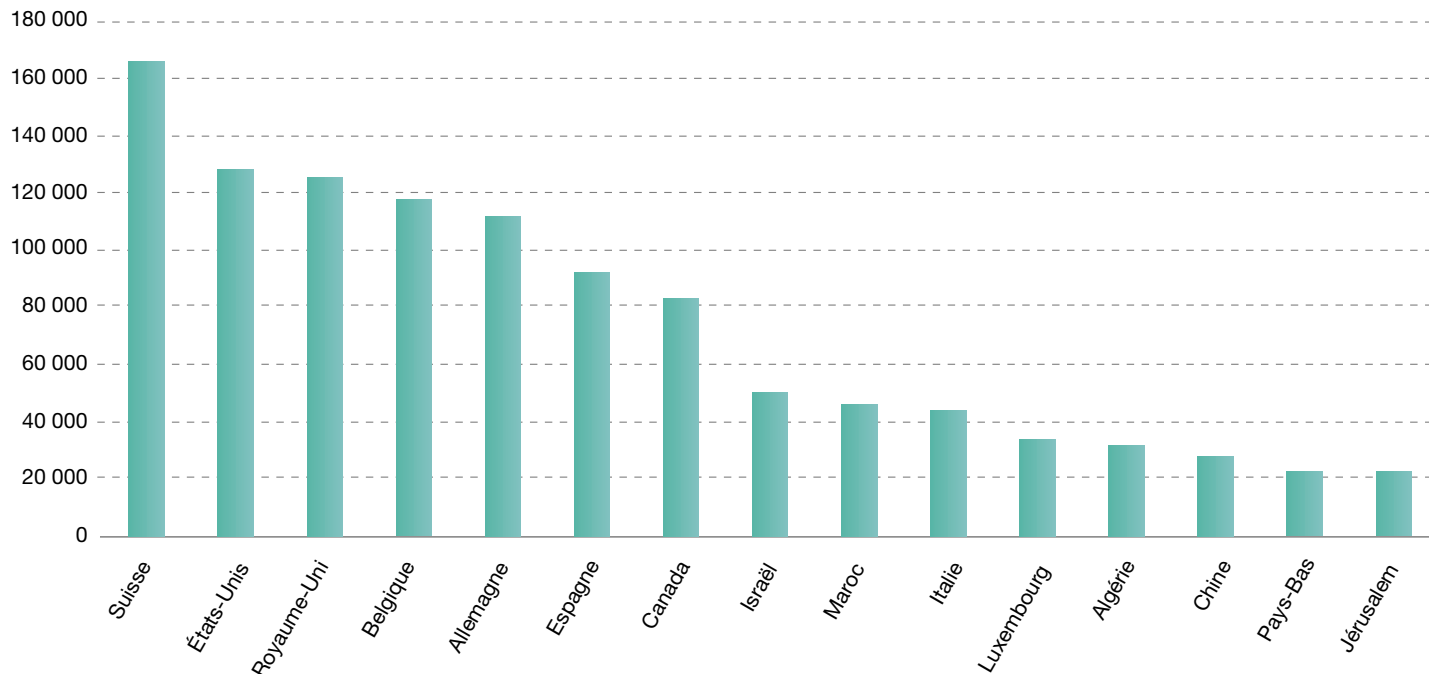
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2013 a augmenté de 31 899 personnes et s'élève à 1 642 953, soit une augmentation de 1,98 % par rapport à 2012.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 31,14% en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 3,06 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,6 millions de personnes.

► LES 15 PAYS OÙ LA PRÉSENCE FRANÇAISE EST LA PLUS IMPORTANTE EN 2013



En 2013, ces 15 pays représentent 66,17 % de la population française à l'étranger. Les États-Unis et le Maroc ont gagné un échelon dans ce classement, et la Chine en a perdu 2, depuis l'année dernière.



REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS



CONTINENTS/PAYS		2004	2012		2013		VARIATION EN NOMBRE 2013/2012	TAUX D'ÉVOLUTION		
			EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2013/2012	ANNUEL MOYEN 2013/2004	SUR 10 ANS
EUROPE OCCIDENTALE		635 454	789 138	48,03	796 570	48,48	+ 7 432	0,94	2,54	25,35
DONT	ALLEMAGNE	106 781	110 881	6,75	112 238	6,83	+ 1 357	1,22	0,56	5,11
	ANDORRE	3 900	3 309	0,20	3 226	0,20	- 83	-2,51	-2,09	-17,28
	AUTRICHE	6 052	8 291	0,50	8 668	0,53	+ 377	4,55	4,07	43,23
	BELGIQUE	86 069	113 563	6,91	115 888	7,05	+ 2 325	2,05	3,36	34,65
	CHYPRE	954	1 372	0,08	1 428	0,09	+ 56	4,08	4,58	49,69
	DANEMARK	3 570	5 260	0,32	5 216	0,32	- 44	-0,84	4,30	46,11
	ESPAGNE	68 477	95 052	5,79	91 707	5,58	- 3 345	-3,52	3,30	33,92
	FINLANDE	1 758	2 573	0,16	2 600	0,16	+ 27	1,05	4,44	47,90
	GRÈCE	8 051	10 916	0,66	10 433	0,64	- 483	-4,42	2,92	29,59
	IRLANDE	6 091	8 980	0,55	8 310	0,51	- 670	-7,46	3,51	36,43
	ISLANDE	224	348	0,02	349	0,02	+ 1	0,29	5,05	55,80
	ITALIE	41 797	46 987	2,86	46 896	2,85	- 91	-0,19	1,29	12,20
	LUXEMBOURG	20 946	30 352	1,85	32 575	1,98	+ 2 223	7,32	5,03	55,52
	MALTE	235	542	0,03	600	0,04	+ 58	10,70	10,98	155,32
	MONACO	9 075	7 683	0,47	7 865	0,48	+ 182	2,37	-1,58	-13,33
	NORVÈGE	3 476	5 097	0,31	5 111	0,31	+ 14	0,27	4,38	47,04
	PAYS-BAS	19 148	23 149	1,41	23 448	1,43	+ 299	1,29	2,28	22,46
	PORTUGAL	11 998	15 707	0,96	15 472	0,94	- 235	-1,50	2,87	28,95
	ROYAUME-UNI	94 563	126 049	7,67	126 239	7,68	+ 190	0,15	3,26	33,50
	SUÈDE	5 205	6 798	0,41	6 785	0,41	- 13	-0,19	2,99	30,36
SUISSE	133 074	158 862	9,67	163 600	9,96	+ 4 738	2,98	2,32	22,94	
TURQUIE	3 953	7 367	0,45	7 916	0,48	+ 549	7,45	8,02	100,25	
AUTRES PAYS	57	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00	

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2013.

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

CONTINENTS/PAYS	2004	2012		2013		VARIATION EN NOMBRE 2013/2012	TAUX D'ÉVOLUTION		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2013/2012	ANNUEL MOYEN 2013/2004	SUR 10 ANS
EUROPE DE L'EST	20 256	29 988	1,86	31 079	1,89	+ 1 091	3,64	4,87	53,43
DONT									
BOSNIE-HERZÉGOVINE	268	346	0,02	359	0,02	+ 13	3,76	3,30	33,96
BULGARIE	545	1 063	0,07	1 127	0,07	+ 64	6,02	8,41	106,79
CROATIE	690	984	0,06	1 006	0,06	+ 22	2,24	4,28	45,80
ESTONIE	81	192	0,01	208	0,01	+ 16	8,33	11,05	156,79
HONGRIE	1 780	2 396	0,15	2 402	0,15	+ 6	0,25	3,39	34,94
LETTONIE	114	198	0,01	203	0,01	+ 5	2,53	6,62	78,07
LITUANIE	208	387	0,02	408	0,02	+ 21	5,43	7,77	96,15
MACÉDOINE	247	182	0,01	203	0,01	+ 21	11,54	-2,16	-17,81
POLOGNE	5 413	5 876	0,36	6 067	0,37	+ 191	3,25	1,28	12,08
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2 184	3 115	0,19	3 403	0,21	+ 288	9,25	5,05	55,82
ROUMANIE	1 938	2 973	0,18	3 075	0,19	+ 102	3,43	5,26	58,67
RUSSIE	3 342	5 764	0,36	6 093	0,37	+ 329	5,71	6,90	82,32
SERBIE	867	1 425	0,09	1 397	0,09	- 28	-1,96	5,44	61,13
SLOVAQUIE	465	848	0,05	830	0,05	- 18	-2,12	6,65	78,49
SLOVÉNIE	457	702	0,04	679	0,04	- 23	-3,28	4,50	48,58
UKRAINE	393	953	0,06	928	0,06	- 25	-2,62	10,02	136,13
AUTRES PAYS	1 264	2 584	0,16	2 691	0,16	+ 107	4,14	8,76	112,90
AMÉRIQUE DU NORD	167 342	203 818	12,65	212 815	12,95	+ 8 997	4,41	2,71	27,17
CANADA	62 364	78 647	4,88	83 295	5,07	+ 4 648	5,91	3,27	33,56
ÉTATS-UNIS	104 978	125 171	7,77	129 520	7,88	+ 4 349	3,47	2,36	23,38

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2013.



REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)



CONTINENTS/PAYS		2004	2012		2013		VARIATION EN NOMBRE 2013/2012	TAUX D'ÉVOLUTION		
			EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2013/2012	ANNUEL MOYEN 2013/2004	SUR 10 ANS
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		77 332	97 425	6,05	99 471	6,05	+ 2 046	2,10	2,84	28,63
DONT	ARGENTINE	13 844	14 444	0,90	14 577	0,89	+ 133	0,92	0,57	5,29
	BRÉSIL	16 321	19 754	1,23	20 806	1,27	+ 1 052	5,33	2,73	27,48
	CHILI	7 331	10 577	0,66	10 623	0,65	+ 46	0,43	4,21	44,91
	COLOMBIE	3 306	4 799	0,30	5 029	0,31	+ 230	4,79	4,77	52,12
	MEXIQUE	13 681	17 556	1,09	17 690	1,08	+ 134	0,76	2,90	29,30
	PÉROU	2 825	3 597	0,22	3 699	0,23	+ 102	2,84	3,04	30,94
	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1 923	3 967	0,25	3 994	0,24	+ 27	0,68	8,46	107,70
	URUGUAY	2 265	2 862	0,18	2 869	0,17	+ 7	0,24	2,66	26,67
	VÉNÉZUELA	5 440	4 917	0,31	4 580	0,28	- 337	-6,85	-1,89	-15,81
	AUTRES PAYS	10 396	14 952	0,93	15 604	0,95	+ 652	4,36	4,62	50,10
AFRIQUE DU NORD		76 716	98 090	6,09	102 007	6,21	+ 3 917	3,99	3,22	32,97
DONT	ALGÉRIE	30 964	30 344	1,88	31 677	1,93	+ 1 333	4,39	0,25	2,30
	MAROC	29 942	45 269	2,81	46 995	2,86	+ 1 726	3,81	5,14	56,95
	TUNISIE	15 375	22 221	1,38	23 042	1,40	+ 821	3,69	4,60	49,87
	AUTRES PAYS	435	256	0,02	293	0,02	+ 37	14,45	-4,30	-32,64
AFRIQUE FRANCOPHONE		101 566	117 378	7,29	119 723	7,29	+ 2 345	2,00	1,84	17,88
DONT	BÉNIN	3 694	3 574	0,22	3 755	0,23	+ 181	5,06	0,18	1,65
	CAMEROUN	6 024	6 146	0,38	6 210	0,38	+ 64	1,04	0,34	3,09
	CONGO	2 975	5 065	0,31	5 561	0,34	+ 496	9,79	7,20	86,92
	CÔTE D'IVOIRE	12 414	13 778	0,86	14 162	0,86	+ 384	2,79	1,47	14,08
	DJIBOUTI	4 248	4 875	0,30	4 929	0,30	+ 54	1,11	1,67	16,03
	GABON	8 832	11 153	0,69	10 969	0,67	- 184	-1,65	2,44	24,20
	ÎLE MAURICE	7 038	10 175	0,63	10 322	0,63	+ 147	1,44	4,35	46,66
	MADAGASCAR	20 044	18 814	1,17	18 607	1,13	- 207	-1,10	-0,82	-7,17
	MALI	4 258	4 774	0,30	5 256	0,32	+ 482	10,10	2,37	23,44
	MAURITANIE	1 811	2 120	0,13	1 915	0,12	- 205	-9,67	0,62	5,74
	NIGER	1 477	1 639	0,10	1 648	0,10	+ 9	0,55	1,22	11,58
	SÉNÉGAL	15 235	18 332	1,14	19 661	1,20	+ 1 329	7,25	2,87	29,05
	TOGO	2 893	2 971	0,18	2 855	0,17	- 116	-3,90	-0,15	-1,31
	AUTRES PAYS	10 623	13 962	0,87	13 873	0,84	- 89	-0,64	3,01	30,59

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2013.

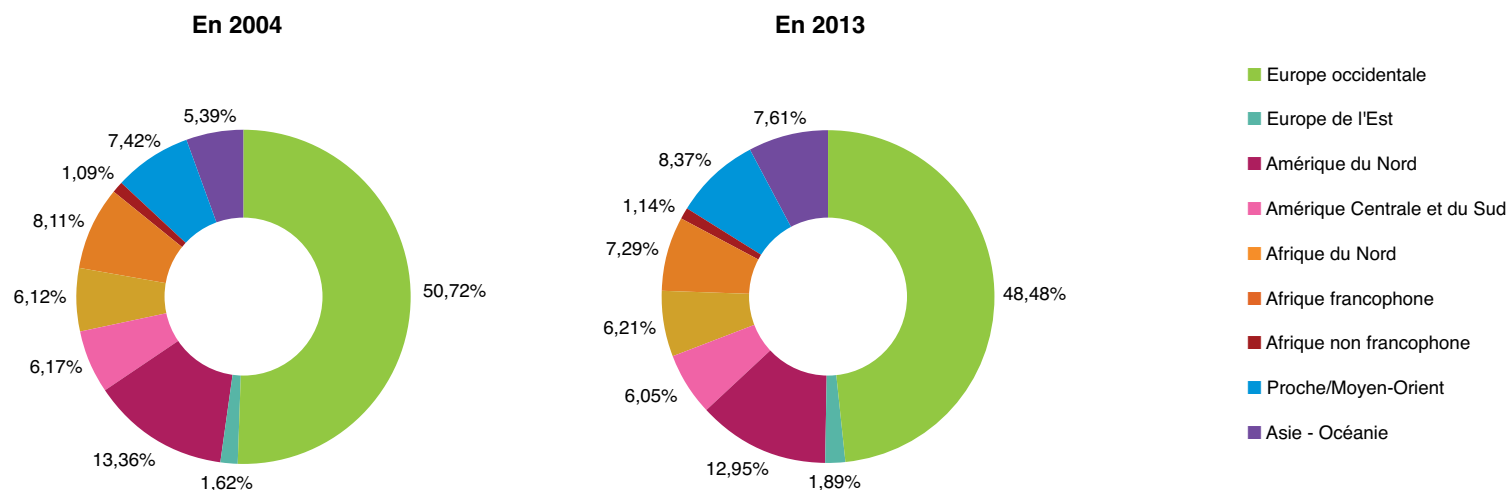
REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE ET FIN)

CONTINENTS/PAYS		2004	2012		2013		VARIATION EN NOMBRE 2013/2012	TAUX D'ÉVOLUTION		
			EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2013/2012	ANNUEL MOYEN 2013/2004	SUR 10 ANS
AFRIQUE NON FRANCOPHONE		13 621	18 796	1,17	18 790	1,14	- 6	-0,03	3,64	37,95
DONT	AFRIQUE DU SUD	6 312	7 209	0,45	7 283	0,44	+ 74	1,03	1,60	15,38
	ANGOLA	1 196	2 067	0,13	1 896	0,12	- 171	-8,27	5,25	58,53
	CAP-VERT	217	390	0,02	412	0,03	+ 22	5,64	7,38	89,86
	KENYA	822	1 440	0,09	1 529	0,09	+ 89	6,18	7,14	86,01
	NIGÉRIA	1 324	1 851	0,11	1 674	0,10	- 177	-9,56	2,64	26,44
	AUTRES PAYS	3 750	5 839	0,36	5 996	0,36	+ 157	2,69	5,35	59,89
PROCHE/MOYEN-ORIENT		92 954	136 394	8,47	137 441	8,37	+ 1 047	0,77	4,44	47,86
DONT	ARABIE SAOUDITE	3 566	5 387	0,33	5 590	0,34	+ 203	3,77	5,12	56,76
	ÉGYPTE	5 360	6 284	0,39	5 971	0,36	- 313	-4,98	1,21	11,40
	ÉMIRATS ARABES UNIS	5 591	15 536	0,96	17 371	1,06	+ 1 835	11,81	13,42	210,70
	ISRAËL	43 111	54 886	3,41	51 714	3,15	- 3 172	-5,78	2,04	19,96
	JÉRUSALEM	11 805	21 848	1,36	23 274	1,42	+ 1 426	6,53	7,83	97,15
	LIBAN	16 564	21 589	1,34	22 525	1,37	+ 936	4,34	3,47	35,99
	AUTRES PAYS	6 957	10 864	0,67	10 996	0,67	+ 132	1,22	5,22	58,06
ASIE - OCÉANIE		67 564	120 027	7,45	125 057	7,61	+ 5 030	4,19	7,08	85,09
DONT	AUSTRALIE	13 503	19 104	1,19	20 670	1,26	+ 1 566	8,20	4,84	53,08
	CAMBODGE	2 465	4 181	0,26	4 530	0,28	+ 349	8,35	7,00	83,77
	CHINE	11 854	30 787	1,91	31 275	1,90	+ 488	1,59	11,38	163,83
	CORÉE DU SUD	1 611	2 054	0,13	2 451	0,15	+ 397	19,33	4,77	52,14
	INDE	7 947	9 687	0,60	9 950	0,61	+ 263	2,71	2,53	25,20
	INDONÉSIE	1 974	3 906	0,24	3 973	0,24	+ 67	1,72	8,08	101,27
	JAPON	6 755	7 305	0,45	7 292	0,44	- 13	-0,18	0,85	7,95
	NOUVELLE ZÉLANDE	1 707	3 491	0,22	3 612	0,22	+ 121	3,47	8,68	111,60
	PHILIPPINES	1 351	2 371	0,15	2 507	0,15	+ 136	5,74	7,11	85,57
	SINGAPOUR	3 635	9 940	0,62	10 526	0,64	+ 586	5,90	12,54	189,57
	THAÏLANDE	5 092	9 905	0,61	9 937	0,60	+ 32	0,32	7,71	95,15
	VIET-NAM	6 415	10 992	0,68	11 688	0,71	+ 696	6,33	6,89	82,20
	AUTRES PAYS	3 255	6 304	0,39	6 646	0,40	+ 342	5,43	8,25	104,18
POPULATION INSCRITE TOTALE		1 252 805	1 611 054	100,00	1 642 953	100,00	+ 31 899	1,98	3,06	31,14

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2013



► RÉPARTITION DES FRANÇAIS SELON LES RÉGIONS



Le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru en 2013 de près de 32 000 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA POPULATION EXPATRIÉE EST EN PLEINE EXPANSION :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 4,5 % :

Europe de l'Est : + 4,87 %

- Taux le + élevé : + 11,05% (Estonie)
- Taux le + faible : - 2,16 % (Macédoine)

Asie - Océanie : + 7,08 %

- Taux le + élevé : + 12,54 % (Singapour)
- Taux le + faible : + 0,85 % (Japon)

2/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA PROGRES-SION EST RÉGULIÈRE MAIS MODÉRÉE :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 3 et 4,5 % :

Afrique du Nord : + 3,22 %

- Taux le + élevé : + 5,14 % (Maroc)
- Taux le + faible : + 0,25 % (Algérie)

Afrique non francophone : + 3,64 %

- Taux le + élevé : + 7,38 % (Cap Vert)
- Taux le + faible : + 1,60 % (Afrique du Sud)

Proche/moyen-Orient : + 4,44 %

- Taux le + élevé : + 13,42 % (Emirats arabes unis)
- Taux le + faible : + 1,21 % (Egypte)

3/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES L'EXPANSION DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE RALENTIT :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 3 % :

Afrique Francophone : + 1,84 %

- Taux le + élevé : + 7,20 % (Congo)
- Taux le + faible : - 0,82 % (Madagascar)

Europe occidentale : + 2,54 %

- Taux le + élevé : + 10,98 % (Malte)
- Taux le + faible : - 2,09 % (Andorre)

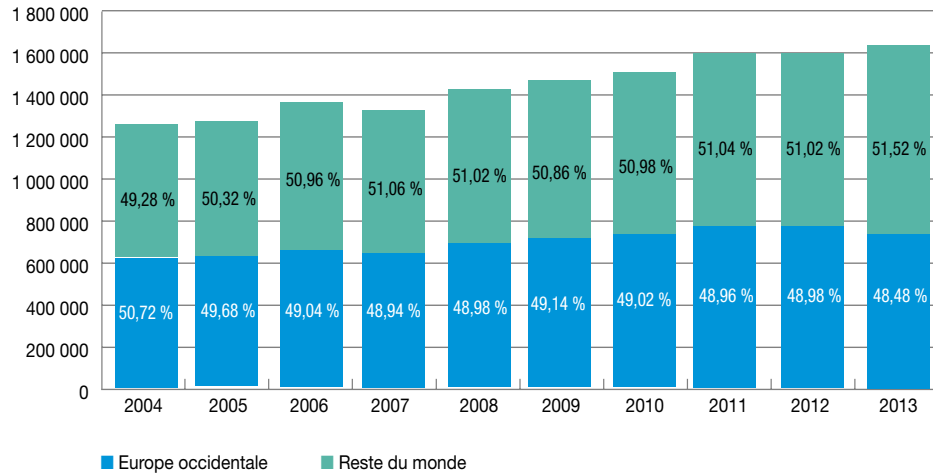
Amérique du Nord : + 2,71 %

- Taux le + élevé : + 3,27 % (Canada)
- Taux le + faible : + 2,36 % (Etats Unis)

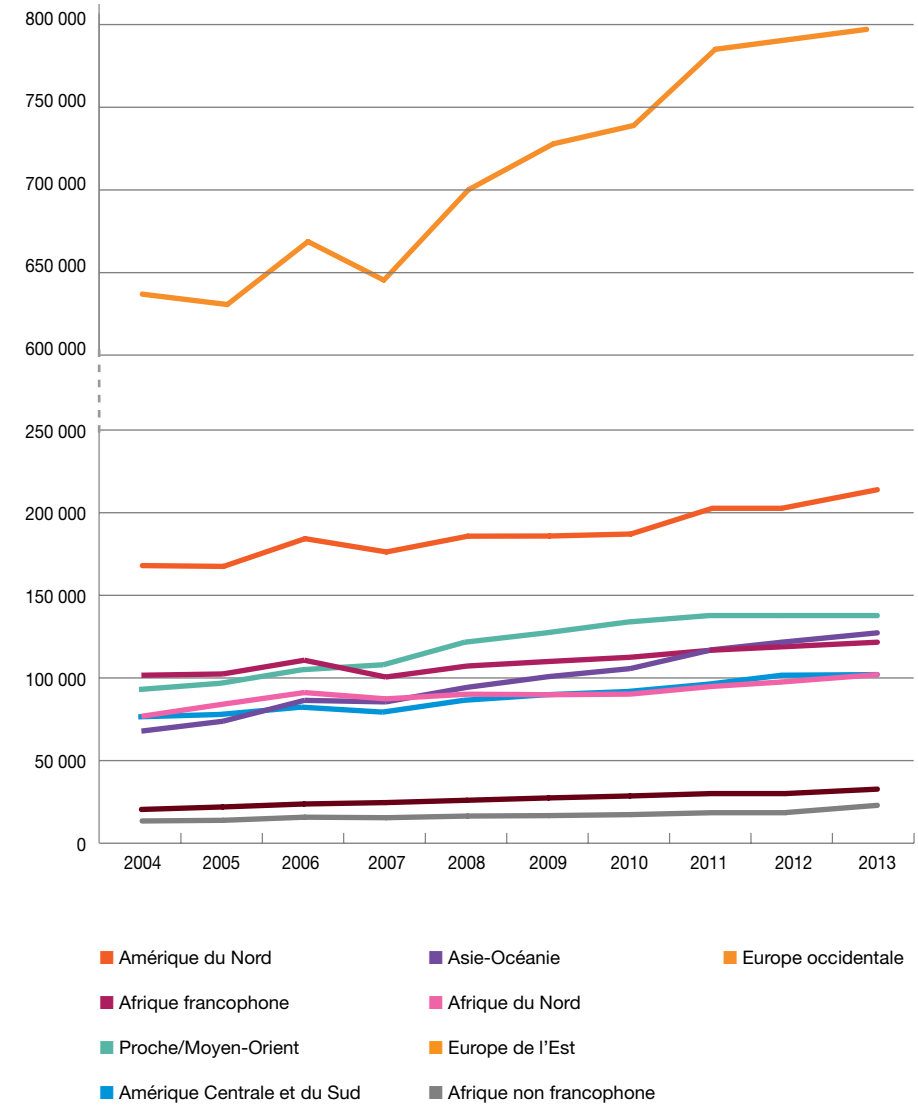
Amérique Centrale et du Sud : + 2,84 %

- Taux le + élevé : + 8,46 % (République Dominicaine)
- Taux le + faible : - 1,89 % (Vénézuéla)

ÉVOLUTION DEPUIS 2004 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



ÉVOLUTION DEPUIS 2004 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER (PAR CONTINENT)





GLOSSAIRE

► ALLOCATION DE VEUVAGE

Indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

► ARRÊT VANBRAEKEL

Complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

► CAPITAL DÉCÈS

Prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

► CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LA FRANCE

Dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

► CONVENTIONS TRANSFRONTALIÈRES

Accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

► DÉTACHEMENT DE PLEIN DROIT

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

► DETTES PRÉSENTÉES/NOTIFIÉES À LA FRANCE

Remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

► FACTURES (DÉPENSES RÉELLES)

Montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

► FORFAITS

Montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un

forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

► PENSION D'INVALIDITÉ

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

► PENSION DE SURVIVANT INVALIDE

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

► PENSION DE VIEILLESSE

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

► PENSION DE RÉVERSION

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

► **PLURIACTIVITÉ (règlements européens uniquement)**

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres de l'UE-EEE-Suisse.

► **PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE**

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

► **PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES (règlements européens)**

Les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

► **RENTE AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle)**

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants.

► **RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT**

Personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

► **RETRAITE COMPLÉMENTAIRE**

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

► **SÉJOUR TEMPORAIRE**

Cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

► **SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE**

Prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un État autre que l'État d'emploi ou que l'État débiteur de la pension.

► **SOINS MÉDICALEMENT NÉCESSAIRES**

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

► **SOINS PROGRAMMÉS**

Prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre

ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

► **SOINS URGENTS**

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire en dehors de la zone UE-EEE-Suisse ou aux assurés des régimes hors UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

► **TRAVAILLEUR FRONTALIER**

Au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.





**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11 rue de la Tour des Dames

75436 PARIS cedex 09

Tél. : 33 (0)1 45 26 33 41

Fax : 33 (0)1 49 95 06 50

Directeur de la publication : Philippe SANSON

Direction des Études Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

Création : Starting Block / Crédits Photos : © Thinkstock - Fotolia

www.cleiss.fr

